

RAPPORT



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

MARCHÉS CRIMINELS

Cartographie de l'écosystème criminel
violent en République centrafricaine

Nathalia Dukhan | Ruben De Koning

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit des efforts collectifs de nombreuses personnes et organisations engagées dans la recherche et la lutte contre la criminalité organisée en Afrique centrale et au-delà. Nous exprimons notre gratitude à nos collègues de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) pour leur soutien technique, leur collecte de données et leurs contributions stratégiques tout au long de cette enquête, et en particulier à Elizabeth Krisher, Sintiche Pagnou et Martin Davenas. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les sources confidentielles, les informateurs locaux, les journalistes et les partenaires de la société civile qui, malgré des risques personnels et professionnels importants, ont partagé des informations et des éclairages essentiels à ce travail. En raison du caractère sensible du sujet et du risque de représailles, leurs identités restent confidentielles, mais leurs contributions sont au cœur des conclusions présentées ici.

A PROPOS DES AUTEURS

Nathalia Dukhan dirige l'Observatoire de l'Afrique centrale de la GI-TOC. Elle enquête depuis plus de 15 ans sur les moteurs économiques et financiers des violences de masse ainsi que sur le rôle de la criminalité organisée dans les conflits prolongés. Ses recherches retracent la manière dont les économies illicites - infiltrées par des réseaux criminels complexes dans des secteurs tels que l'or, le bois, l'ivoire, le carburant, les diamants et les minerais stratégiques - s'intègrent aux marchés mondiaux, alimentant la violence et l'instabilité. Ses travaux récents portent notamment sur le contrôle des ressources aurifères par le groupe russe Wagner et sur l'implication d'acteurs criminels européens dans la prolongation des conflits armés. Ses investigations ont contribué à éclairer les sanctions internationales et les réponses de politique publique.

Ruben de Koning est expert senior à l'Observatoire de l'Afrique centrale de la GI-TOC. Fort de plus de 15 ans d'expérience dans le domaine, il enquête sur le financement des conflits, les flux illicites d'armes et la criminalité organisée en Afrique centrale et de l'Ouest, pour le compte d'organisations multilatérales et d'ONG d'investigation. Ses travaux actuels portent sur les réseaux logistiques aériens et maritimes qui soutiennent les groupes armés, les réseaux de mercenaires et les acteurs criminels insérés dans les structures étatiques dans la région de l'Afrique centrale. Outre sa contribution à l'élaboration de sanctions internationales, ses analyses sectorielles ont contribué à façonner les pratiques de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement en minerais et les politiques de certification des diamants.

© 2026 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de l'Initiative mondiale.

Couverture : © *Mariam Kone/AFP via Getty Images*

Veillez adresser vos demandes de renseignements à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Geneva, CH-1202
Switzerland
www.globalinitiative.net

Sommaire

Acronymes et abréviations.....	ii
Résumé exécutif.....	1
Méthodologie.....	2
Principales conclusions.....	3
Les acteurs.....	4
Instruments de violence.....	10
Les armes.....	10
Le carburant.....	21
Le tramadol.....	24
Chaînes de valeur illicites.....	29
Minerais.....	29
Environnement.....	38
Bétail.....	42
Les flux financiers illicites.....	45
Conclusion.....	48
Recommandations.....	49
Notes.....	54

Acronymes et abréviations

3R	Retour, Réclamation, Réhabilitation
AAKG	Azandé Ani Kpi Gbé
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data
CPC	Coalition des patriotes pour le changement
CPI	Cour pénale internationale
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
EAU	Émirats arabes unis
EEI	Engin explosif improvisé
FACA	Forces armées centrafricaines
FCC	Forest Consulting Company
FMI	Fonds monétaire international
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
FSR	Forces de soutien rapide
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT)
MANPAD	Système portatif de défense antiaérienne
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RPG	Lance-roquettes antichar (Rocket-propelled grenade)
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la République centrafricaine
SAF	Forces armées soudanaises
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique
WIG	Wood International Group



Résumé exécutif

Au cours des cinq dernières années, la République centrafricaine (RCA) est devenue une plaque tournante où de hauts responsables politiques et militaires, des acteurs criminels cooptés et des groupes criminels organisés transnationaux ont convergé pour tirer profit de la consolidation de leur contrôle sur les principaux marchés criminels. Début 2021, les forces armées centrafricaines (FACA), aux côtés du groupe russe Wagner, ont lancé une campagne militaire à l'échelle nationale. Bien que présentée comme une opération de stabilisation dans un pays marqué par des conflits armés prolongés, elle a rapidement dépassé son objectif de contre-insurrection pour s'inscrire dans un processus plus large de consolidation territoriale, politique et économique. Plutôt que de démanteler les systèmes de violence sous-jacents, les opérations de la campagne militaire les ont reconfigurés.

Les forces pro-gouvernementales, opérant le plus souvent sous le commandement opérationnel du groupe Wagner et appuyées par des milices supplétives locales, ont pris pour cibles des combattants présumés et des civils accusés d'appartenir à des forces d'opposition. La vague de violence qui s'en est suivie a été marquée par des actes susceptibles de constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La campagne militaire s'est accompagnée d'une vaste répression contre les opposants politiques, les médias indépendants et des pans de la société civile perçus comme critiques du gouvernement ou alignés sur les intérêts occidentaux, contribuant à un rétrécissement important de l'espace civique et politique.

L'offensive a également visé les infrastructures économiques soutenant les groupes rebelles. Les chaînes d'approvisionnement, les corridors de trafic et les systèmes de taxation informelle ont été perturbés, affaiblissant l'autonomie financière des groupes armés rivaux, implantés de longue date dans les marchés illicites régionaux et transnationaux. Pour autant, cette consolidation n'a apporté ni transparence ni formalisation. Le contrôle des secteurs clés s'est au contraire concentré entre les mains de réseaux alignés sur la présidence, les institutions étatiques faisant toujours plus office d'instruments au service de la réorganisation et de la captation des marchés illicites.

Aujourd'hui, les instruments de guerre - armes, carburant et tramadol (un analgésique utilisé par les combattants pour ses effets stimulants et sa capacité à augmenter l'endurance) - entrent en RCA depuis les pays voisins, par des voies licites ou illicites, mais trouvent leur origine dans des plateformes d'approvisionnement mondiales. Ces produits transitent par des réseaux transnationaux complexes et des

nœuds logistiques qui relient les fournisseurs internationaux aux acteurs locaux du conflit. Si les marchés criminels sont de plus en plus organisés en systèmes hiérarchiques et coercitifs – la présidence et l'indéfectible groupe Wagner en leur centre –, les groupes armés non étatiques continuent d'exploiter les routes de contrebande, détournant les flux pour maintenir leur influence territoriale, contrôler des ressources stratégiques et générer des profits.

Parallèlement, les marchés de blanchiment de l'or, des diamants, du bois, de la faune sauvage, du bétail et des flux financiers illicites relient les zones de conflit aux économies mondiales. Les ressources extraites sous le contrôle d'acteurs alignés sur l'État, et dans une moindre mesure par les groupes rebelles, sont commercialisées et trafiquées par le biais de plateformes régionales et internationales, où leurs origines sont dissimulées et leurs revenus réinjectés. Les réseaux transnationaux financent, transportent et commercialisent ces produits, tandis que le contrôle des sites stratégiques et des routes commerciales alimente une intense violence. Ces secteurs sont à la fois des sources de revenus et des arènes de contestation géopolitique, où la coercition conditionne l'accès, maintient les monopoles et pérennise des structures de gouvernance criminalisées.

Un système de gouvernance criminalisée a émergé, dans lequel coercition, régulation et extraction ont fusionné en un seul et même appareil. L'accès aux ressources et aux flux de revenus est conditionné à l'alignement politique, et la loyauté est récompensée par une participation aux économies illicites. La violence y fonctionne comme un instrument de contrôle du marché, utilisée pour sécuriser le territoire, discipliner les concurrents et réguler les accès. Les flux de revenus – largement détournés du Trésor public – ont atteint des niveaux sans précédent, tandis que croît la criminalité organisée transnationale et que s'approfondit l'instrumentalisation des institutions étatiques. Les partenaires sécuritaires et commerciaux étrangers – dont des réseaux russes liés à Wagner, ainsi que des acteurs liés au Rwanda, à la Chine et aux Émirats arabes unis – opèrent au sein de ces écosystèmes criminels transnationaux et les renforcent.

Ce rapport propose une analyse approfondie des marchés criminels les plus directement liés à la violence armée et à la criminalité organisée en RCA. Il s'intéresse en particulier aux marchés illicites qui s'entrecroisent, par lesquels transitent des biens stratégiques vers l'intérieur du pays et des produits vers l'extérieur, fournissant ainsi les moyens opérationnels et les incitations financières au conflit. Ces économies ont connu des transformations considérables au cours des cinq dernières années. Le rapport examine donc l'état actuel de ces marchés, la manière dont ils ont évolué et ce que ces mutations signifient, illustrant à la fois leur fonctionnement et l'imbrication des acteurs qui les façonnent.

Méthodologie

L'espace dévolu à la recherche indépendante et à la société civile s'est considérablement rétréci en RCA ces dernières années, tandis que l'accès à l'information publique s'est lui aussi progressivement restreint. C'est pourquoi ce rapport s'appuie sur un travail de terrain mené de 2022 à début 2025, avec une série d'entretiens réalisés en personne et à distance avec des acteurs des économies illicites, des responsables gouvernementaux, des diplomates, des acteurs armés étatiques et non étatiques, des membres de la société civile et des experts thématiques. Dans la mesure du possible, les informations recueillies lors d'entretiens avec des informateurs clés ont été triangulées avec des sources documentaires et des observations directes.

Les auteurs ont recouru à des techniques de renseignement en sources ouvertes pour approfondir l'analyse des marchés, des acteurs et des routes commerciales, ainsi que pour cartographier l'ampleur des économies illicites et des flux commerciaux de la RCA. Ils ont analysé des données publiques et privées relatives

aux flux commerciaux et aux permis miniers, et ont eu recours à l'imagerie satellitaire pour confirmer mouvements et activités. Ils ont par ailleurs assuré une veille de la presse écrite et des médias en ligne, dont les réseaux sociaux fréquemment utilisés par des acteurs illicites. Cette démarche a été complétée par une revue de la littérature existante, et notamment les rapports du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RCA, les travaux de recherche de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) sur la criminalité organisée dans la région, ainsi que d'autres rapports d'organisations internationales et d'articles publiés dans des revues académiques.

La GI-TOC a sollicité les commentaires de certaines personnes et entités citées dans ce rapport, notamment Sigma Gold Ltd, International Holding Company, Wabem Ndede et Forest Consulting Company, ainsi que le porte-parole de la présidence. Aucune réponse ni commentaire n'a été reçu de leur part, mais toute réaction ultérieure sera publiée sur le site internet de la GI-TOC.

Principales conclusions

Les conclusions de cette étude mettent en évidence un schéma de convergence entre économies criminelles et autorité politique dans l'entretien de l'instabilité. Les fonctions sécuritaires ont été externalisées à des acteurs criminels transnationaux, des membres de groupes armés criminels ont été intégrés dans les structures gouvernementales, et des chaînes d'approvisionnement ainsi que des flux financiers vitaux ont été captés.

- Le transfert illégal d'avions-cargos militaires – utilisés pour transporter armes et mercenaires – a permis à la RCA de faire office de plateforme logistique clé pour les opérations du groupe Wagner sur le continent, un rôle qui se perpétue aujourd'hui pour soutenir le déploiement de l'Africa Corps en Afrique de l'Ouest.
- Le recours croissant de Wagner aux bombardements aériens en RCA, conjugué au déploiement d'engins explosifs en bord de route par les groupes armés, alourdit le bilan des victimes civiles.
- Un monopole d'importation et de distribution du carburant, soutenu par le gouvernement, impose des prix exorbitants, générant entre 17,5 et 30 millions de dollars américains par an de profits illicites et injustifiés, tout en dévastant l'économie¹.
- Wagner blanchit une partie de l'or qu'il extrait illégalement – sa principale source de revenus de guerre, représentant au moins 180 millions de dollars américains par an – par l'intermédiaire d'exportateurs liés aux Émirats arabes unis. La plupart des cargaisons sont vraisemblablement transportées illégalement à l'étranger à bord d'avions-cargos militaires immatriculés en RCA².
- Le tramadol, la drogue de guerre par excellence, exacerbe l'agressivité et la brutalité des combattants, et une forte demande a triplé son prix. De hauts responsables sécuritaires se seraient approprié ce marché transnational très lucratif ces dernières années.
- À la suite de sanctions internationales visant la société Bois Rouge/Wood International Group (WIG) de Wagner, de nouvelles sociétés écrans ont poursuivi pendant un temps les exportations de bois. Les activités d'extraction semblent toutefois avoir été désormais abandonnées.
- Un nouvel accord de paix signé en avril 2025 entre le gouvernement et les groupes armés peuls est venu renforcer l'extorsion, le pillage et la vente organisée de bétail, sous la supervision de chefs de groupes armés intégrés aux structures gouvernementales.
- La quête persistante du président Faustin-Archange Touadéra en matière de projets liés aux cryptomonnaies - censés générer des revenus supplémentaires dans un contexte d'isolement international - crée de nouvelles opportunités de blanchiment de capitaux et d'enrichissement illicite.



Les acteurs

Ces dernières années, la République centrafricaine (RCA) – longtemps qualifiée d’État failli ou fantôme – s’est imposée comme un théâtre central des rivalités géopolitiques. Alors que de nouvelles puissances se sont implantées dans le pays – principalement la Russie, le Rwanda, les Émirats arabes unis (EAU) et, de façon grandissante, la Turquie – les partenaires et opérateurs économiques traditionnels ont été progressivement écartés de toute influence politique, économique et militaire. Dans ce contexte de recomposition des alliances, le système d’exploitation et de violence ancré de longue date dans le pays – hérité de la période coloniale et perpétué depuis l’indépendance – n’a pas disparu. Au contraire, il s’est durci et cristallisé. Les élites locales, de concert avec des partenaires sécuritaires étrangers, des groupes armés cooptés et des opérateurs économiques, ont eu recours à la coercition et à la criminalité organisée pour renforcer leur pouvoir, contrôler les ressources et servir leurs intérêts financiers, faisant de la RCA un nœud au sein de puissants réseaux criminels transnationaux.

Pendant près d’une décennie, après l’éclatement de la rébellion Séléka dans le nord du pays en 2012, le contrôle des secteurs économiques stratégiques de la RCA est demeuré très fragmenté et profondément infiltré par de violents réseaux criminels organisés. Un grand nombre de groupes armés intégrés aux réseaux de pouvoir régionaux ont dominé les marchés illicites de l’or, des diamants, du bétail, du carburant, des armes, de la faune sauvage, des drogues et de la taxation illégale – et se sont rendus maîtres de plus de 80% du territoire³. Ces groupes ont constitué le premier maillon d’écosystèmes criminels plus vastes, étendant leur influence au-delà de leurs territoires par le biais d’intermédiaires politiques, militaires et économiques opérant à travers toute la région⁴. À partir de là, les routes de trafic se sont déployées au-delà des frontières, reliant l’exploitation des ressources dans un contexte de conflit en RCA aux chaînes d’approvisionnement transnationales et aux circuits financiers mondiaux. La violence localisée a alors été intégrée dans une architecture plus vaste d’économies illicites, articulant systèmes régionaux de prédation et économie souterraine mondiale.

L’État – faible, sous-doté en ressources et largement absent au-delà de Bangui – n’a joué qu’un rôle marginal dans la régulation de ces dynamiques. Des pans de l’élite politique étaient parfois eux-mêmes complices des systèmes de violence et des activités criminelles⁵. Des acteurs internationaux, dont la mission de maintien de la paix de l’ONU, mandatée depuis 2014 pour stabiliser le pays et protéger les civils, ont également fait l’objet de critiques en raison d’allégations impliquant des Casques bleus à titre

ÉVOLUTION DES ALLIANCES ENTRE GROUPES ARMÉS



COALITION DES PATRIOTES POUR LE CHANGEMENT (CPC)

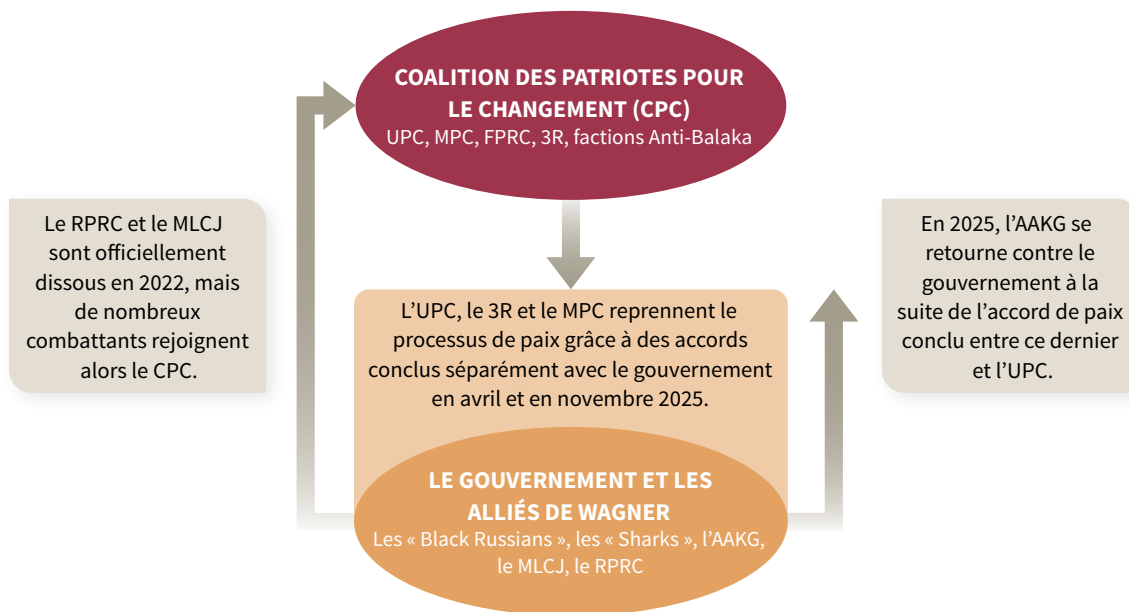
Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) : groupe dominé par les Peuls sous le leadership d'Ali Darassa. Bastions à Maloum et Kouki (centre, centre-nord).

Mouvement patriotique pour la Centrafrique : groupe dominé par les Arabes sous le leadership de Mahamat al-Khatim. Bastion à Kouki (centre-nord).

Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique : groupe dominé par les Rungas sous le leadership de Nourredine Adam. Bastion à Tissi (extrême nord-est).

Retour, réclamation, réhabilitation (3R) : groupe dominé par les Peuls sous le leadership de Sembé Bobbo. Bastions à Kouki (extrême nord-ouest) et Noufou (sud-ouest).

Factions anti-Balaka : milices animistes et chrétiennes auparavant opposées à la coalition Séléka. Son aile principale autrefois dirigée par Maxime Mokom est désormais menée par Bernard Bonda, le directeur de cabinet de l'ancien président et chef général du CPC François Bozizé. Éparpillé dans les régions centrale et occidentale du pays.



Le RPRC et le MLCJ sont officiellement dissous en 2022, mais de nombreux combattants rejoignent alors le CPC.

En 2025, l'AAKG se retourne contre le gouvernement à la suite de l'accord de paix conclu entre ce dernier et l'UPC.



LE GOUVERNEMENT ET LES ALLIÉS DE WAGNER

Les « Black Russians » : des unités de combat opérant aux côtés du groupe Wagner, issues de factions du CPC, notamment de l'UPC et des Anti-Balaka.

Les « Sharks » : une milice basée à Bangui, créée par Héritier Doneng, impliquée dans des opérations extrajudiciaires.

Azandé Ani Kpi Gbe (AAKG) : une milice d'origine ethnique zandé créée en 2023 dans l'extrême sud-est pour s'opposer à l'UPC.

Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) : une milice principalement Kara, formée à Birao (nord-est) sous la direction de Toumou Deya. Mahamat Deya et ses partisans rejoignent le CPC après la dissolution officielle du groupe en 2022.

Rassemblement patriotique pour le renouveau de la République centrafricaine (RPRC) : un groupe armé à dominance goulas, anciennement dirigé par Zakaria Damane, tué en 2022. Anour Adam et ses partisans ont rejoint le CPC peu avant la dissolution officielle du RPRC en 2022.

individuel et des réseaux associés mis en cause pour des manquements graves, notamment des activités économiques illicites⁶. Si ces cas ne sont pas représentatifs de la mission dans son ensemble, ils ont néanmoins renforcé certains aspects du nexus criminalité-conflit en créant des canaux supplémentaires par lesquels du personnel étranger – issu d'un vivier diversifié de pays contributeurs de troupes et de personnel de police – a facilité des liens entre la violence locale et des réseaux illicites plus larges⁷.

Début 2018, confronté à la menace des groupes armés, à la montée des tensions régionales et au désengagement croissant de la communauté internationale, le président Faustin-Archange Touadéra s'est tourné vers la Russie en quête d'appui sécuritaire. Quelques semaines plus tard, le groupe mercenaire Wagner – fondé par Evgueni Prigojine – arrivait en RCA et s'implantait durablement à Bangui, déployant ensuite progressivement des centaines d'éléments armés à travers le pays⁸. Au cours des trois années suivantes, les représentants de Wagner ont méticuleusement cartographié l'économie politique du pays, ses réseaux de patronage, les hiérarchies des groupes armés, les corridors de ressources et les vulnérabilités institutionnelles⁹. L'objectif était clair : instaurer un régime pro-russe durable au moyen d'une stratégie à plusieurs niveaux, conjuguant contrôle sécuritaire, influence politique, pénétration économique et propagande coordonnée¹⁰.

Les opérations secrètes de Wagner pour étendre son contrôle

L'expansion du groupe Wagner en RCA reflète une stratégie coordonnée et multidimensionnelle, combinant les leviers sécuritaire, politique et économique pour consolider son contrôle sur les ressources naturelles et remodeler les institutions étatiques de façon à ancrer durablement l'influence russe.

Sécurité : conseil en matière de sécurité ; protection présidentielle ; formation et déploiement militaires ; fourniture d'armes, surveillance.

Influence politique : contrôle des partis politiques ; supervision du processus de paix ; influence électorale ; contrôle des mécanismes juridiques et des relations avec les Nations Unies et les instances régionales.

Pénétration économique : sociétés minières; achats d'or et de diamants ; troc de ressources ; douanes et taxation ; infrastructures logistiques.

Propagande et contrôle du récit : influence sur les réseaux sociaux ; financement de médias; manifestations organisées ; financement de réseaux de la société civile; investissement dans le milieu universitaire.

Avec le soutien de la Russie, le président Touadéra a consolidé son autorité politique, tandis que des acteurs liés à Wagner ou à ses réseaux alliés se sont implantés dans les principaux ministères, mais aussi l'appareil sécuritaire, l'administration douanière et des secteurs stratégiques liés aux ressources naturelles. Plutôt que d'apporter la stabilité, Bangui et Moscou ont approfondi et systématisé des dynamiques de coercition, d'exploitation et de prédation.

Début 2021, en plein processus électoral, la tentative de prise de Bangui par la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) – un mouvement rebelle regroupant l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), le 3R, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et des membres des Anti-Balaka – a déclenché une crise politique et sécuritaire aiguë¹¹. Le spectre d'un effondrement du régime a avivé les inquiétudes stratégiques à Bangui et Moscou, provoquant une violente campagne contre-insurrectionnelle de trois ans à travers toute la RCA. Présentées comme une tentative de libérer le pays de

l'emprise des criminels de guerre, ces opérations ont été marquées par des violations généralisées et une mainmise économique¹². Les gains territoriaux ont coïncidé avec les zones riches en or et en diamants, intégrant la violence, l'exploitation des ressources et la génération de revenus dans un système hybride de coercition et d'extraction. La survie politique et les privilèges économiques se sont mutuellement renforcés, faisant évoluer la logique de la sécurité en échange de l'accès aux ressources vers une autre logique où la sécurité devient elle-même un mécanisme d'extraction.

Un processus parallèle de reprise des marchés économiques auparavant contrôlés par des groupes armés a ainsi commencé à prendre forme. Dans les secteurs les plus lucratifs, cela n'a pas abouti au rétablissement d'une gouvernance étatique officielle, mais à l'émergence d'un écosystème criminel reconfiguré, désormais plus sophistiqué, centralisé et hiérarchisé. En son cœur, ce modèle s'articule autour de la consolidation du pouvoir par le nexus Touadéra-Wagner, qui a réorganisé le contrôle des marchés à haute valeur, en les intégrant dans un cadre de patronage et de sécurité étroitement maîtrisé.

La consolidation de la mainmise économique s'est accompagnée d'un système de récompenses structuré. L'accès aux richesses est devenu étroitement conditionné à l'alignement politique et à la loyauté envers le régime. Les acteurs politiques, militaires et économiques – nationaux comme étrangers – faisant preuve d'allégeance accèdent aux cercles de décision, acquièrent de l'influence sur les institutions de régulation et bénéficient d'un accès privilégié aux contrats, concessions et nominations publiques, ainsi qu'aux canaux d'enrichissement illicite¹³.

L'écosystème criminel violent de l'État

L'économie politique du conflit en RCA est toujours plus façonnée par un système hybride de gouvernance dans lequel l'autorité étatique, les acteurs armés non étatiques et les réseaux d'affaires transnationaux convergent pour contrôler et tirer profit des marchés lucratifs tandis que la frontière entre licite et illicite se fait toujours plus ténue. Depuis 2022, dans le contexte de la violente contre-offensive menée par Wagner et les forces armées centrafricaines, cet écosystème est devenu plus hiérarchisé et plus profondément ancré dans les structures politiques, l'État jouant désormais un rôle d'intermédiaire clé.

- **Acteurs politiques et militaires dans les structures étatiques.** Des membres de l'appareil politique et sécuritaire ont privatisé des fonctions essentielles de la souveraineté, monétisant des prérogatives étatiques telles que la garantie de sécurité, la délivrance de licences, la taxation et l'accès aux terres et aux ressources, tout en externalisant de plus en plus leur mise en œuvre et leur extension à des réseaux criminels transnationaux. À titre d'exemple, le ministère de l'Énergie, avec la complicité d'une société pétrolière camerounaise et d'un navire de la flotte fantôme russe, aurait mis en place un vaste système de rétrocommissions reposant sur des prix artificiellement gonflés à la pompe¹⁴.
- **Le groupe russe Wagner.** Déployé dans le cadre d'accords sécuritaires bilatéraux, Wagner est devenu un pilier central de la survie du régime. En échange d'une protection sécuritaire et politique, le groupe s'est assuré l'accès aux ressources stratégiques, s'est implanté dans les structures militaires, économiques et de renseignements du pays, et a contribué à la centralisation de la coercition et du contrôle des ressources. Inscrit sur la liste des organisations criminelles transnationales des États-Unis, Wagner s'est appuyé sur un vaste réseau de sociétés transnationales engagées dans des activités illicites¹⁵.

- **Réseaux militaires et économiques rwandais.** Dans le cadre d'accords bilatéraux, le Rwanda déploie des troupes et assure une protection directe à la présidence, notamment à travers sa présence au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Des réseaux d'affaires liés au Rwanda ont obtenu plusieurs concessions, notamment dans le secteur minier. Leurs activités combinent des opérations licites avec des pratiques opaques et informelles. Plusieurs sources ont ainsi affirmé que RwandAir aurait été utilisée par des individus entretenant des liens présumés avec des réseaux militaires afin de faciliter l'exportation illícite d'or¹⁶.
- **Réseaux financiers et commerciaux du Golfe (Émirats arabes unis).** Les Émirats arabes unis se sont imposés comme une plateforme financière et commerciale clé pour les flux d'or et de diamants de la RCA. Tout en apportant un soutien financier et des canaux d'investissement, le pays abrite également des réseaux commerciaux, dont des entités liées à Wagner, qui facilitent la commercialisation des ressources. Dubaï constitue notamment une destination privilégiée et un nœud stratégique pour l'intégration et le blanchiment des minerais centrafricains – licites et illícites – dans les marchés internationaux¹⁷.
- **Groupes armés cooptés et alignés.** Ces dernières années, certains groupes armés ont été partiellement intégrés, cooptés ou instrumentalisés. Certains de leurs dirigeants ont rejoint des structures gouvernementales et ont même accédé à des postes ministériels, tandis que des combattants ont été absorbés dans des unités parallèles au sein des forces armées centrafricaines (FACA), opérant sous l'autorité de la présidence et de Wagner. Cela inclut des factions liées à l'UPC, au RPRC et au Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ)¹⁸. Ces acteurs continuent de se livrer au trafic de ressources, mais désormais au sein d'un système plus centralisé et hiérarchisé, structuré autour de la présidence et de Wagner. Par exemple, Hassan Bouba - aujourd'hui ministre de l'Élevage et de la Santé animale, figure essentielle alignée sur Wagner et ancien coordinateur politique de l'UPC - serait impliqué dans le détournement des recettes issues du commerce de bétail¹⁹.

Le recours à des milices supplétives – dont les « Black Russians », les « Sharks » et divers groupes locaux d'autodéfense – est devenu un mécanisme central de projection de puissance et d'extension du contrôle au-delà des structures étatiques formelles. Dans le sud-est du pays, par exemple, la mobilisation de milices Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG) aurait été encouragée par la présidence centrafricaine et Wagner pour lutter contre des acteurs armés rivaux. Ces milices sont impliquées dans de graves violations des droits humains et se livrent à des activités illícites²⁰. L'État a par ailleurs signé un accord de « paix » avec des groupes importants comme le 3R et l'UPC, qui n'en continuent pas moins d'être impliqués dans des incidents sécuritaires majeurs et des activités illícites²¹.

- **Opérateurs économiques alignés sur l'État.** Des réseaux d'affaires libanais et chinois aux hommes d'affaires camerounais et centrafricains, les opérateurs privés sont devenus des acteurs centraux de l'écosystème criminel violent de la RCA, en particulier depuis le basculement post-2021. Ils ont été impliqués dans un large éventail d'activités illícites, notamment dans des marchés qui perpétuent l'instabilité et alimentent la violence à travers le pays. Ainsi, alors que d'anciens opérateurs chinois engagés dans l'extraction illícite d'or ont quitté le pays²², de nouveaux réseaux auraient depuis émergé, qui se livreraient au trafic d'or²³.

Malgré des tensions rapportées entre certains acteurs, notamment Wagner et des réseaux rwandais²⁴, cet écosystème fonctionne comme un système criminel basé sur la coercition. Des intérêts concurrents coexistent avec une collaboration pragmatique, permettant à ces acteurs de s'emparer collectivement des ressources du pays et de perpétuer pauvreté et instabilité.

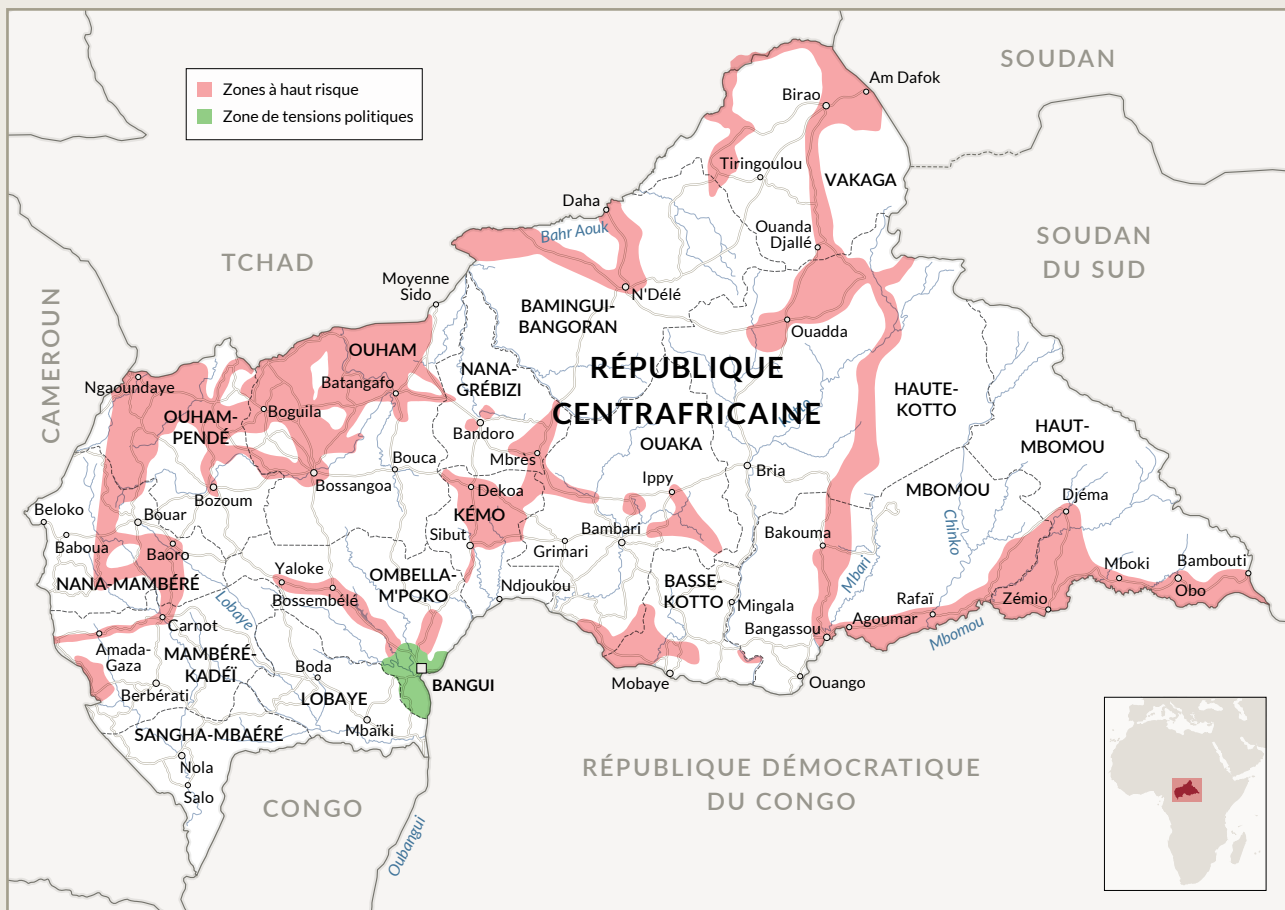


FIGURE 1 Zones à haut risque et de tensions politiques en RCA, mars 2026.

Aujourd'hui, malgré d'immenses réserves d'or, de diamants, de bois et d'autres minerais stratégiques dont la valeur est estimée à plusieurs milliards de dollars, la RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle²⁵. La majorité des citoyens survit avec moins de trois dollars par jour et n'a pas accès aux services de base tels que l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et l'éducation²⁶. Les civils sont confrontés à une insécurité persistante²⁷ : 2025 a été l'une des années les plus meurtrières de la dernière décennie, marquée par des exécutions extrajudiciaires, des enlèvements et des attaques ciblées²⁸. Les FACA et Wagner ont intensifié leurs opérations autour des sites économiquement stratégiques, tandis que des groupes armés continuent de mener des attaques en violation du droit international. Les retombées du conflit soudanais ont par ailleurs accentué les flux d'armes et les mouvements armés transfrontaliers, aggravant l'instabilité²⁹. Dans le même temps, l'espace civique s'est considérablement rétréci : l'opposition politique fait face à des contraintes grandissantes, les médias et la société civile sont sous forte pression, et toute expression publique de dissidence comporte des risques toujours plus élevés.

En définitive, la convergence d'acteurs nationaux influents et d'acteurs étrangers autour des marchés illicites a reconfiguré ces derniers en systèmes de contrôle et d'accumulation, ancrant les marchés criminels au cœur de la gouvernance et des dynamiques de conflit, et enfermant la RCA dans un cycle de violence, de fragilité et de pauvreté chronique.



Instruments de violence

Les flux illicites d'armes, de carburant, de drogues de synthèse et les rentes associées soutiennent les acteurs de première ligne en RCA, notamment des groupes armés non étatiques, des éléments des forces de sécurité nationale et des mercenaires étrangers.

Les armes demeurent le flux entrant aux conséquences les plus lourdes. Dans les premières phases du conflit, les réseaux de trafic approvisionnaient principalement des groupes armés non étatiques, leur permettant de rivaliser avec les forces gouvernementales et même souvent de les surpasser. Plus récemment, cependant, des approvisionnements illicites tolérés par le gouvernement, conjugués au détournement de cargaisons officielles, ont renforcé les forces du groupe Wagner alignées sur la présidence, reconfigurant l'équilibre du pouvoir coercitif par l'accès aux armes et favorisant l'enracinement de réseaux criminels armés liés au pouvoir politique.

Le carburant et les drogues de synthèse sont moins visibles mais alimentent tout autant la violence. Dans un vaste territoire avec des infrastructures défectueuses, le carburant détermine la mobilité, la portée territoriale et la durabilité opérationnelle. Si les chaînes d'approvisionnement formelles se sont historiquement concentrées sur Bangui, le trafic transfrontalier a longtemps soutenu des groupes armés dans les régions périphériques. Des systèmes d'approvisionnement parallèles plus récents, liés au groupe Wagner et aux forces gouvernementales, ont davantage renforcé le contrôle coercitif de l'État. Les drogues de synthèse, et en particulier le tramadol, dont les flux entrants sont en partie facilités par des acteurs sécuritaires étatiques, sont utilisées pour accroître l'endurance, inhiber la peur et galvaniser les combattants.

Les armes

La RCA est soumise à un embargo sur les armes depuis 2013, date à laquelle le Conseil de sécurité de l'ONU a interdit la fourniture d'armes et de matériel connexe à destination du pays, en provenance de celui-ci ou transitant par son territoire, ainsi que toute forme d'assistance liée à des activités militaires, y compris la mise à disposition de personnel mercenaire armé³⁰. L'embargo a depuis évolué, chaque

révision assouplissant progressivement les restrictions applicables aux forces étatiques, jusqu'à ce qu'en 2024 l'embargo visant le gouvernement soit intégralement levé et remplacé par un embargo plus ciblé, limité à la fourniture d'armes aux groupes armés³¹. Un régime de sanctions, instauré parallèlement à l'embargo sur les armes, reste en vigueur et interdit la fourniture d'armes aux groupes armés et aux réseaux criminels.

Tout au long de ces évolutions, les flux entrants et transferts d'armes – trafiquées ou non – en violation de l'embargo et du régime de sanctions se sont poursuivis sans relâche. De plus, au cours des cinq dernières années, l'ampleur et la sophistication des armements utilisés dans le conflit ont considérablement augmenté, tout comme les conséquences humanitaires et sécuritaires, ces évolutions étant largement attribuées à la présence du groupe Wagner.

L'opération de contre-insurrection de 2021 menée par Wagner a marqué une escalade décisive. Elle a engendré des flux entrants sans précédent de personnel mercenaire du groupe, ainsi que d'armes russes, d'aéronefs et de véhicules militaires. Les livraisons destinées au gouvernement centrafricain ont régulièrement enfreint l'embargo ou contrevenu aux conditions d'exemption et de notification applicables aux transferts d'État à État, tandis que les transferts à destination du groupe Wagner – acteur non étatique et réseau criminel – constituaient, et constituent toujours, une violation de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions. En parallèle, le groupe Wagner a mis en place une chaîne d'approvisionnement distincte et non autorisée pour contourner l'ensemble des règles et contrôles applicables. Un mécanisme de supervision internationale a été unilatéralement suspendu par le ministère centrafricain de la Défense³².

Dans le même temps, des groupes armés ont vu certaines de leurs filières d'approvisionnement en armes coupées lors de la campagne contre-insurrectionnelle, mais ils se sont depuis adaptés pour faire face à la pression militaire, et recourent à des armements toujours plus sophistiqués techniquement, comme des mines terrestres, des engins explosifs improvisés (EEI) et des drones. De nouvelles opportunités d'acquisition d'armes sont par ailleurs apparues lorsque la guerre a éclaté au Soudan en avril 2023.

Des membres du groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) remettent leurs armes en vue de leur rassemblement dans un site de DDR, République centrafricaine, juillet 2025. © Mariam Kone/AFP via Getty Images



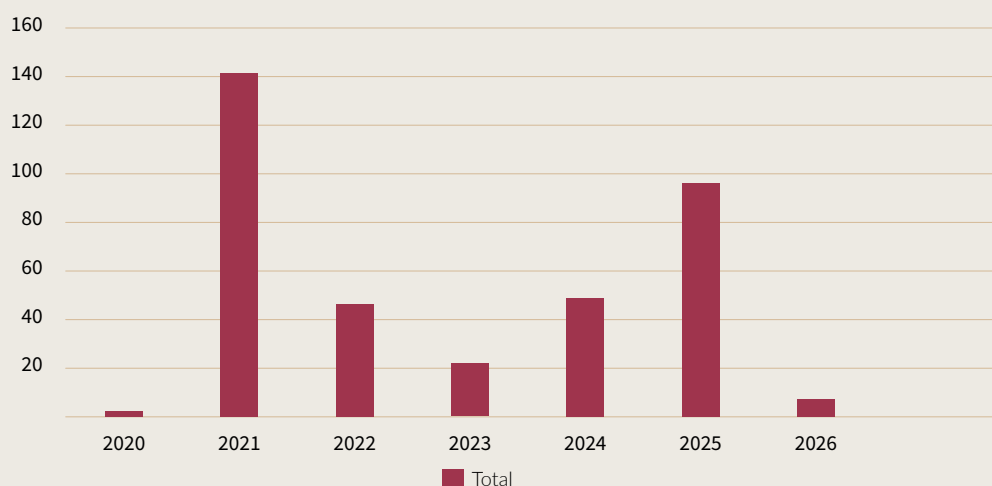


FIGURE 2 Incidents impliquant le groupe Wagner et ciblant des civils, 2020–2026.

SOURCE : Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), <https://acleddata.com/conflict-data>

Les civils ont payé le prix le plus fort dans le contexte de l'intensification du conflit. Les engins explosifs des groupes armés, notamment les engins explosifs en bord de route dans l'ouest de la RCA, auraient tué des dizaines de civils chaque année³³. Wagner, de son côté, a eu recours aux armes explosives plus que tout autre acteur, notamment en menant des attaques à la roquette depuis des hélicoptères contre des bases rebelles, des sites miniers et des localités³⁴. Ces opérations aériennes, qui permettent un déploiement rapide à travers le pays, ont fait de très nombreuses victimes civiles³⁵.

Dans l'ensemble, le ciblage de civils dans les opérations impliquant Wagner s'est accentué au cours des deux dernières années, après avoir reculé en 2022 et 2023³⁶. Des atteintes aux civils sont plus fréquemment signalées lors d'incidents où Wagner opère de manière indépendante que lors d'opérations conjointes avec les FACA³⁷.

Le groupe Wagner

Violations de l'embargo par non-respect des dispositions et détournement

Présent dans le pays depuis le milieu de l'année 2018, le groupe Wagner a rapidement étendu ses opérations à partir de décembre 2020, coïncidant avec le lancement de la campagne contre-insurrectionnelle. Selon des documents internes obtenus par Le Monde, le groupe déployait environ 210 hommes sur sept sites en juillet 2018. En septembre 2021, cet effectif avait atteint près de 1 500 personnels opérant sur 47 sites³⁸. Ce chiffre dépasse largement les quelque 500 « instructeurs russes non armés » officiellement notifiés au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la plupart étaient en réalité des membres de Wagner³⁹. En ce qui concerne les armes personnelles observées en leur possession, les représentants russes ont reconnu devant le Groupe d'experts des Nations Unies qu'elles provenaient de cargaisons précédemment notifiées ou exemptées, acheminées de Russie vers la RCA⁴⁰. Leur transfert ultérieur à des membres du groupe Wagner a dès lors constitué une violation des engagements pris par la RCA en tant qu'utilisateur final, ainsi qu'une violation de l'embargo sur les armes.



Des images satellites montrant un hélicoptère militaire Mi-8 et un hélicoptère civil Gazelle sur le site de la concession de Ndassima, 27 avril 2023. Photos : Google Earth

Outre les armes à feu, des véhicules blindés et des hélicoptères couverts par des notifications en 2020 et 2021 ont visiblement été utilisés par le groupe Wagner dans des opérations militaires, en violation directe de l’embargo sur les armes⁴¹. Il existe par ailleurs des preuves substantielles que des véhicules blindés et des aéronefs ont été déployés pour des activités économiques criminelles de Wagner, notamment pour la protection et l’exploitation de concessions de ressources naturelles. Ainsi, des images aériennes datant d’avril 2023 de la concession aurifère de Ndassima, appartenant à Wagner, montrent un hélicoptère militaire Mi-8 et un hélicoptère civil Gazelle à l’intérieur du périmètre du site⁴². Le Groupe d’experts des Nations Unies a également observé, sur cette concession, la présence d’un véhicule blindé résistant aux mines de type « Chekan », un modèle produit exclusivement pour le groupe Wagner. Ce véhicule proviendrait du détournement d’une livraison terrestre notifiée de cinq véhicules de ce type en provenance d’un centre de formation russe situé au Soudan en mars 2021.⁴³ Des hélicoptères Mi-8 exploités par Wagner auraient également été utilisés pour acheminer des biens pillés et transporter des passagers civils contre rémunération⁴⁴. En RCA, Wagner a par ailleurs exploité deux petits aéronefs Antonov An-28, transférés au ministère de la Défense sans notification. Ceux-ci appartenaient auparavant à Kratol Aviation, une société immatriculée aux Émirats arabes unis, de propriété russe, sanctionnée par les États-Unis en janvier 2023⁴⁵.



Des caisses militaires sont déchargées d’un avion-cargo Iliouchine II-76, immatriculé TL-KPA, à l’aéroport international M’Poko de Bangui, juin 2023. Photo fournie

Approvisionnement aérien parallèle

Si la Russie a officiellement facilité les déploiements et les approvisionnements du groupe Wagner sous couvert d'instructeurs russes notifiés et de livraisons d'armes au gouvernement centrafricain, Wagner a également mis en place une chaîne d'approvisionnement aérienne parallèle ainsi qu'un système de rotation interne du personnel et du matériel, à partir de milieu de l'année 2021.

Ce système reposait initialement sur trois avions à long rayon d'action qui ont été transférés au ministère de la Défense sans notification auprès du Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU. Au moins l'un de ces avions a été transféré avec l'aide d'un représentant de Wagner et du conseiller présidentiel Valery Zakharov⁴⁶. Un autre de ces appareils, un avion de transport de passagers Iliouchine Il-18, était principalement utilisé pour des rotations de personnel avant d'être détruit en Libye en janvier 2023⁴⁷. Deux avions-cargos Iliouchine Il-76 étaient utilisés pour transporter du matériel militaire et du personnel de Wagner entre la Russie, la Syrie, la Libye, le Soudan, la RCA et le Soudan du Sud⁴⁸. Celui immatriculé TL-KMO a cessé d'opérer fin 2023 tandis que celui immatriculé TL-KPA a été remplacé fin 2024 par un autre avion du même type immatriculé TL-KPJ, qui a servi les mêmes fonctions et a également été observé effectuant des vols en Afrique de l'Ouest⁴⁹.

Dans leur ensemble, ces arrangements indiquent que l'immatriculation d'avions en RCA a servi de pavillon de complaisance pour le réseau logistique aérien transnational du groupe Wagner, permettant des mouvements militaires et de personnel soutenus bien au-delà du territoire centrafricain.

Évolution des systèmes d'armement

Avec la mise en place de sa propre chaîne d'approvisionnement en armes, le groupe Wagner semble avoir pu introduire des systèmes d'armement plus sophistiqués et plus lourds, au-delà des fusils de type AK, des lance-roquettes antichars (RPG) de 40 mm, des mitrailleuses et des différents types de munitions dont la livraison au groupe était prévue d'ici septembre 2021⁵⁰. Ces systèmes d'armement comprennent notamment des lance-roquettes jetables RPG-22, capables de neutraliser des véhicules blindés, ainsi que des paniers lance-roquettes B-8V20A, généralement équipés de roquettes non guidées S-8 (80 mm), qui ont été observés montés sur des hélicoptères Mi-8 exploités par Wagner⁵¹. Ces systèmes de roquettes sont probablement ceux utilisés lors des bombardements menés par hélicoptère, dont les signalements se sont multipliés.

Des livraisons clandestines en Afrique de l'Ouest ?

À la fin de l'année 2024, l'Afrique de l'Ouest semblait avoir été intégrée à la logistique aérienne de Wagner basée à Bangui. La GI-TOC a identifié un avion-cargo Il-76 (TL-KPJ), nouvellement immatriculé en RCA, sur le tarmac de Bangui, le 22 novembre 2024, puis à nouveau le 22 février 2025, livrant mercenaires et équipements⁵². Le même avion avait été observé pour la première fois au départ d'Och, au Kirghizistan, un centre de maintenance et de modification des Il-76, le 22 juillet 2024, avant de rejoindre l'Afrique⁵³. Au cours du premier semestre 2025, l'appareil a été repéré à plusieurs reprises survolant la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger⁵⁴, des pays où l'Africa Corps est déployée depuis fin 2024⁵⁵. L'absence de données d'atterrissage vérifiables ou d'observations au sol suggère fortement que l'avion était utilisé pour des livraisons clandestines, probablement dans des aéroports secondaires dans ces pays, ou d'autres États d'Afrique de l'Ouest où l'Africa Corps pourrait étendre ses opérations.

Le groupe Wagner aurait également été en possession de systèmes portatifs de défense antiaérienne (Manpads)⁵⁶. Au début du conflit au Soudan, Wagner aurait proposé de fournir des Manpads aux Forces de soutien rapide (FSR) afin de contrer la supériorité aérienne des Forces armées soudanaises (SAF)⁵⁷. D'après le Groupe d'experts de l'ONU sur le Soudan, des Manpads figuraient parmi les armes chargées dans deux camions transférés de Birao aux FSR à Am Dafock, les 28 avril et 3 mai 2023. Le Conseil de sécurité de l'ONU a indiqué que le transfert avait été réalisé par Al Djazouli, un chef de la milice arabe Taïsha ayant des antécédents de trafic d'armes depuis le Soudan pour le compte de groupes armés centrafricains, et qui avait été intégré dans des réseaux alignés sur les FSR peu avant le déclenchement des hostilités⁵⁸. Des sources locales ont confirmé que les deux camions d'armes avaient été chargés au camp de Wagner à Birao, impliquant directement le groupe dans le transfert transfrontalier ultérieur de Manpads vers le Soudan, en violation de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU au Darfour⁵⁹.

Outre la fourniture d'armes aux FSR au début du conflit, le groupe Wagner a également violé l'embargo imposé au Darfour en menant des incursions transfrontalières, signalées en février 2025 et à nouveau début janvier 2026, près de Karkar, à 50 kilomètres au sud-est du principal poste-frontière d'Am Dafock, réputé être un point névralgique du trafic d'armes⁶⁰. Des images vidéo suggèrent que l'incident de février 2025 a entraîné une rupture entre Wagner et Al Djazouli⁶¹. Toutefois, des sources locales indiquent que de hauts responsables des FSR ont permis l'accès au Darfour à Wagner lors des deux occasions, pour faciliter éventuellement des échanges d'armes hors de vue des Casques bleus de l'ONU⁶². En retour, les FSR se seraient implantées dans deux localités isolées du nord-est de la RCA en janvier 2026, en coordination avec Wagner⁶³.

Les opérations aériennes de Wagner

Plusieurs incidents signalés depuis 2022 témoignent du recours récurrent de Wagner à des moyens aériens dans les opérations de combat, marquant une nette escalade dans la puissance de feu et les méthodes opérationnelles du groupe.

En janvier 2022, un hélicoptère de combat exploité par Wagner aurait bombardé le site minier de Ndassima, tuant deux civils et faisant dix blessés⁶⁴. Des rapports ultérieurs indiquent que de telles attaques aériennes sont progressivement devenues une caractéristique récurrente des opérations de Wagner autour des zones minières stratégiques. En janvier 2023, des rapports crédibles ont fait état de bombardements aériens à la roquette lors d'affrontements violents entre les forces de Wagner et les combattants du 3R pour le contrôle de la concession minière de Yidéré, qui auraient fait au moins 18 morts⁶⁵. Plus tard, en octobre 2023, des bombardements de sites miniers signalés à Kouki auraient tué 12 civils et quatre rebelles du MPC⁶⁶.

Des témoignages et des images vidéo obtenues auprès d'acteurs armés non étatiques documentent plusieurs sites d'impact et des fragments de munitions après une attaque aérienne, qui aurait été menée selon toute vraisemblance par hélicoptère, sur un camp du 3R près de Kouï, dans le nord-ouest de la RCA, en octobre 2024⁶⁷. Lors de cet incident, la présence d'un avion d'entraînement à réaction Aero L-39 Albatros, transféré sous notification à la RCA en mai 2023⁶⁸, a également été signalée. Toutefois, le L-39 ne semble pas avoir été armé et était probablement employé pour des missions de reconnaissance en appui aux frappes d'hélicoptère et aux assauts terrestres. Rien n'indique que le L-39 ait été utilisé pour mener des frappes aériennes en RCA.



Un Mi-8, immatriculé en République centrafricaine et équipé de lance-roquettes, opère aux côtés de forces du groupe Wagner dans le nord-est de la RCA. *Photo : publication sur X*



Un cratère, un arbre détruit et des débris de roquette après un bombardement par hélicoptère près de Kouï, dans le nord-ouest de la RCA. *Photos fournies*

Groupes armés

Avant la campagne contre-insurrectionnelle, les groupes armés contrôlaient près de 80% du territoire de la RCA⁶⁹, ce qui leur permettait d'exploiter de vastes réseaux de trafic transfrontaliers. Ces réseaux leur permettaient de puiser dans les arsenaux régionaux « hérités » d'anciennes guerres et de maintenir leurs stocks grâce à des flux d'armes illicites traversant toutes les frontières⁷⁰.

La campagne conjointe des FACA et de Wagner en 2021 a toutefois permis de reprendre le contrôle de corridors stratégiques, étendant l'autorité étatique et réduisant la mobilité des groupes armés. Par conséquent, beaucoup de ces groupes ont vu leur accès aux routes essentielles du trafic d'armes considérablement restreint⁷¹.

L'UPC, dirigée par les Peuls, a par exemple progressivement perdu le contrôle des routes méridionales en provenance de la République démocratique du Congo (RDC), traversant le fleuve Oubangui. Les

routes de l'extrême sud-est, comme celles de Mboki et de Zemio, par exemple, sont depuis tombées aux mains de milices ethniques zande, qui avaient d'abord coopéré avec les FACA et le groupe Wagner avant de se retourner contre eux⁷².

Le MPC, dirigé par les Arabes, et le FPRC, dirigé par les Rungas, ont vu leurs routes de trafic depuis le Tchad perturbées alors qu'ils perdaient le contrôle de la plupart des principaux postes-frontières (Moyenne-Sido, Bemal et Markounda) avec le déploiement progressif des forces de sécurité centrafricaines⁷³. La RCA et le Tchad ont également convenu de créer une force frontalière conjointe en octobre 2024, perturbant davantage les routes du FPRC⁷⁴.

Enfin, le 3R, dirigé par les Peuls, a perdu un terrain considérable dans le sud-ouest de la RCA, réduisant ainsi sa capacité à s'approvisionner clandestinement en armes via le Cameroun par les postes-frontières officiels et informels aux alentours de Gamboula et Gaoua Boulai/Beloko⁷⁵.

Néanmoins, d'importants corridors de trafic demeurent actifs, en particulier dans le nord-est de la RCA, le long des frontières avec le Soudan et le Soudan du Sud, où des liens de longue date entre des groupes armés centrafricains et les FSR et d'autres milices soudanaises continuent de faciliter les transferts d'armes transfrontaliers⁷⁶. Dans l'extrême nord-ouest, le 3R continue d'emprunter, principalement à pied et à moto, des pistes de brousse dans la zone des trois frontières entre la RCA, le Tchad et le Cameroun pour la contrebande d'armes légères⁷⁷. De plus, malgré le renforcement du déploiement des forces régulières le long de la frontière tchadienne, le Tchad demeure la principale source d'engins explosifs, de drones et de formations associées, ce qui permet aux groupes armés de l'ouest de la RCA de maintenir leurs capacités opérationnelles⁷⁸.

Foyer de tension : les zones frontalières entre le Soudan et la RCA

La guerre au Soudan a considérablement alimenté l'économie de guerre de la RCA, transformant les zones frontalières poreuses en base d'approvisionnement pour les groupes armés et en artère clé pour le marché régional des armes. La frontière nord-est s'étendant de Karkar à Am Dafok et Um Dukhun, où des liens historiques entre groupes rebelles recoupent les intérêts des économies de guerre des deux côtés de la frontière, s'est imposée comme l'épicentre de ces flux. La plupart des transferts comportent des armes légères, des armes de petit calibre et des véhicules⁷⁹, mais le potentiel de propagation de systèmes d'armement plus sophistiqués est grandissant, notamment des fusils d'assaut de nouvelle génération, des véhicules équipés d'armements, des mortiers plus puissants et des munitions guidées.

Le conflit au Soudan a, dans un premier temps, entraîné des détournements d'armes et de mercenaires hors de la République centrafricaine, mais, dès décembre 2023, des approvisionnements liés aux FSR auraient atteint l'UPC en RCA⁸⁰. Selon le Groupe d'experts des Nations Unies, de nouveaux fusils d'assaut AKM observés entre les mains de combattants de l'UPC, semblent identiques à ceux filmés dans un entrepôt à Amdjarass, dans l'est du Tchad, et qui auraient été livrés aux FSR⁸¹.

Le recrutement par les FSR en RCA et les retours qui s'en sont suivis ont encore intensifié les flux d'armes dans la zone des trois frontières entre le Tchad, la RCA et le Soudan. Les FSR ont puisé leurs recrues parmi les combattants de divers groupes armés centrafricains, notamment des combattants arabes Salamat et Misseriya représentés au sein du MPC et du FPRC, bien que le chef des FPRC, Nourredine Adam, penche vers les SAF⁸².

Cependant, à partir d'avril 2025, des combattants ont commencé à revenir du Soudan en RCA, attirés par la perspective de rejoindre de futurs programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) après la reprise du processus de paix avec l'UPC et le MPC⁸³. Selon des sources locales, près de

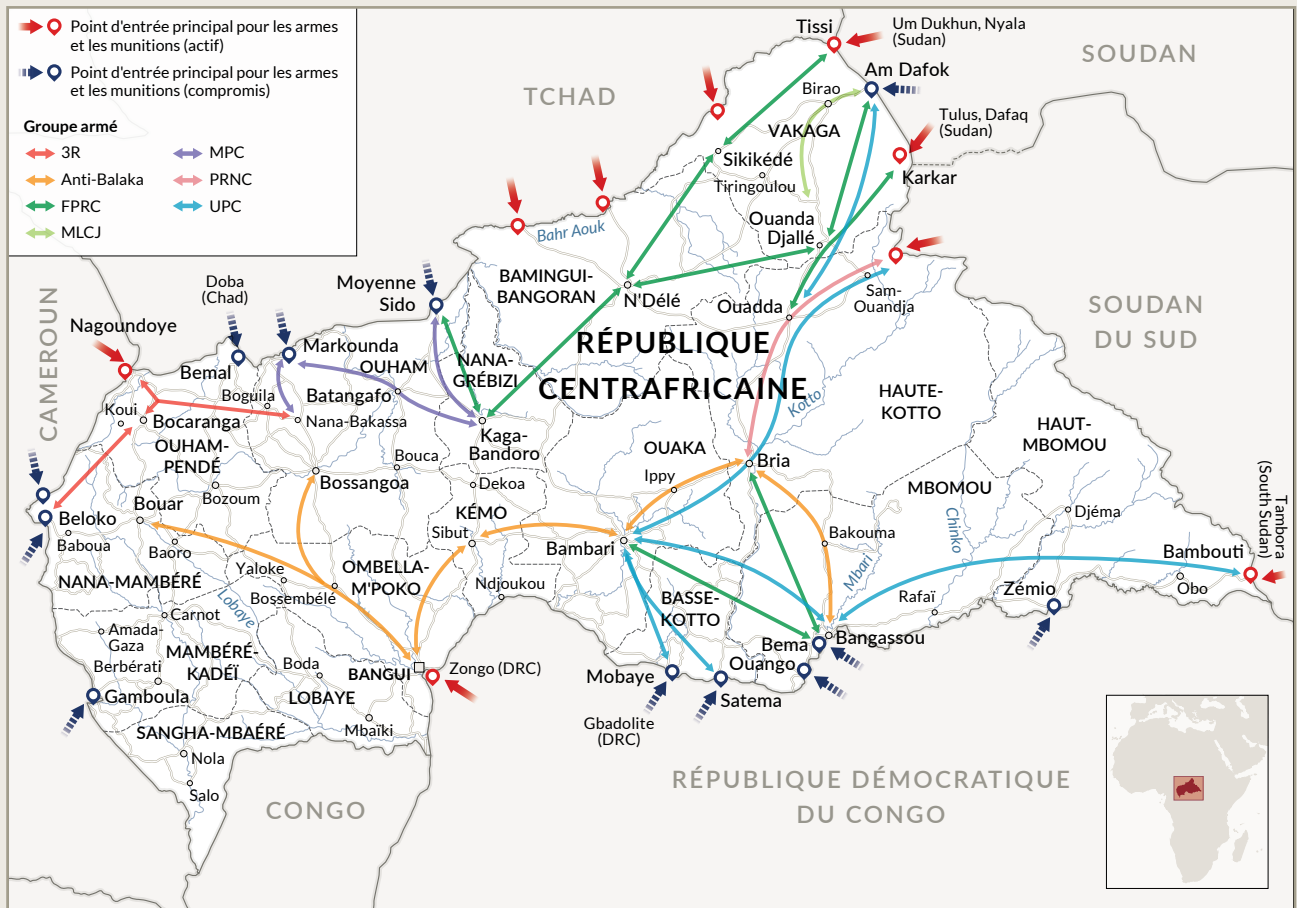


FIGURE 3 Les corridors et points d'entrée utilisés par les groupes armés pour le trafic d'armes à feu.

SOURCE : Adapté de Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 2024, https://collections.unu.edu/eserv/UNU:10172/Organized_Crime_and_Conflict_in_CAR

la moitié d'un groupe initial de 300 recrues du MPC est rentrée, ramenant avec eux des armements et véhicules récemment acquis, et beaucoup se sont installés dans la zone aurifère de Kouki⁸⁴. En septembre 2025, cela a conduit à des affrontements avec les forces rivales de l'UPC, dont certains combattants étaient également revenus du Darfour et s'étaient installés dans la zone en attendant leur intégration dans un programme de DDR⁸⁵.

Si le MPC et l'UPC ont cherché à obtenir des armes auprès des FSR, d'autres groupes armés centrafricains ont tenté d'en acquérir auprès de groupes armés soudanais combattant aux côtés des SAF au Darfour. En novembre 2024, des chefs du RPRC, du FPRC et des Anti-Balaka se sont réunis à Illidriiss, dans la zone des trois frontières entre le Tchad, la RCA et le Soudan, pour coordonner les approvisionnements et envisager des actions conjointes⁸⁶. La réunion a notamment compté parmi ses participants Haroun Gaye du FPRC, accusé d'être impliqué dans le trafic d'armes⁸⁷ et visé par des sanctions onusiennes, ainsi qu'Arda Hakouma⁸⁸ du RPRC. Quelques jours plus tard, Hakouma se serait rendu à El Fasher pour solliciter l'appui de l'Armée de libération du Soudan – Minni Minnawi⁸⁹.

La réunion d'Illidris a rappelé les efforts de coordination menés en 2022 dans la même zone, qui avaient réuni les mêmes personnes, ainsi que Nourredine Adam⁹⁰, et avaient abouti à de nouvelles livraisons de véhicules et d'armes en provenance du Soudan⁹¹. Cette continuité montre que les flux d'armes transfrontaliers sont profondément enracinés et portés par des réseaux fluides et transactionnels plutôt que par des alliances fixes. Cela suggère qu'indépendamment de l'évolution de la guerre au Soudan, la RCA restera exposée à un afflux constant d'armes.

Le cas des drones et des explosifs

Depuis 2022, les groupes armés centrafricains ont considérablement accru la sophistication technique de leurs arsenaux. Ce qui avait commencé comme des acquisitions opportunistes, sur le champ de bataille, de drones grand public et d'explosifs hérités de conflits antérieurs s'est mué en expérimentations de munitions larguées par drone, en recherche de formations transfrontalières et en mise en œuvre d'attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI).

Les premières observations confirmées de drones datent de septembre 2022, quand la MINUSCA a rapporté des survols, qui auraient été réalisés par la CPC, à Nzako et Ouandja Djallé, de drones DJI Mavic 2, un modèle commercial largement disponible pour un usage civil⁹². Le Groupe d'experts des Nations Unies a, plus tard, découvert des images montrant des forces de la CPC en possession d'un appareil de commande DJI Mavic 2 contenant des images d'un complexe occupé par Wagner à Moyenne-Sido, ce qui laisse supposer une maîtrise de son utilisation à des fins de reconnaissance⁹³.

Ces drones semblent avoir été récupérés sur le champ de bataille auprès des combattants FACA, et non achetés à l'étranger. Le Groupe d'experts de l'ONU et la GI-TOC ont obtenu des images de groupes armés déballant des sacs militaires contenant des drones de type Mavic après des combats à Nzako en mai 2202 et à Kouï en octobre 2024⁹⁴.



Des combattants du groupe 3R déballent des drones saisis en octobre 2024.

Photos fournies

Dès 2023, des allégations ont émergé selon lesquelles des drones étaient modifiés pour larguer des explosifs. Le premier incident a été signalé en janvier à Ndélé, où un drone aurait largué des explosifs sur une base de Wagner, endommageant un hélicoptère Mi-8⁹⁵. Un second incident présumé aurait eu lieu à Kagabandoro en décembre 2023 et aurait coûté la vie à trois hommes de Wagner⁹⁶. Ces deux événements n'ont pas été confirmés et ont été démentis par les groupes armés⁹⁷.

En mars 2024, des forces gouvernementales à Moyenne-Sido ont récupéré un drone DJI Matrice 350, bien plus sophistiqué mais toujours d'usage commercial, qui aurait été équipé de munitions aériennes improvisées de 40mm⁹⁸. Des sources ont confirmé que le 3R s'était entraîné avec le drone après avoir reçu une formation au Tchad, mais elles ont indiqué que son utilisation était restée limitée en raison d'un approvisionnement insuffisant de la part d'un « partenaire international » non identifié⁹⁹. Des sources diplomatiques et des acteurs armés non étatiques ont en outre indiqué que des combattants avaient reçu des formations au pilotage de drones début 2024 à Koro Toro, dans le centre du Tchad¹⁰⁰.

Parallèlement à ces évolutions, des groupes armés dans le nord-ouest de la RCA ont eu recours à partir de 2020 à des engins qui seraient des mines terrestres et des EEI¹⁰¹. Après un recul en 2022¹⁰², leur utilisation a augmenté en 2023, les groupes armés ciblant parfois directement les camps du groupe Wagner et des FACA. Toutefois, les engins déployés ont souvent explosé de façon indiscriminée, restreignant considérablement la liberté de mouvement des civils et des travailleurs humanitaires¹⁰³.

Parallèlement à l'évolution de ces usages, la sophistication des engins s'est également accrue. Ainsi, le 3 avril 2023, une moto qui aurait été chargée d'une substance explosive plastique et équipée d'un détonateur Wi-Fi a explosé¹⁰⁴ près d'un camp russe à Kabo (préfecture d'Ouham-Fafa)¹⁰⁵. Lors d'un incident survenu le 19 septembre 2023 à Béloko (préfecture de Nana-Mambéré)¹⁰⁶, un engin explosif improvisé, équipé d'un détonateur artisanal fixé sur un mortier a été utilisé à l'intérieur d'un poste douanier en construction¹⁰⁷. Ces opérations auraient eu lieu après que des hommes eurent reçu une formation au Tchad¹⁰⁸. L'ONU a confirmé l'existence, dans le nord-ouest de la RCA, d'un centre de formation aux explosifs en activité, sans en préciser la localisation exacte¹⁰⁹.

Les groupes armés ont également eu recours à des mines conventionnelles. Depuis 2021, l'utilisation de mines antichar PRB M3 – un système de fabrication belge largement exporté en Afrique dans les années 1970 et 1980 – a été signalée dans les zones contrôlées par le 3R dans le nord-ouest de la RCA¹¹⁰. Ces mines ont probablement été récupérées sur des champs de mines actifs au Tchad et au Soudan, ou détournées de stocks libyens¹¹¹. Une mine PRB M3 a tué trois Casques bleus de la MINUSCA le 3 octobre 2022 près de Kouï, bien que l'engin fût probablement destiné à des convois de Wagner ou des FACA¹¹². Le groupe Wagner a affirmé avoir découvert une autre mine en juillet 2024 près de Bocaranga, qui aurait été posée par le 3R en préparation d'une embuscade¹¹³.



Une mine PRB M3 découverte dans la région de Bocaranga, dans le nord-ouest de la RCA, juillet 2024.

Photo : Telegram

Perspectives

Des programmes de DDR sont en cours dans les régions de l'ouest et du centre de la RCA, mais la mesure dans laquelle ils permettront de récupérer des armes et d'endiguer les flux d'armes reste à déterminer. De larges pans des régions orientales demeurent instables car des groupes armés centrafricains non coopératifs, ou certaines de leurs factions, ainsi que des acteurs armés d'origine tchadienne et soudanaise aux allégeances floues, continuent d'opérer avec une relative liberté.

De la même façon, l'intensification récente des opérations menées par les forces de Wagner dans l'est du pays, qui auraient débordé sur le territoire soudanais en coopération avec les FSR, pourrait traduire une tentative de se ménager un sanctuaire tout en préservant sa pertinence opérationnelle dans la perspective de la transition attendue vers l'Africa Corps. Cela pourrait laisser présager, à terme, une forme d'engagement hybride plutôt qu'une passation institutionnelle nette ¹¹⁴.

La stabilisation de ces zones frontalières apparaît donc lointaine, alimentée en partie par l'afflux continu d'armes en provenance du Soudan, que ce soit par des canaux liés aux FSR ou par d'autres réseaux de trafic.

Au-delà de l'afflux d'armes, le contrôle des importations de produits stratégiques, notamment le carburant, est devenu un facteur tout aussi déterminant structurant les dynamiques de conflit en RCA. L'attention se déplace ici vers l'ouest, vers le corridor d'approvisionnement camerounais, qui offre un contraste saisissant avec les dynamiques de la frontière orientale.

Le carburant

Depuis que le gouvernement a lancé sa campagne contre-insurrectionnelle en 2021, et dans le contexte de la crise mondiale des carburants qui a suivi en 2022, les économies formelle et illicite du carburant de la RCA ont considérablement évolué, et le carburant s'est imposé comme un pilier stratégique de l'État appuyé par Wagner.

Une partie du secteur formel du carburant en RCA est progressivement passée sous le contrôle de plusieurs réseaux criminels, dont certains sont présents dans les structures étatiques. Les opérateurs du secteur vont des entreprises tout à fait légitimes à celles qui sont ouvertement criminelles, avec une zone grise importante entre les deux. Un cartel très soudé, composé de responsables complices et d'opérateurs – nationaux et étrangers – ayant des relations politiques, a notamment consolidé son emprise sur une grande partie de la chaîne d'approvisionnement en carburant du pays, maintenant des prix artificiellement élevés tout en se soustrayant systématiquement à ses obligations fiscales pour maximiser ses revenus. En 2024, ce cartel aurait généré entre 17,5 et 30 millions de dollars de revenus excédentaires¹¹⁵.

En même temps, les dynamiques de l'économie illicite du carburant ont évolué. Tandis que les forces gouvernementales et du groupe Wagner ont progressivement coupé l'accès des groupes armés aux principaux corridors de trafic transfrontalier de carburant à partir de 2021, des groupes tels que le 3R, dans le nord-est de la RCA, ont été contraints de se tourner vers des routes moins fiables et plus coûteuses, fragilisant ainsi leurs économies de guerre¹¹⁶. Wagner a bâti sa propre chaîne d'approvisionnement illicite en carburant pour répondre à ses besoins croissants. En 2024, le gouvernement a publié une nouvelle directive qui a créé une brèche propice à la contrebande et qui a permis au gouvernement de « régulariser » le carburant de contrebande.

Réquisition de l'économie formelle

Sous prétexte de pénuries mondiales de carburant qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement centrafricain a restructuré le secteur des carburants en 2023, en évinçant d'abord l'opérateur français Total Centrafrique et en permettant ainsi à Tamoil, une société basée au Royaume-Uni, de s'emparer des infrastructures d'importation et de distribution de Total¹¹⁷. Toutefois, en septembre de la même année, le ministère de l'Énergie a accordé à la société camerounaise Neptune Oil l'exclusivité des droits d'importation de l'ensemble des approvisionnements en carburant, dans le cadre d'un accord qui enfreindrait une loi de 2007 libéralisant le marché des carburants¹¹⁸. Tamoil a ensuite été écartée au motif de perturbations d'approvisionnement présumées¹¹⁹ et, vers le milieu de l'année 2024, le gouvernement a confisqué toutes les stations-service de Tamoil¹²⁰. Le contrôle des stations a été transféré à Prisca Roseline Mamadou, bailleuse de fonds du parti au pouvoir et épouse du chef d'état-major des FACA, Zéphérin Mamadou, ainsi qu'à Souleymane Bassoum, un ressortissant malien qui aurait des liens avec l'élite politique de Bangui¹²¹.

Son monopole établi, Neptune Oil a bénéficié de structures de prix artificiellement gonflés et d'exemptions officieuses de taxes à l'importation¹²² qui, conjuguées, ont généré des profits considérables. Une source du ministère de l'Énergie a affirmé qu'une partie de ces profits étaient reversée à des initiés bien placés¹²³.

L'État centrafricain applique des prix de référence internationaux gonflés et accorde des primes à l'importateur d'un montant inhabituellement élevé. Ces éléments, qui font grimper le coût de base du carburant, sont intégrés dans la structure tarifaire officielle. En comparant la structure des prix de la RCA avec celle du Cameroun, on estime que Neptune Oil réaliserait des bénéfices supplémentaires de l'ordre de 160 et 186 francs CFA (FCFA) par litre d'essence et de gazole respectivement, générant des profits supplémentaires de 17,5 millions de dollars américains sur ses importations de 2024¹²⁴.

Un audit indépendant réalisé pour le compte du gouvernement centrafricain sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI) a établi une surfacturation encore plus élevée. Il a constaté que Neptune Oil surfacturait à hauteur de 190 à 241 FCFA par litre d'essence et de 221 à 288 FCFA par litre de gazole¹²⁵. Les estimations sont plus élevées et couvrent une certaine fourchette de prix car l'audit a comparé la RCA avec le Cameroun et la RDC et a pris en compte des frais de transport injustifiés. Compte tenu de ces marges, les bénéfices injustifiés en 2024 se seraient situés entre 31 et 40 millions de dollars américains.

L'audit a également constaté que le gouvernement et Neptune Oil avaient appliqué le prix de référence international le plus élevé (celui de juillet 2024) jusqu'à la fin de cette année et en 2025, sans fournir la moindre preuve que le carburant commercialisé provenait de stocks achetés à cette période¹²⁶. En réalité, l'audit a jugé cela impossible au regard de la structure du marché, et les bases de données commerciales montrent que Neptune Oil a reçu des cargaisons dans le pays après juillet 2024¹²⁷. Le calcul apparemment fallacieux du prix de référence international représente plus de 40% de la hausse de prix totale calculée dans l'audit.

Des initiés du secteur rapportent en outre que des volumes considérables de carburant de Neptune Oil entrent en RCA sans être taxés, sous couvert d'exemptions diplomatiques facilitées par des agents douaniers complices¹²⁸. Ces exemptions ont sans doute contribué à la forte baisse des recettes gouvernementales tirées du carburant, passées de 41,6 millions dollars américains en 2021 à 29,5 millions en 2024, malgré des niveaux d'importation équivalents¹²⁹. L'audit indépendant a également mis en évidence les exemptions fiscales, se référant toutefois seulement à celles officiellement accordées à

Tristar, qui approvisionnait auparavant la MINUSCA¹³⁰, et à Petrolex¹³¹, qui approvisionne l'armée et le groupe Wagner, selon des experts internationaux du secteur des carburants¹³². Il est peu probable que ces exemptions expliquent à elles seules le manque à gagner fiscal entre 2021 et 2024, étant donné qu'en 2024 l'essence et le gazole exemptés ne représentaient que 8% du total des importations¹³³.

Les exemptions fiscales de Neptune s'ajoutent à des coûts et des marges élevés et, selon un initié du secteur, généreraient un bénéfice excédentaire total de 400 FCFA par litre¹³⁴. Cela représenterait des profits excédentaires de 30 millions de dollars américains sur les importations de Neptune Oil en 2024, qui ont été largement distribués par le biais des stations-service confisquées de Tamoil¹³⁵. La distribution dans ces stations aurait permis qu'une partie de ces bénéfices injustifiés soit reversée à des acteurs gouvernementaux à travers un système de bons de carburant. Des agences gouvernementales liées au ministère de l'Énergie distribuent des bons de carburant à des responsables sécuritaires pour leurs besoins opérationnels. Ces bons sont ensuite échangés dans les stations-service confisquées contre des espèces, qui remontent la hiérarchie pour parvenir à de hauts responsables, dont des membres du parti au pouvoir de Touadéra¹³⁶.

Réseaux illicites

La chaîne d'approvisionnement du groupe Wagner

Le groupe Wagner a mis en place sa propre chaîne d'approvisionnement illicite en carburant pour soutenir ses opérations militaires conjointes avec les FACA et faciliter son exploitation minière. Depuis fin 2018, le réseau d'approvisionnement en carburant de Wagner a évolué de la contrebande informelle à un système structuré qui achemine le carburant par la principale route d'approvisionnement passant par le Cameroun, et reposant sur des sociétés écrans, des négociants agréés et des exemptions octroyées par le gouvernement¹³⁷.

Petrolex, société écran de Wagner, a été enregistrée en RCA en 2021 et a commencé à importer des camions-citernes de carburant via le Cameroun en 2022¹³⁸. Elle est désormais également le principal fournisseur de carburant de l'armée, apparemment exemptée du monopole de Neptune Oil¹³⁹. Une autre société, Solaris Energy, importe également de petites quantités de gazole depuis 2022. Selon les informations rapportées par des médias, elle aurait distribué du carburant exonéré de taxes à des sociétés minières chinoises liées au groupe Wagner¹⁴⁰. Les bases de données douanières indiquent que la Société nationale de raffinage du Cameroun (SONARA) est l'importateur du carburant que Petrolex et Solaris commercialisent en RCA. Si des données indiquent que ce carburant est majoritairement d'origine russe, et en partie belge, le négociant international en amont n'est pas précisé¹⁴¹.

Le carburant, un objectif stratégique pour les groupes armés

Le contrôle des flux transfrontaliers illicites de carburant est depuis longtemps une caractéristique déterminante des dynamiques de conflit en RCA¹⁴². Historiquement, des groupes armés ont bâti des économies de guerre fondées sur l'exploitation et la taxation des ressources naturelles, dont le carburant¹⁴³. Leur accès aux principaux corridors de trafic a été progressivement restreint avec la campagne contre-insurrectionnelle de 2021.

Mais les groupes armés ont également riposté en ciblant les approvisionnements en carburant du groupe Wagner et des forces gouvernementales. Le 3R, par exemple, s'est positionné pour perturber les routes terrestres en provenance du Cameroun, notamment en attaquant des infrastructures de carburant. Lors d'une de ces attaques en janvier 2023, le 3R a détruit 23 camions transportant du carburant et tué trois

personnes – deux soldats des FACA et un membre du groupe Wagner¹⁴⁴. Selon des sources internes, les camions avaient été saisis par des autorités douanières avec l'assistance de Wagner¹⁴⁵, et l'attaque aurait pu être commanditée par des négociants en carburant cherchant à empêcher que le carburant confisqué ne tombe entre les mains du gouvernement ou de Wagner¹⁴⁶. Actuellement, la capacité du 3R à perturber les corridors stratégiques s'amenuise sous l'effet d'offensives soutenues, mais des perturbations sporadiques persistent¹⁴⁷.

La chaîne d'approvisionnement parallèle

Bien que le gouvernement ait centralisé les importations de carburant sous le monopole de Neptune Oil, il a autorisé en juin 2024 des opérateurs sans licence d'importation formelle à faire entrer du carburant destiné aux régions reculées selon un régime tarifaire distinct, à condition que les taxes soient acquittées¹⁴⁸. Dans la pratique, ce système a servi d'écran de fumée pour dissimuler une contrebande à grande échelle.

Le système repose essentiellement sur du carburant de contrebande bon marché provenant du Nigéria¹⁴⁹. Ce carburant est acheminé par le fleuve Bénoué jusqu'à Garoua, dans le nord du Cameroun. De là, le carburant est transféré dans de petits camions-citernes ou des barils, avant d'être chargé sur des camions qui rejoignent des convois commerciaux entrant en RCA¹⁵⁰. Une fois dans le pays, le carburant est systématiquement sous-déclaré et détourné vers Bangui, en violation directe de la directive du gouvernement¹⁵¹.

Au-delà de favoriser la contrebande, la directive a également été utilisée pour « régulariser » le carburant saisi par le comité anti-fraude du ministère de l'Énergie. Le comité aurait saisi des quantités modestes de carburant introduit en contrebande à Bangui depuis la RDC¹⁵² par le fleuve Oubangui. Officiellement, les commerçants peuvent récupérer le carburant en s'acquittant des droits, mais la plupart des paiements sont traités comme des pénalités, plutôt que comme des taxes, et l'argent ne parvient jamais au Trésor public¹⁵³.

Le tramadol

Le trafic et la consommation à des fins non-médicales d'opioïdes synthétiques, en particulier le tramadol, sont devenus l'une des économies illicites de la drogue les plus répandues en République centrafricaine¹⁵⁴. Ce marché, qui se concentre dans les centres urbains tels que Bangui, offre des rendements financiers importants tout en proposant des produits à base de tramadol bon marché et dangereux qui alimentent l'insécurité et la violence locales.

En Afrique centrale et de l'Ouest, le marché des opioïdes pharmaceutiques a rapidement progressé au cours de la dernière décennie. La région a représenté plus de la moitié des saisies mondiales d'opioïdes pharmaceutiques entre 2019 et 2023, principalement du fait de la circulation illicite de tramadol¹⁵⁵. Dans ce marché régional plus large, la RCA a émergé comme un point de destination et de redistribution pour les produits à base de tramadol fortement dosés¹⁵⁶. Bien que les données quantitatives soient limitées, des recherches de terrain et des entretiens indiquent que des comprimés de tramadol circulent largement au sein de réseaux informels de distribution reliant la capitale aux villes de province et aux routes transfrontalières. Une part considérable du tramadol disponible sur les marchés illicites de RCA dépasse les dosages médicalement recommandés. Alors que les doses thérapeutiques varient normalement entre 50 et 100 milligrammes, des comprimés de 120, 200 milligrammes ou plus sont couramment vendus. À ces concentrations, le tramadol produit des effets stimulants et euphorisants,



Un détaillant dans le quartier PK5, à Bangui, vend des produits pharmaceutiques illicites, dont du tramadol, 2025. *Photo fournie*



Une cargaison de comprimés de tramadol dosés à 100 mg. Les détaillants achètent généralement des lots de 10 comprimés. Le stock provient de la RDC et est acheminé par voie fluviale ou par des unités militaires dont les responsables contrôlent la logistique. *Photo fournie*

notamment une perception réduite de la douleur et de la peur, tout en augmentant considérablement les risques de dépendance¹⁵⁷.

En RCA, comme ailleurs dans la région, la consommation de tramadol est répandue parmi les jeunes et les travailleurs manuels, qui utilisent ce produit pour lutter contre la fatigue, tromper la faim et supporter de longues journées de travail¹⁵⁸. Parmi les principaux consommateurs on trouve des chauffeurs de mototaxi, des ouvriers et des jeunes sans emploi, dont beaucoup dépendent de cette drogue pour faire face à des difficultés économiques ou à un travail physiquement éprouvant. Les effets secondaires contribuent cependant à une augmentation des accidents de la route, de la petite délinquance et de la violence interpersonnelle, soulignant le rôle du tramadol comme vecteur d'insécurité urbaine¹⁵⁹.

Les pilules de la guerre et du pouvoir

Au-delà de son utilisation généralisée au sein de la population civile, le tramadol joue un rôle crucial dans les dynamiques de conflit, s'étendant à des sphères plus opaques et coercitives. Des acteurs armés, dont des soldats et des milices, utilisent cette drogue pour exacerber l'agressivité, inhiber la peur et maintenir les performances au combat. Plusieurs sources confirment que les acteurs armés ont souvent recours à des comprimés fortement dosés (200 milligrammes ou plus). Un vendeur a confirmé qu'ils consommaient parfois de six à dix comprimés par jour, soit l'équivalent d'une prise pouvant atteindre 2 000 milligrammes¹⁶⁰. À de tels niveaux, les consommateurs deviennent extrêmement instables et imprévisibles, sujets à des crises convulsives, à une perte de contrôle comportemental et des trous de mémoire¹⁶¹. Ces effets réduisent les inhibitions, accroissent la prise de risque et intensifient directement la brutalité dans les contextes de conflit¹⁶².

En République centrafricaine, des sources indiquent que soldats et milices supplétives dépendaient massivement du tramadol durant la campagne militaire menée par Wagner, qui a été marquée par des atrocités de masse pendant trois ans¹⁶³. Un milicien a rapporté que sans de telles substances, mener

des attaques contre sa propre communauté, voire contre sa propre famille, lui aurait été extrêmement difficile¹⁶⁴. Un vendeur de tramadol a confirmé que la milice pro-gouvernementale connue sous le nom des « Sharks », créée en 2019 pour mener des opérations extrajudiciaires, agissait sous l'emprise du tramadol¹⁶⁵.

Ce phénomène n'est pas nouveau. L'utilisation du tramadol par des milices du PK5 et par d'autres groupes armés remonte à au moins 2014-2015¹⁶⁶. Lors d'épisodes de violence à Bangui en 2018, des assaillants auraient été approvisionnés aussi bien en tramadol qu'en armes, munitions et carburant, avant des attaques contre des quartiers civils¹⁶⁷. Conjuguée à un endoctrinement idéologique, cette drogue a servi d'instrument pour lever les inhibitions et faciliter la perpétration d'actes d'extrême violence.

Des schémas similaires d'utilisation du tramadol dans le cadre de combats ont été documentés dans d'autres contextes de conflit à travers la région. Au Nigéria et au Cameroun, des combattants liés à Boko Haram auraient utilisé du tramadol avant des attaques, notamment des attentats-suicides et des assauts contre des communautés civiles¹⁶⁸. Des travailleurs humanitaires dans des camps de personnes déplacées dans l'État de Borno, au Nigéria, ont rapporté que d'anciens combattants de Boko Haram prenaient plus de quatre comprimés à la fois avant de mener des raids, entrant dans un état où rien ne

Annex 7.5 MAOC hunting ammunition and tramadol seized in Bangui on 17 July and 29 August 2017.

Photographs taken by the Panel in Bangui, Customs Office and Port Beach, on 21 September 2017.



Trafficking of narcotics and soft drugs

Fighters from the anti-balaka and self-defence groups consume significant amounts of narcotics and soft drugs, especially before and during the attacks. Soft drugs and tramadol, whose importation into the Central African Republic is prohibited¹², are openly sold on the markets and shops in the entire country. Boxes of tramadol are trafficked into the Central African Republic via Zongo in the Democratic Republic of the Congo and Garoua Boulai in Cameroon¹³. Customs office showed substantial numbers of tramadol boxes seized in Bangui and expressed concern with the increasing trafficking of these prohibited narcotics.¹⁴



Rounds of MAOC hunting ammunition, packages of tramadol, marijuana and vehicles seized in Ippy on 29 January 2017. Photographs obtained by the Panel from a confidential source on 1 February 2017.



Du tramadol est régulièrement saisi avec des armes et des munitions, comme le montre un rapport du Conseil de sécurité de l'ONU. Photos : Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité, S/2017/1023, 6 décembre 2017, Annexe 7.5, <https://docs.un.org/en/S/2017/1023>

comptait hormis la mission. Ces pratiques ont valu à cette drogue le surnom de « pilule des djihadistes »¹⁶⁹. La cooccurrence fréquente de saisies de tramadol avec des armes et des munitions met davantage en lumière son rôle dans la préparation et l'exécution d'actes violents¹⁷⁰.

Une chaîne d'approvisionnement illicite, lucrative et militarisée

Comme d'autres économies illicites dans lesquelles la criminalité organisée a pris pied, le commerce du tramadol en RCA a progressivement évolué d'une distribution contrôlée par des milices vers un système plus centralisé. Après la crise interreligieuse de 2014¹⁷¹, le commerce était largement contrôlé par des groupes d'autodéfense qui ont intégré le tramadol dans des activités illicites plus larges, comme la taxation et le trafic¹⁷². La drogue provenait principalement de marchés régionaux – via le Tchad, le Cameroun et la RDC voisins – et était distribuée à Bangui et dans les régions tenues par des rebelles, hors de tout contrôle étatique.

Depuis 2022, cependant, des sources indiquent que le contrôle de ce commerce s'est progressivement redirigé vers de hauts responsables de l'appareil sécuritaire centrafricain¹⁷³. Cela reflète des schémas plus larges de criminalisation liée à l'État, dans lesquels des pans de l'appareil sécuritaire se sont emparés de marchés illicites comme sources de revenus et de levier politique.

Le commerce du tramadol génère des rendements financiers importants avec des risques relativement limités, ce qui le rend particulièrement attractif pour les réseaux criminels et les acteurs armés. Les données suggèrent qu'un investissement initial d'un million de francs CFA peut rapporter jusqu'à 1,8 million de francs CFA de recettes¹⁷⁴. La rentabilité semble s'accroître davantage lorsque les cargaisons sont acheminées vers des marchés voisins pratiquant des prix de détail plus élevés, comme au Cameroun. Un vendeur a rapporté début 2026 qu'une cargaison d'une valeur de quatre millions de francs CFA pouvait générer jusqu'à 12 millions de francs CFA si elle était vendue au Cameroun, quand bien même deux millions de francs CFA devaient être versés en pots-de-vin.

Les prix du tramadol sont dynamiques et varient considérablement selon l'offre et la demande, la disponibilité sur le marché, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la localisation géographique. Début 2026, un comprimé de 200 milligrammes – connu localement sous le nom de *kete ndongo* (« petit piment rouge » en sango) – se vendait environ 400 francs CFA à Bangui, tandis que les prix dans les zones rurales allaient de 600 à 1 000 francs CFA en raison de coûts de transport plus importants et d'une disponibilité limitée. De même, des comprimés de 100 milligrammes se vendaient généralement entre 200 et 350 francs CFA.

À l'échelle régionale, les chaînes d'approvisionnement ont historiquement relié la production pharmaceutique en Inde aux marchés d'Afrique de l'Ouest, les produits transitant par la Libye ou le Bénin avant d'être acheminés vers l'est via le Nigéria en direction de l'Afrique centrale¹⁷⁵. Plus récemment, les routes se sont réorientées vers la RDC, le tramadol entrant en RCA par les corridors reliant Bangui à Zongo et Gbadolite, en traversant le fleuve Oubangui¹⁷⁶. Ces routes reposent sur des méthodes de transport discrètes, notamment le recours à des femmes comme passeuses, et exploitent la porosité des frontières et des cadres réglementaires défaillants.

Des données commerciales et pharmaceutiques en sources ouvertes mettent en évidence le rôle des canaux d'importation légaux comme points d'entrée potentiels pour le détournement. Dans toute l'Afrique, le tramadol est largement importé auprès de producteurs internationaux par l'intermédiaire de sociétés pharmaceutiques agréées, avant d'être redistribué via des réseaux formels et informels. Ainsi, des sociétés comme Shalina Laboratories, à Mumbai, exportent légalement des produits à base

de tramadol vers les marchés africains, et notamment la RDC¹⁷⁷, tandis que des entreprises telles que Phatkin Laboratories, à Kinshasa, ont légalement importé de grands volumes de produits pharmaceutiques ces dernières années¹⁷⁸. Ces importations sont généralement enregistrées comme des médicaments à dosage standard (50 milligrammes). Les observations de terrain en RCA indiquent cependant une circulation généralisée de formulations à forte dose (par exemple des comprimés de 200mg tels que le Tramadol 200), qui dépassent les plages thérapeutiques habituelles et dont la provenance demeure inconnue.

Un opioïde plus puissant, le tapentadol, circule également de plus en plus à Bangui et dans d'autres capitales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Comparé au tramadol de 200 milligrammes, le tapentadol présente un délai d'action plus court et peut produire des effets deux à trois fois plus puissants, ce qui entraîne un effet planant plus important et une perte de contrôle accrue¹⁷⁹. Cette plus grande puissance augmente les risques de désorientation, de dépendance et d'overdose, mais a également des conséquences sur la violence.

Le tapentadol est disponible à la vente sur les marchés sous les marques Royal 225 ou TramaKing. En raison peut-être des mesures répressives contre le tramadol au Nigéria et des règles d'exportation plus strictes en Inde, des sociétés à Mumbai ont commencé à exporter des comprimés de tapentadol, en exploitant des failles réglementaires¹⁸⁰. Les importations de tapentadol ont fortement cru, avec plus de 2300 cargaisons arrivées d'Inde depuis 2022, et la distribution régionale a été facilitée par des entrepôts au Nigéria, au Ghana et au Niger. Les principaux partenaires commerciaux de la RCA, à savoir le Nigéria, le Niger, le Tchad, le Congo et le Cameroun, représentent 385 cargaisons, soulignant l'importance régionale grandissante de cet opioïde¹⁸¹.

L'utilisation croissante du tapentadol et la disponibilité généralisée du tramadol entraînent de graves conséquences sociales, dans la mesure où ce marché illicite a historiquement financé des acteurs violents et que les drogues elles-mêmes ont permis à des combattants de commettre de actes de violence de masse.



Du tapentadol en vente sur un marché du quartier PK5 de Bangui, 2025. Photos fournies



Chaînes de valeur illicites

Si les flux entrants d'armes, de carburant et de drogues permettent de maintenir les capacités de combat, le principal moteur financier de la violence en RCA réside dans les exportations de matières premières. Minerais, bois, bétail et faune sauvage sont extraits des territoires contrôlés par des groupes armés et des mercenaires, puis sont acheminés via des canaux formels et informels. Ces ressources sont souvent exportées selon des arrangements opaques qui brouillent la frontière entre commerce légal et extraction illicite. Les minerais, en particulier l'or et les diamants, génèrent les bénéfices les plus importants et les plus visibles pour les acteurs de première ligne, tandis que le bois et la faune sauvage y contribuent dans une moindre mesure. Il est difficile de quantifier la contribution des razzias de bétail et de la taxation.

D'autres ressources minérales, dont les hydrocarbures, le fer, l'uranium, le lithium, le coltan et divers métaux précieux, sont largement inexploitées ou sous-développées. Bien que ces ressources aient un potentiel d'importance géostratégique et aient déjà suscité l'intérêt d'acteurs étrangers, elles n'ont pas encore généré de revenus substantiels ni directement influencé la violence armée en RCA.

Le trafic de ces ressources naturelles a historiquement été le principal moteur des flux financiers illicites en RCA. La contrebande, la facturation frauduleuse et l'opacité des contrats se sont combinées aux faiblesses du secteur financier formel, créant ainsi un environnement à haut risque. Dans ce contexte, le gouvernement s'est davantage tourné vers les économies informelles, sa dernière initiative en date étant une série de projets controversés dans les cryptomonnaies qui non seulement ont transféré des richesses nationales vers des intérêts privés, mais ont également exposé le pays à de nouveaux flux financiers illicites¹⁸².

Minerais

Le secteur minier artisanal, largement informel et principalement centré sur l'extraction de diamants et d'or¹⁸³, joue depuis longtemps un rôle central dans l'émergence et la perpétuation des conflits en RCA. Pendant des années, ces secteurs ont alimenté la mauvaise gouvernance et la corruption, tout en fournissant aux groupes armés des sources de financement et des incitations économiques. Toutefois,

ce qui fonctionnait à l'origine comme une économie criminelle de guerre relativement peu régulée, caractérisée par une production artisanale dans les zones contrôlées par les rebelles, des circuits commerciaux multiples mêlant transactions licites et illicites, et la tolérance d'institutions étatiques faibles, est devenu depuis 2021 un système plus centralisé et prédateur, à mesure que l'État et ses alliés étrangers ont réaffirmé leur contrôle sur les principales régions minières du pays. Aujourd'hui, en contrepartie de la protection du régime en place, des entreprises soutenues par l'État, étrangères ou liées à des réseaux mercenaires, jouent un rôle croissant dans les activités extractives, en particulier dans le secteur aurifère, en se livrant à une appropriation illégale de ressources à grande échelle sous couvert de permis d'exploitation et de commercialisation légalement délivrés.

Les diamants constituaient historiquement la principale source de recettes d'exportation de la RCA, mais depuis la mise en œuvre du Processus de Kimberley en 2013, ils ont été supplantés par l'or, devenu la ressource de conflit la plus dynamique et la plus lucrative¹⁸⁴, et la contrebande d'or est par ailleurs devenue endémique. Entre 2013 et 2020, quasiment aucune production d'or n'a été officiellement déclarée à l'exportation¹⁸⁵. En 2019, la capacité de production artisanale d'or – principalement issue de zones contrôlées et taxées par des groupes armés – avait progressé à environ 5,7 tonnes, dont la presque totalité était issue de la contrebande¹⁸⁶. La valeur douanière de l'or de contrebande aurait atteint cette année-là environ 180 millions de dollars américains – la valeur marchande étant bien supérieure –, offrant ainsi aux groupes armés une base de revenus considérablement plus large grâce à la perception de taxes, au racket et au contrôle des routes commerciales.

Depuis 2021, l'économie politique de l'exploitation minière a cependant connu une transformation rapide, en particulier dans le secteur aurifère. Alors que les forces nationales soutenues par la Russie et le Rwanda ont repris le contrôle des principales régions minières dans le pays, les groupes armés ont perdu une grande partie de leur contrôle territorial direct. En parallèle, une part toujours plus importante de la production aurifère artisanale a commencé à être exportée par des canaux formels, sous l'effet de la prolifération des comptoirs d'achat et des fonderies d'or à Bangui¹⁸⁷. Les exportations officielles d'or, principalement issues de l'exploitation artisanale, ont atteint un premier pic de 1,7 tonne en 2023, l'or devenant alors la principale matière première d'exportation et représentant environ la moitié des recettes nationales d'exportation¹⁸⁸. Selon les projections du premier trimestre, elles devaient atteindre

Vue de la mine d'or de Ndassima. On estime que la quasi-totalité de l'or artisanal, principalement extrait dans des zones contrôlées et taxées par des groupes armés, est sortie clandestinement de la RCA. © Thierry Bresilion/Anadolu Agency via Getty Images



environ 2,5 tonnes en 2025, mais ont grimpé jusqu'à sept tonnes d'ici la fin de l'année¹⁸⁹. Étant donné que ce chiffre dépasse la capacité de production artisanale de ces dernières années, et qu'il est peu probable que la production artisanale ait soudainement commencé à être exportée légalement à grande échelle, ces chiffres incluent très probablement aussi la production industrielle d'or.

Cette apparente formalisation du commerce de l'or dissimule toutefois une transformation parallèle profondément opaque. Dans les territoires reconquis par les forces alignées sur le gouvernement, l'exploitation minière semi-industrielle s'est rapidement développée, s'appuyant sur des permis miniers attribués aussi bien avant qu'après le début de l'offensive militaire. Un système d'attribution déjà opaque est devenu encore moins transparent après les réformes constitutionnelles de 2023, qui ont supprimé l'obligation d'approbation parlementaire des permis miniers et concentré l'intégralité du pouvoir discrétionnaire entre les mains du président¹⁹⁰.

Dans ce contexte, le groupe Wagner s'est imposé comme l'acteur dominant, sécurisant les principaux sites miniers, échappant à toute supervision et conservant une forte influence sur le régime. Les sociétés chinoises, bien implantées dans le secteur, notamment près de Bangui, ont vu leurs possibilités d'expansion se réduire. Dans le même temps, des entreprises liées au Rwanda ont progressivement commencé à prendre pied, à l'invitation du régime.

Contrairement à la production artisanale, la production issue de ces exploitations industrielles et semi-industrielles échappe en grande partie aux circuits officiels d'exportation. De vastes quantités d'or, provenant d'opérations liées à Wagner, de sociétés minières étrangères, de contrebandiers agissant à titre individuel et de réseaux criminels bien implantés, quittent le pays par l'intermédiaire d'exportateurs agréés, de transports aériens clandestins et de filières de trafic transfrontalier, ce qui témoigne de pertes de recettes de grande ampleur pour l'État. Étant donné que le volume de production estimé d'une seule mine industrielle de Wagner est presque équivalent à l'ensemble de la production artisanale du pays, les pertes potentielles pour l'État découlant des exportations illicites et criminelles sont considérables¹⁹¹. L'accès non déclaré de Wagner aux recettes aurifères est largement perçu comme une contrepartie des services de sécurité que le groupe fournit au gouvernement¹⁹².

La domination du groupe Wagner

Acteur du secteur minier de la RCA depuis au moins 2018, le groupe Wagner a réorienté de manière décisive sa stratégie d'exploitation en 2020 vers des concessions de grande valeur, à commencer par la concession aurifère de Ndassima, près de Bambari, dans le centre de la République centrafricaine, dont les gisements sont estimés à 2,8 milliards de dollars américains¹⁹³. La société écran de Wagner, Midas Ressources, a obtenu sans base légale le permis de Ndassima auprès de la société canadienne Axmin, qui avait déclaré la force majeure sur son projet en raison d'une occupation rebelle¹⁹⁴. Midas aurait payé l'UPC pour assurer sa protection durant les premières phases de développement de la mine industrielle¹⁹⁵.

Ndassima est devenu le premier grand site minier dont Wagner a expulsé les forces rebelles début 2021. S'en est suivie une violente campagne visant à chasser les orpailleurs de la concession. Des combattants de Wagner et des forces alliées auraient arrêté, agressé et tué de nombreux mineurs et négociants accusés d'intrusion sur le site ou perçus comme des menaces pour les opérations industrielles¹⁹⁶. Depuis, Ndassima est resté totalement inaccessible aux autorités centrafricaines. En 2024, un responsable minier de la préfecture d'Ouaka aurait été convoqué par le représentant en chef de Wagner - Dmitry Sytii, visé par des sanctions de l'UE et des États-Unis¹⁹⁷ - et menacé de mort pour avoir tenté d'enquêter sur les activités du site, tandis qu'un autre responsable aurait été révoqué après s'y être rendu en visite¹⁹⁸.

Comment Wagner s'est emparé du marché des diamants

Le centre de négoce de diamants de Bria est devenu le centre névralgique des opérations de Wagner dans l'est de la République centrafricaine lors de la contre-offensive de 2021. Les forces du groupe se sont emparées des bureaux de BADICA, l'un des principaux comptoirs d'achat de diamants du pays, et les ont transformés en siège provincial et en centre de détention extrajudiciaire¹⁹⁹. En 2022, lors de la reconquête des zones de production diamantifères au nord de Bria, dont Aïbando et Yanga, Wagner aurait tué au moins 22 civils²⁰⁰. Des opérations militaires ultérieures ont permis aux FACA, avec l'appui de Wagner, de s'emparer des zones d'extraction diamantifères de Nzako²⁰¹.

Pour s'implanter dans le secteur du diamant dans l'est du pays, Wagner s'est appuyé sur des négociants libanais actifs de longue date dans le commerce du diamant. Des négociants libanais ont été aperçus à bord d'un aéronef lié à Wagner ayant atterri à Ndélé à la fin de l'année 2022²⁰². En 2023, la presse a identifié des membres de la famille d'Aziz Nassour, négociant en diamants arrivé du Libéria en RCA en 2016 et précédemment visé par des sanctions de l'ONU, comme des intermédiaires clés²⁰³.

Diamville, la société écran du groupe Wagner spécialisée dans le commerce de diamants, créée en 2019, a mené des activités à grande échelle dans l'est de la RCA, accordant d'importantes sommes de préfinancement à des collecteurs et contraignant les mineurs à vendre ou à remettre directement leurs pierres sous la menace de la violence²⁰⁴. Entre 2019 et 2022, Diamville a officiellement déclaré des exportations limitées de 1 600 carats depuis les zones de l'ouest, d'une valeur de 600 000 dollars américains²⁰⁵.

À la suite des révélations du consortium d'enquête All Eyes on Wagner, Diamville a été sanctionnée par l'Union européenne (UE) et les États-Unis en février et juin 2023²⁰⁶. Bien qu'aucune exportation officielle de diamants n'ait été enregistrée après les révélations de décembre 2022, des sources ont signalé la poursuite de la collecte de diamants dans l'ouest et dans l'est à bord de petits avions immatriculés au nom des sociétés M-Invest et M-Finance, liées à Wagner et visées par des sanctions²⁰⁷. La mention du nom d'un représentant de Diamville sur des registres de M-Finance laisse également supposer la poursuite clandestine des activités de la société, sous couverture logistique de Wagner²⁰⁸.

Après la levée complète de la suspension du Processus de Kimberley en novembre 2024²⁰⁹, Wagner a gardé le contrôle sur les diamants les plus précieux désormais légalement extraits de l'est. En janvier 2025, la tentative de vente légale d'une pierre exceptionnelle de 177 carats provenant de Nzako a été bloquée après des pressions exercées par Sytii²¹⁰. L'acheteur potentiel, propriétaire d'un comptoir d'achat agréé, a fui le pays après des intimidations policières, envoyant un signal clair de dissuasion aux négociants agréés et sapant la confiance dans le secteur diamantaire de la RCA²¹¹. La localisation du diamant demeure inconnue aujourd'hui.

Début 2023, les FACA et Wagner se sont emparés de la zone aurifère de Sikikédé dans l'extrême nord-est, expulsant les groupes rebelles de la plupart des principales zones minières de l'est²¹². À l'ouest, des opérations menées en 2022 et 2023 visaient à chasser le 3R des sites aurifères de Yidéré et Abba, près de la frontière camerounaise, ainsi que de Kouki, dans le centre-nord, en direction de la frontière tchadienne²¹³. Plusieurs sources rapportent que la prise de Yidéré s'est accompagnée d'atrocités contre des civils, avec pour objectif d'écarter les populations perçues comme menaçant les intérêts miniers de Wagner²¹⁴. Des habitants ont signalé avoir vu des membres de Wagner à l'intérieur du périmètre minier, et au moins une personne a été arrêtée après s'être approchée du site²¹⁵.

Après ces reconquêtes territoriales, d'autres sociétés écrans de Wagner ont obtenu des permis pour de sites miniers stratégiques. Mining Industries aurait obtenu un permis couvrant Sikikédé²¹⁶, mais aucune présence industrielle permanente n'y a été établie, probablement en raison d'une insécurité persistante.



Un véhicule blindé de transport de troupes de type Chekan, lié au groupe Wagner, dans une concession minière aurifère à Yidéré, 2023. Photo : Google Earth

En janvier 2024, la société Heavy Industrial a obtenu un permis pour Yidéré, où le développement industriel a depuis bien progressé²¹⁷. Des images satellites datées de décembre 2023 – antérieures à l’obtention du permis – montrent des infrastructures à échelle industrielle, des murs formant un périmètre défensif et un véhicule blindé de transport de troupes de type Chekan lié à Wagner²¹⁸.

Ponts aériens et complices commerciaux

Bien qu’il se soit emparé de plusieurs sites miniers majeurs, le groupe Wagner et ses sociétés écrans n’ont déclaré aucune exportation d’or officielle significative, ce qui laisse supposer que la grande partie de la production du groupe est trafiquée.

D’après l’analyse d’images satellites, des experts du secteur minier estiment que la concession de Ndassima de Midas Ressources présente une capacité de production de plus de cinq tonnes d’or par an, d’une valeur d’environ 250 millions de dollars américains aux prix actuels à l’exportation. Cette production serait équivalente à l’ensemble de la production aurifère artisanale du pays. Toutefois, des responsables et experts du secteur minier relèvent que la société n’a jamais déclaré aucune production, vente ou exportation, ni permis aux autorités minières de contrôler ses opérations, comme l’exige la loi²¹⁹. Un haut responsable du ministère des Mines à Bangui a indiqué n’avoir reçu aucun registre de production de Yidéré²²⁰.

Selon une source au sein du ministère des Mines, les seuls paiements effectués par Midas Ressources au profit de l’État correspondaient à des taxes de superficie acquittées en 2024, pour un montant total d’environ 42 700 dollars américains²²¹. Ce montant est dérisoire au regard de la redevance de 3% qui

aurait dû être versée sur la valeur des exportations de sa production, estimée à environ 7,5 millions de dollars. Ces chiffres ne tiennent pas compte des impôts sur les sociétés et des droits à l'exportation non acquittés, ce qui implique des pertes nettement plus importantes pour l'État mais impossibles à quantifier de manière fiable en l'absence de transparence concernant les coûts de production et la part de l'or sorti clandestinement de la RCA, ou blanchi à l'intérieur du pays.

Plusieurs sources indiquent que deux canaux principaux sont utilisés pour acheminer la production aurifère de Wagner hors du pays : des comptoirs d'achat locaux et des fonderies disposant de licences d'exportation, auxquels l'or est vendu pour générer des liquidités destinées aux opérations locales ; et l'exportation illégale directe par avion²²².

D'après des initiés du secteur, un ressortissant malien officiellement associé à Sigma Gold depuis la création de cette société en mars 2021, et au moins jusqu'en juin 2023, achète de l'or auprès de membres du groupe Wagner, notamment en provenance de la concession de Ndassima, depuis 2022²²³. Établie peu après l'arrivée de Wagner dans le pays, Sigma Gold est largement considérée par les responsables de l'administration minière comme une société écran au service des intérêts de Wagner²²⁴. Un haut responsable a affirmé que des ingérences politiques directes au plus haut niveau s'étaient produites à chaque fois que des efforts avaient été déployés pour demander des comptes à la société concernant sa possession d'or non déclaré²²⁵. Les registres d'exportation de Sigma Gold pour novembre 2022 et octobre 2023, portant sur un total combiné de 90 kilogrammes d'or, mentionnent Bambari – où est situé Ndassima – parmi les zones d'origine déclarées²²⁶.

En l'absence de preuves que d'autres comptoirs d'achat locaux blanchissent de l'or lié à Wagner, et étant donné que Sigma Gold ne semble se procurer qu'une partie de son or à Bambari²²⁷, la majeure partie de l'or de Wagner est probablement sortie clandestinement du pays par voie aérienne.

Sigma Gold

Sigma Gold Ltd. fait partie d'un réseau plus large de sociétés exportatrices d'or opérant dans la région des Grands Lacs et entretient des liens de propriété avérés avec les Émirats arabes unis. La société a été initialement enregistrée en mars 2021 par le ressortissant pakistanais Saqlain Raza²²⁸, également propriétaire de Sigma Mining Corporation au Rwanda²²⁹. En 2024, Raza a été impliqué dans l'acheminement d'or congolais vers Dubaï via Kigali, d'après le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC²³⁰. Cet or aurait vraisemblablement été passé en contrebande, puisqu'il n'existe aucune exportation officielle entre la RDC et le Rwanda.

En juin 2023, Sigma Gold Lt. a été réenregistrée sous le nom de Sigma Gold RCA et placée sous le contrôle conjoint de Sigma Mining Ltd., entreprise basée aux Émirats arabes unis, et de l'État centrafricain²³¹. Les registres d'exportation ne font cependant aucune distinction entre ces entités et continuent de se référer simplement à « Sigma Gold », qui s'est imposée comme le principal exportateur d'or en RCA en 2023 avec plus de 850 kilogrammes d'or exportés²³².

À partir de 2024, Sigma Mining Ltd. et Sigma Gold RCA ont toutes deux été intégrées comme filiales de l'International Holding Company²³³, basée aux Émirats arabes unis, l'un des plus grands conglomérats d'investissement du Moyen-Orient. Environ à la même époque, Sigma Gold a changé de nom pour devenir Royal Trading²³⁴.

En 2022, The Sentry a rapporté que Wagner exportait de l'or par voie aérienne vers le Soudan, où le groupe exploitait une autre société minière, Meroe Gold²³⁵. À l'appui de ces allégations, le 18 août 2022, Wabem Ndede - un homme d'affaires dont le numéro de téléphone figurait sur le site internet de Midas Ressources - a effectué un aller-retour entre Karthoum et Bangui à bord d'un vol spécial effectué par un aéronef Antonov An-32 (immatriculé ST-PAW)²³⁶.

Des informations plus récentes font état des vols spéciaux transportant des cargaisons d'or de Wagner au départ de l'aérodrome militaire de Berengo, à l'ouest de Bangui, ainsi que de vols depuis Bangui vers le Puntland ou le Somaliland²³⁷. Si aucune preuve directe de cargaisons d'or empruntant cette route n'a été recueillie, le corridor somalien reste plausible. Le 12 octobre 2024, un avion-cargo militaire Iliouchine Il-76, utilisé pour des livraisons de l'État russe en RCA et opéré par la société sanctionnée Abakan Air (immatriculation RA-76370)²³⁸, a volé de Bangui vers Bosaso au Puntland, éteignant son transpondeur au-dessus de Hargeisa, au Somaliland²³⁹. Bosaso a accueilli une base aérienne militaire émiratie et s'impose aujourd'hui comme une plaque tournante pour les exportations d'or vers les Émirats arabes unis²⁴⁰.

De même, des aéronefs Il-76 opérant sous pavillon centrafricain et qui seraient contrôlés par le groupe Wagner représentent un autre canal potentiel pour le transport d'or. All Eyes on Wagner a retracé le parcours en 2023 d'un ingénieur autrefois employé par Gazprom, de la Libye vers la Bangui puis jusqu'à la concession de Ndassima²⁴¹. Son itinéraire correspondait exactement à la trajectoire de vol d'un aéronef Il-76 immatriculé TL-KPA²⁴², exploité par Wagner en RCA. En l'absence de manifestes de vol accessibles au public, l'utilisation d'avions-cargos lourds pour transporter ce qui semble être du personnel minier de Ndassima soulève des préoccupations légitimes quant au fait que ces vols puissent également servir à la contrebande d'or.

Des défis pour les sociétés chinoises

Avant la contre-offensive, les activités minières chinoises étaient largement confinées aux zones sous contrôle des FACA au nord de Bangui, notamment autour des villes de Yaloké et Bozoum. Ces activités ont eu d'importantes conséquences environnementales et ont été accompagnées d'abus de membres des FACA contre les communautés locales²⁴³, un phénomène qui persiste à Yaloké²⁴⁴. Deux grandes sociétés chinoises, IMC et Thien Pao, opéraient plus à l'ouest dans la sous-préfecture d'Abba (Lamy et Ndiba Mole), où des accords de protection avec le 3R étaient en place depuis plusieurs années²⁴⁵.

Après la contre-offensive, les sociétés chinoises ont cherché à s'entendre vers des zones nouvellement sécurisées dans le centre de la RCA, mais elles se sont heurtées à des résistances. Lorsque l'IMC a tenté, début 2022, de transférer des équipements vers sa concession de Yassine, près de Ndassima, des membres du groupe Wagner auraient pillé son matériel afin d'entraver ses opérations²⁴⁶. En mars 2023, neuf ressortissants chinois ont été tués par des assaillants non identifiés sur une concession récemment attribuée à l'est de Bambari et détenue par le groupe Gold Koss²⁴⁷, récemment arrivé en RCA. En juillet 2023, après des menaces à l'encontre d'une concession minière située dans la même zone, 12 ouvriers chinois ont été secourus et évacués avec l'assistance de Wagner²⁴⁸. En 2024, le gouvernement a révoqué deux licences minières chinoises dans le centre de la RCA, invoquant des violations comme l'exploitation sous couvert de permis d'exploration, l'absence de déclaration de production et une coopération présumée avec des groupes armés²⁴⁹.

Si les activités chinoises établies de longue date dans l'ouest de la RCA continuent de bénéficier de la protection du gouvernement, notamment de déploiements sécuritaires des FACA, les nouveaux acteurs chinois semblent manquer d'appui politique fiable et demeurent vulnérables aux ingérences d'acteurs

étatiques et non étatiques. Plusieurs sources attribuent cela à la pression exercée par Wagner, le groupe considérant de plus en plus les entreprises chinoises comme des concurrents économiques, notamment dans le centre de la RCA où se trouve sa principale concession, Ndassima²⁵⁰. Un haut responsable impliqué dans la lutte contre la contrebande de minerais a indiqué avoir reçu des instructions explicites pour cibler les réseaux chinois, ce qui a entraîné un renforcement de la surveillance sur le terrain²⁵¹. Des médias locaux ont critiqué le gouvernement pour son application sélective de la loi, relevant que Wagner et des acteurs liés au Rwanda continuent d'agir de leur côté en toute quasi-impunité²⁵².

Exportations sous-déclarées et trafic d'or

Les sociétés minières aurifères détenues ou exploitées par des ressortissants chinois sont largement accusées de se livrer à des exportations illégales d'or, majoritairement acheminées par le Cameroun, où bon nombre de leurs sociétés mères et partenaires commerciaux sont établis²⁵³. En 2021, le Groupe d'experts des Nations Unies a signalé la saisie de sept kilogrammes d'or brut (d'une valeur de 336 000 dollars américains) détenus par un ressortissant chinois lié à une société chinoise opérant à Yaloké²⁵⁴. Un autre cas, en février 2025, concernait un ressortissant chinois arrêté à Dubaï en possession de 45 kilogrammes d'or brut non déclaré, d'une valeur estimée à 3,2 millions de dollars, provenant de la RCA²⁵⁵.

Au-delà de ces saisies isolées, des écarts importants entre la production estimée et les exportations déclarées fournissent des indications plus probantes sur l'ampleur du trafic lié aux exploitants miniers chinois, dont beaucoup détiennent également de licences d'exportation. Bien qu'elles exploitent activement des zones couvertes par des permis d'exploitation minière à petite échelle depuis 2017, les sociétés chinoises ont déclaré des exportations bien en-deçà des estimations de leur capacité de production, ou n'en ont déclaré aucune. Par exemple, le Groupe d'experts des Nations Unies a relevé que Thien Pao et HW-Lepo n'avaient déclaré aucune exportation d'or en 2020, malgré une production continue²⁵⁶. La même année, IMC Mining n'a déclaré que 19 kilogrammes d'exportations, une quantité que le Groupe d'experts des Nations Unies a estimé équivalente à un seul mois de production des mines d'IMC dans la seule région de Yaloké²⁵⁷. Les années précédentes, les exportations déclarées d'IMC n'avaient pas dépassé un kilogramme par an²⁵⁸. Bien que les exportations déclarées par IMC aient considérablement augmenté en 2021 et 2022, elles sont retombées par la suite aux niveaux de 2020, malgré une activité minière ininterrompue.

Les Émirats arabes unis comme marché miroir : exportations déclarées de la RCA et flux régionaux dissimulés

Depuis au moins 2023, la quasi-totalité des exportations d'or officiellement déclarées par la RCA est destinée aux Émirats arabes unis²⁵⁹. Les exportations déclarées de la RCA vers les EAU correspondent étroitement aux importations d'or émiraties en provenance de la RCA²⁶⁰. Ce degré de concordance dans les déclarations est inhabituel dans la région et suggère un niveau relativement élevé de précision dans les déclarations douanières des exportateurs centrafricains agréés.

À l'inverse, les EAU déclarent d'importants volumes d'importations d'or en provenance du Cameroun et du Tchad, alors même que ces pays n'enregistrent de leur côté que très peu d'exportations officielles d'or vers les Émirats²⁶¹. Cette asymétrie indique fortement que l'or en provenance du Cameroun et du Tchad entrant aux EAU est largement issu de la contrebande et n'est déclaré qu'à l'importation. De plus, les volumes déclarés par les EAU dépassent de loin les capacités de production artisanale estimées de ces deux pays²⁶².

Dans ce contexte régional, l'or qui continue d'être exporté clandestinement hors de la RCA – estimé à plus de la moitié de la production nationale – risque fort d'être absorbé par ces flux, au vu des éléments disponibles sur les circuits de trafic.

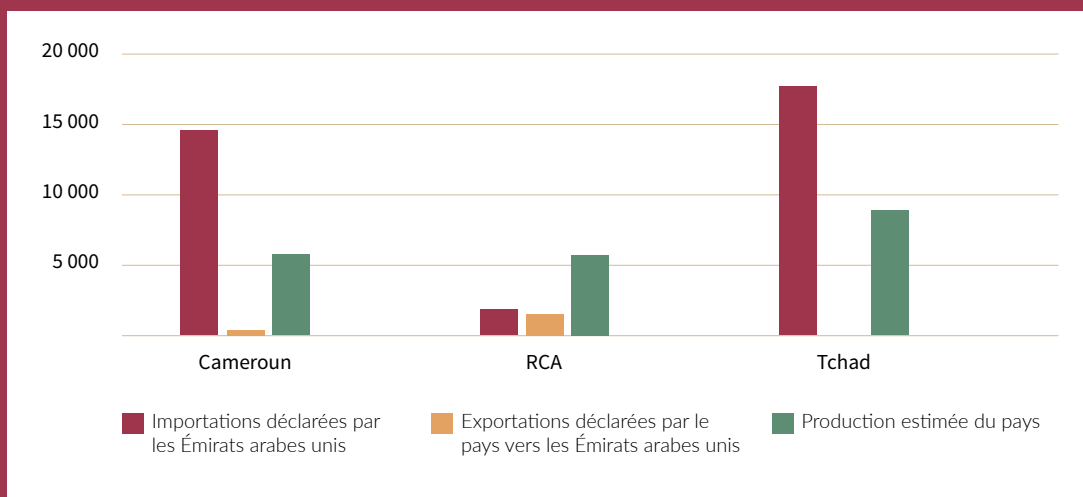


FIGURE 4 Les importations d'or des EAU comparées aux exportations déclarées et à la production estimée, en kilogrammes, 2023.

SOURCES : Comtrade, CAR Ministry of Mines, Swissaid

L'entrée prudente des sociétés minières rwandaises

Des sociétés minières rwandaises ont fait leur entrée dans le secteur minier de la RCA à la suite du soutien militaire bilatéral apporté par le Rwanda au gouvernement centrafricain dans le cadre de sa campagne contre-insurrectionnelle menée en 2021²⁶³. Peu après, les autorités centrafricaines ont courtisé les investisseurs rwandais, leur proposant des avantages comme une naturalisation accélérée²⁶⁴. En l'espace d'un an, trois sociétés rwandaises ont obtenu des permis d'exploration aurifère et diamantifère. Deux d'entre elles – Oko Africa et Vogueroc, issue de Crystal Ventures – ont bénéficié de la protection des forces bilatérales rwandaises lors de visites de sites, selon des sources sécuritaires et diplomatiques²⁶⁵. À ce jour, aucun signalement n'a lié des sociétés rwandaises à des abus, à une collaboration avec des groupes armés ou à des exploitations illicites.

Comme cela s'est produit avec quelques concessions chinoises, le groupe Wagner a manifesté une certaine hostilité envers la présence minière rwandaise. En juillet 2024, des membres de Wagner auraient confronté Oko Africa lors d'une mission de prospection près de Ndassima²⁶⁶. La même année, les forces de Wagner ont tenté de s'emparer de force des permis détenus par des exploitants rwandais au ministère des Mines de Bangui²⁶⁷.

Une seule société minière rwandaise a exporté de l'or et des diamants ces dernières années²⁶⁸, mais rien n'indique que cette société ou tout autre société rwandaise détenant des permis d'exploration se soit livrée à de la contrebande ou à la sous-déclaration d'exportations de minerais.

Cependant, l'environnement commercial favorable aux ressortissants rwandais a attiré des trafiquants d'or individuels. Plusieurs ressortissants rwandais ont créé des entreprises locales travaillant officiellement dans l'import-export, la restauration, le transfert de devises ou la construction, tout en se livrant parallèlement à des activités de contrebande d'or. D'après plusieurs sources, ces trafiquants transporteraient à la main des colis pouvant contenir jusqu'à 10 kilogrammes d'or sur des vols RwandAir à destination de Kigali, avec la complicité d'agents de l'aéroport qui remettraient des colis non déclarés soit dans la salle d'embarquement, soit directement au pied de l'appareil²⁶⁹.

Des sources locales ont indiqué qu'une raffinerie d'or rwandaise préfinançait des acheteurs d'or recrutés au sein de la communauté d'affaires rwandaise²⁷⁰. Des sources sécuritaires ont déclaré que plusieurs de ces acheteurs opèrent depuis des bases militaires rwandaises en RCA, profitant directement de la présence militaire rwandaise²⁷¹.

Nouvelles perspectives d'exploitation

Malgré la prolifération des permis miniers dans le secteur aurifère et l'empreinte croissante des sociétés étrangères, la majeure partie de la production aurifère artisanale du pays échappe à leur contrôle effectif. De nombreuses sociétés chinoises n'ont pas encore commencé leurs activités ni établi de contrôle commercial sur leurs permis, notamment le long de la frontière camerounaise, où des orpailleurs continuent d'opérer et de vendre la plus grande partie de leur production de l'autre côté de la frontière à divers acheteurs²⁷². La concentration de permis dans cette zone témoigne néanmoins clairement de l'intention d'engager prochainement le développement minier²⁷³.

Des dynamiques similaires persistent dans les zones minières septentrionales telles que Kouki et Sikikédé, où les titulaires de permis sont restés largement absents et où la majeure partie de l'or artisanal continue d'être trafiqué, principalement vers le Tchad²⁷⁴. Si le développement industriel ou semi-industriel ne s'est pas encore matérialisé dans ces zones, de récentes missions de reconnaissance impliquant du personnel d'Africa Corps nouvellement déployé y auraient été menées ces derniers mois ainsi que sur d'autres sites miniers pour évaluer leur potentiel économique, laissant présager un futur engagement commercial²⁷⁵.

Environnement

Les crimes environnementaux liés à la violence armée en RCA relèvent principalement de deux catégories : la faune sauvage et l'exploitation forestière. Les deux étaient étroitement liés au conflit en 2013, durant l'insurrection Séléka et ses répercussions, mais ont ensuite perdu en importance. Si les crimes environnementaux liés à la faune sauvage et aux forêts demeurent répandus et dévastateurs, ils sont, pour l'essentiel, bien moins étroitement associés aux groupes armés et à la violence que par le passé, à une exception majeure près.

L'arrivée de Wagner en 2021 a ravivé le lien entre le secteur forestier, la violence armée et l'exploitation illicite. Les activités d'exploitation de bois de Wagner en RCA étaient toutefois modestes du point de vue commercial, de moins en moins rentables et avaient, en 2025, apparemment cessé. Si les volumes d'exportation ont diminué, la pratique de Wagner consistant à renommer ses sociétés, à s'appuyer sur

d'autres sociétés écrans pour les exportations et à créer des entités transfrontalières démontre que le groupe continue de maintenir un pied dans l'exploitation et le commerce du bois, quoique dans le cadre d'un portefeuille plus large et opportuniste d'exploitation des ressources dominé par des activités plus lucratives, notamment l'extraction aurifère.

Les crimes contre la faune sauvage

Les crimes liés à la faune sauvage sont historiquement étroitement associés aux déplacements d'éleveurs transhumants armés, notamment des éleveurs peuls de RCA, du Soudan, du Tchad et du Cameroun, qui pénètrent dans des zones protégées en quête de pâturages et d'eau. Ces incursions peuvent entraîner des destructions d'habitats, du braconnage et de violents affrontements avec des rangers et des communautés locales²⁷⁶. Ces dernières années, ces mouvements se sont progressivement militarisés sous l'influence de néo-éleveurs ou de « barons du bétail » urbains – souvent des politiciens, des hommes d'affaires ou de hauts responsables du Tchad et de la région – qui investissent dans des méga-troupeaux et emploient des escortes armées²⁷⁷. Cette militarisation du pastoralisme aggrave les conflits locaux et fragilise la gouvernance des parcs.

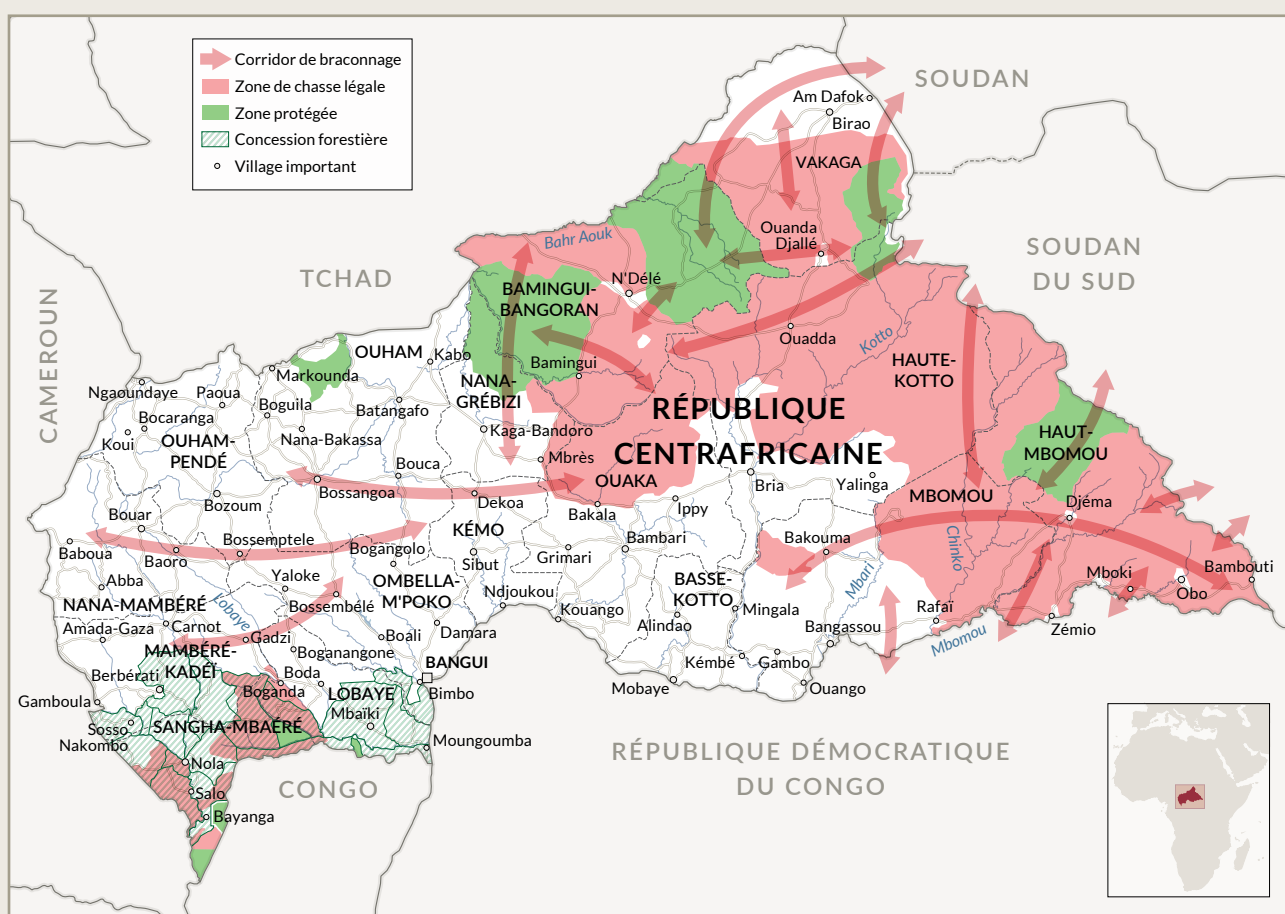


FIGURE 5 Crimes liés à la faune sauvage et aux forêts : points chauds et routes.

SOURCE : Adapté de l'International Peace Information Service, https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2017/05/1704024_caf_resnat_A0_mn.png

Le trafic lié à la faune sauvage en RCA cible principalement l'ivoire, les pangolins et la viande de brousse²⁷⁸, mais les possibilités de braconnage à grande échelle à des fins commerciales sont désormais limitées. Les zones protégées dans les anciens bastions rebelles de la Séléka, comme Chinko et Manovo-Gounda St Floris, ont déjà été largement dépeuplées dans les années 1990 et 2000, principalement par des expéditions de chasse soudanaises²⁷⁹, le massacre d'au moins 26 éléphants en 2013 constituant probablement le dernier grand épisode de braconnage de masse qu'a connu le pays²⁸⁰. Aujourd'hui, le braconnage persiste, mais à une échelle réduite et localisée. Ces dernières années, au moins six éléphants ont été tués près de Chinko. Le renforcement de la protection des parcs a permis d'éviter une dévastation plus grande des quelques troupeaux survivants²⁸¹. Le dernier incident documenté lié au trafic de pangolin est la saisie, en 2020, de 500 kilogrammes d'écailles à Bouboui²⁸².

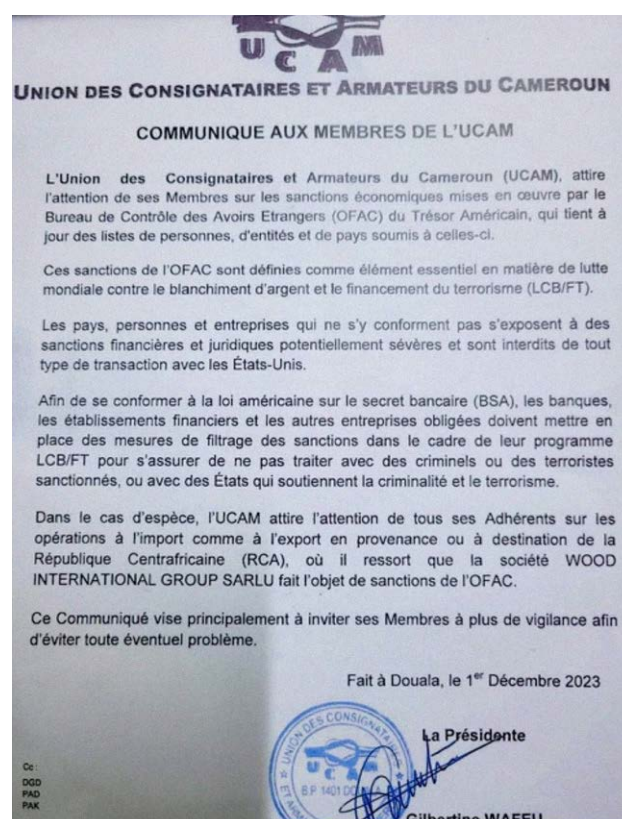
Le braconnage à petite échelle, principalement destiné à la consommation de viande, est récurrent dans la zone de forêt tropicale du sud-ouest de la RCA, avec des produits destinés aux marchés urbains du pays et du Cameroun voisin. Des camions grumiers sont souvent utilisés pour acheminer de la viande de brousse vers ces marchés²⁸³.

Les crimes liés à l'exploitation forestière

Le financement des conflits lié à l'exploitation forestière a connu un pic pendant et après la brève prise de pouvoir de la Séléka en 2013 dans le sud-ouest du pays, où se concentrent les concessions forestières de la RCA. À l'époque, l'exploitation forestière artisanale illégale s'est étendue, notamment dans les zones forestières non attribuées, tandis que les camions grumiers et les sociétés concessionnaires étaient systématiquement soumis à des prélèvements illicites imposés par des groupes armés et des milices²⁸⁴. Ces pratiques ont été progressivement endiguées grâce aux interventions de l'Union africaine puis des opérations de maintien de la paix des Nations Unis, ainsi qu'au redéploiement progressif des services de l'État²⁸⁵.

Toutefois, avec l'arrivée du groupe Wagner, le secteur forestier s'est à nouveau imposé comme une source de financement de l'activité mercenaire ; cette fois non par la taxation illégale ou le racket de protection, mais par le contrôle commercial direct. En février 2021, alors que les forces de Wagner étaient déployées en grand nombre pour repousser l'avancée rebelle vers Bangui²⁸⁶, les autorités centrafricaines ont attribué la concession forestière n°169 dans la région occidentale de Lobaye à la société russe Bois Rouge²⁸⁷. Dans les jours précédant l'attribution de la concession, le gouvernement et les forces de Wagner avaient pris le contrôle du territoire entourant la concession, dont la ville de Boda, où Bois Rouge a plus tard installé sa scierie²⁸⁸.

Bien que sans expérience dans l'industrie du bois, Bois Rouge a obtenu un accord avantageux pour la concession. La société aurait bénéficié d'un moratoire sur le



Le communiqué de l'Union des consignataires et armateurs du Cameroun après que la société WIG a été sanctionnée par les États-Unis en 2023. Photo fournie



Un chargement de bois de la société Wood International Group sur le camp militaire de Kassai, à Bangui, avant d'être acheminé vers le port de Douala, 7 juin 2023. Photo fournie

loyer de la concession et les paiements de taxe à l'exportation – des mesures qui semblent illégales et mise en œuvre au détriment des recettes de l'État et du partage des bénéfices avec les communautés locales²⁸⁹.

Le succès de la société a toutefois été de courte durée. À la mi-2022, après des révélations publiques d'All Eyes on Wagner, Bois Rouge a été renommée Wood International Group (WIG)²⁹⁰. WIG a été sanctionnée par les États-Unis en septembre 2023 pour son implication dans le réseau d'affaires plus large de Wagner et pour ses liens – par le biais de l'entité sanctionnée Broker Expert LLC – avec le groupe Concord d'Evgueni Prigojine²⁹¹.

Des registres d'exportation et des sources du port de Douala indiquent que la société a interrompu ses expéditions dans le mois suivant les sanctions américaines²⁹², une décision renforcée par l'Union des consignataires et armateurs du Cameroun, qui a publié des orientations appelant à la vigilance au regard des sanctions²⁹³.

Même à son apogée, le bois n'est demeuré qu'une source relativement modeste de revenus pour Wagner. Des projections initiales estimaient que, sur l'ensemble de la concession de 30 ans, Bois Rouge pourrait générer 36 millions de dollars américains de bénéfices, mais la réalité s'est avérée bien en deçà de ces projections²⁹⁴. D'après les registres des douanes camerounaises, les exportations de la société, principalement constituées de bois de sapelli destiné à la Turquie, aux Émirats arabes unis et à la Chine, sont passées de 839 mètres cubes en 2022, pour une valeur de 156 468 dollars américains, à 5 810 mètres cubes en 2023, pour une valeur de 1,37 million de dollars²⁹⁵. Cela représentait environ 3% des exportations totales de bois de la RCA en 2023. Après déduction des coûts, taxes et droits de douane, la société aurait généré au moins un million de dollars de bénéfices sur la base des valeurs FOB²⁹⁶, et peut-être jusqu'à 5 millions de dollars si l'on retient les prix commerciaux du sapelli scié sur les marchés asiatiques.

En octobre 2023, WIG a exporté sa dernière cargaison de bois. La société a rapidement été rebaptisée Société Industrielle Forestière, d'après des documents administratifs transmis à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui a également enregistré sa concession comme inactive²⁹⁷. Aucune exportation n'a pu être confirmée sous ce nouveau nom.

Néanmoins, des activités semblent s'être poursuivies sous différentes sociétés écrans. En avril et mai 2024, une nouvelle société, Standard Export Limited, a acheminé sept cargaisons totalisant 164 mètres cubes pour le compte de WIG²⁹⁸, comme le confirme le croisement de bases de données commerciales. Quatre cargaisons ont été acheminées vers un partenaire commercial habituel en Chine et une autre vers une entreprise turque²⁹⁹. La GI-TOC n'a pas été en mesure de trouver des registres d'entreprise accessibles au public ou d'autres références pour ces entreprises – ni pour Standard Export – dans leurs juridictions respectives. Les deux dernières cargaisons ont été déclarées comme des exportations vers une entreprise de menuiserie enregistrée en RCA, bien que la Turquie soit indiquée comme destination finale³⁰⁰.

Une autre piste concerne l'un des transitaires déclarés de WIG au Cameroun, qui travaillait exclusivement avec cette société en RCA. En mai et juillet 2024, cette société a expédié sept cargaisons totalisant 386 mètres cubes, déclarées comme provenant de la RCA, à l'un des partenaires commerciaux de WIG en Chine³⁰¹.

Avec un volume total de 550 mètres cubes, les exportations combinées des deux sociétés écrans sont restées modestes³⁰², inférieures même à celles de 2022. Il est possible que les exportations de 2024 aient porté sur du bois récolté en 2023 que WIG n'avait pas été en mesure d'exporter sous son propre nom après avoir été sanctionnée par les États-Unis. En juin 2023, soit bien avant les sanctions américaines imposées en septembre, une source du port de Douala indiquait que du bois appartenant à WIG était retenu au port en raison des liens avérés de l'entreprise avec le groupe Wagner, déjà sous sanctions³⁰³.

À la mi-2024, les intérêts forestiers de Wagner semblaient se déplacer de l'autre côté de la frontière vers le Cameroun, mais rien n'indique que cela s'est concrétisé³⁰⁴. En RCA, la scierie de WIG à Boda semblait inactive en septembre 2024³⁰⁵. Les piles de bois soigneusement empilées qui étaient visibles en décembre 2022 avaient disparu, remplacées par des débris de bois épars apparemment abandonnés dans la cour.

Une deuxième concession forestière pour le groupe Wagner?

En janvier 2023, une concession forestière portant le permis n°194 dans la province de Sangha-Mbaéré a été attribuée à la société Forest Consulting Company (FCC)³⁰⁶, qui pourrait être liée au groupe Wagner. Des documents indiquent que la FCC fait partie d'un groupe de sociétés liées à Wagner détenant des comptes dans une banque identifiée dans le cadre de l'application de sanctions internationales³⁰⁷.

D'autres éléments circonstanciels attestant de liens entre la FCC et Wagner ressortent de sa chaîne d'approvisionnement. La société importe des produits chimiques du même fournisseur chinois que la First Industrial Company³⁰⁸, une autre entreprise liée à Wagner qui serait dirigée par Dmitry Sytii³⁰⁹.

Selon des données transmises par les autorités centrafricaines à l'ITIE, la FCC est restée inactive depuis l'attribution de sa concession³¹⁰. Des images satellites le confirment : aucune piste forestière, aucune clairière ni aucun autre signe d'extraction de bois n'est visible dans la forêt primaire dense de la concession³¹¹. Il n'existe par ailleurs aucun registre d'exportations de bois au nom de la FCC. Néanmoins, des registres indiquent qu'en décembre 2023, la FCC a importé des hypochlorites³¹², un composé chimique utilisé pour éliminer le cuivre, le chrome et l'arsenic du bois traité, ce qui laisse supposer que la société s'est d'une manière ou d'une autre consacrée à la transformation plutôt qu'à l'extraction.

Bétail

L'élevage transhumant en RCA constitue un point de convergence entre criminalité, mobilisation armée et autorité étatique. La protection armée des troupeaux, les razzias de bétail et les attaques de représailles, ainsi que le prélèvement de taxes sur les marchés à bétail et les corridors de transhumance, comptent depuis longtemps parmi les principales activités des factions armées, en particulier l'UPC dans la région centrale, le 3R dans l'ouest et le MPC dans le centre-nord.



Un éleveur peul sur un marché à bétail. Le secteur de l'élevage, où convergent criminalité, mobilisation armée et autorité étatique, est depuis longtemps la cible de diverses formes d'extraction de richesses. © Nacer Talel/Anadolu Agency via Getty Images

Bien que ces groupes aient figuré parmi les plus puissants adversaires du gouvernement de Bangui, notamment lors de l'insurrection de la CPC en 2020-2021, certains de leurs dirigeants ont progressivement été cooptés au sein de l'appareil d'État, tandis que leurs combattants ont été instrumentalisés dans la reconquête territoriale. Cette intégration a conféré à d'anciens chefs rebelles une autorité formelle sur le secteur de l'élevage, leur permettant d'organiser la captation des richesses en partenariat avec les réseaux sécuritaires étatiques, d'élargir l'emprise fiscale de l'État et d'institutionnaliser des pratiques prédatrices. Plutôt que de démanteler les économies de guerre, les vagues successives d'intégration des élites rebelles semblent les avoir reconfigurées.

Formation et gouvernance des groupes armés pastoraux

Les groupes armés UPC, 3R et MPC sont issus de communautés transfrontalières d'éleveurs dont les migrations saisonnières en RCA depuis le Cameroun, le Tchad et le Soudan se sont progressivement militarisées à partir de la fin des années 1990. À mesure que la taille des troupeaux augmentait, dont beaucoup appartiendraient selon une croyance répandue à des élites militaires et politiques du Tchad, les réseaux de transhumance ont investi dans des armements plus lourds pour défendre le bétail contre le banditisme et les violences intercommunautaires³¹³.

Au fil du temps, les réseaux de protection se sont transformés en mouvements armés aux ambitions territoriales. Les chefs ont accumulé d'importants troupeaux, brouillant la frontière entre autorité militaire et intérêts commerciaux. Des chefs tels qu'Ali Darassa de l'UPC et Mahamat Al Khatim du MPC seraient devenus de grands propriétaires de bétail³¹⁴.

Protection et prédation opéraient de concert. Le 3R, fondé en 2015, a présenté sa mobilisation comme une réponse défensive aux attaques des Anti-Balaka contre des Peuls revenant du Cameroun et du Tchad³¹⁵. Il s'est toutefois également livré à des razzias de bétail et à des taxations de représailles³¹⁶. Son dernier chef, Sidiki Abass, avait autrefois été associé aux zaraguina – des bandits de grand chemin sévissant dans le nord de la RCA et au-delà de ses frontières, dont les activités comprenaient le vol de bétail³¹⁷.

L'UPC a suivi une trajectoire similaire. S'implantant dans le centre de la RCA en 2013 sur fond d'affrontements avec les milices anti-balaka progressant depuis l'ouest, le mouvement a mis en place un système de gouvernance parallèle. Les troupeaux étaient taxés selon des tarifs fixes, des reçus étaient délivrés et les recettes alimentaient une véritable administration rebelle³¹⁸. La pérennité de l'UPC dans le centre de la RCA s'explique en partie par son rôle de tampon face aux factions rivales de l'ex-Séléka, notamment le FPRC, dont elle limitait l'expansion vers le sud en direction de Bangui³¹⁹. Bien qu'il n'existe aucune preuve d'une coordination explicite, les autorités étatiques et les acteurs internationaux semblaient tolérer cette gouvernance rebelle parallèle comme un moyen d'équilibrer les rapports de force entre factions rivales et de contenir une menace plus large pour la sécurité.

Intégration politique et reconquête territoriale

L'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019, conclu avec 14 groupes armés sur fond d'expansion de l'influence russe, a marqué le passage d'une stratégie d'endiguement à une stratégie d'intégration³²⁰. L'accord a permis l'entrée de plusieurs dirigeants de groupes armés dans les structures formelles de l'État, consolidant leur influence sur l'économie de l'élevage tout en contribuant à la stratégie gouvernementale de consolidation territoriale.

Issa-Bi Ahmadou, éminent chef peul et représentant du 3R, a été nommé ministre de l'Administration du territoire avant de devenir ministre conseiller chargé de l'Élevage³²¹. Son intégration au gouvernement en a fait un intermédiaire clé dans les efforts visant à rétablir l'autorité de l'État dans le nord-ouest du pays, dont il est originaire.

Hassan Bouba a été l'un des principaux alliés du gouvernement dans ses efforts visant à rétablir le contrôle territorial, y compris sur le secteur de l'élevage. Nommé ministre de l'Élevage en 2020, l'ancien coordinateur de haut rang de l'UPC aurait joué un rôle central dans les contre-offensives soutenues par Wagner à partir de 2021, en s'appuyant sur son autorité sur les anciens combattants de l'UPC et des Anti-Balaka, les « Black Russians », qui ont souvent mené certaines des opérations de première ligne les plus brutales contre les civils³²². Son importance politique a été mise en évidence lorsqu'il a été extrait de prison en novembre 2021, alors même qu'il avait été mis en examen par la Cour pénale spéciale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité³²³. À ce jour, il n'a ni formellement répondu à ces accusations ni publié de démenti public.

En 2023, sous la bannière de la « transhumance pacifique », Hassan Bouba a participé à plusieurs missions conjointes des FACA et du groupe Wagner à travers le pays. Menées sous forte protection sécuritaire, ces opérations, visaient à la fois à faire progresser le programme de DDR et à contraindre les éleveurs à emprunter des corridors de transhumance contrôlés par le gouvernement ainsi qu'à commercialiser leur bétail sur des marchés centralisés³²⁴.

Un exemple emblématique de cette stratégie est la mise en place du marché à bétail centralisé de Bouboui (PK45), situé à 45 kilomètres de Bangui³²⁵. Conçu pour relancer l'un des piliers de l'économie d'avant-guerre, ce marché est au contraire devenu le symbole du contrôle coercitif exercé par l'État et de pratiques prédatrices.

Les éleveurs fréquentant le marché affirment perdre jusqu'à un bovin sur quatre en raison du racket exercé par les forces de sécurité étatiques, avant même de pouvoir accéder à l'enceinte du marché³²⁶. Le bétail confisqué serait ensuite détourné vers des abattoirs de Bangui ou acheminé de l'autre côté de l'Oubangui, en RDC, ce qui rend sa récupération pratiquement impossible³²⁷. Des membres des forces de sécurité auraient également arrêté des éleveurs soupçonnés d'être des ressortissants étrangers et leur auraient extorqué du bétail ou des paiements en échange de leur libération³²⁸.

Hassan Bouba jouerait un rôle central dans ce système selon des sources qui affirment qu'il aurait monopolisé des services clés à Bouboui, notamment le transport et l'alimentation animale, tout en s'appropriant des taxes qui devraient revenir à l'État³²⁹. Les personnes interrogées décrivent en outre Hassan Bouba menaçant de faire arrêter les éleveurs peuls qui résistent au nouveau régime fiscal ou qui refusent d'acheminer leur bétail par ce marché³³⁰. Ces derniers mois, Hassan Bouba aurait chargé Dahirou Amadou Zarno, membre du Conseil consultatif de la jeunesse, de superviser ses intérêts commerciaux illicites³³¹.

Les accords conclus en avril 2025 entre le gouvernement et l'UPC et le 3R, suivis d'opérations de désarmement en juillet, ont marqué une nouvelle phase d'intégration des groupes armés³³². Dans des localités telles que Maloum, des combattants ont été officiellement désarmés, mais les mécanismes de criminalité organisée liés au bétail semblent perdurer. Selon un responsable sécuritaire et un défenseur des droits humains, le chef d'état-major de l'UPC, le général Hamadou Boungous, aurait, tout en menant les opérations de désarmement, tiré parti du rapprochement pour vendre du bétail pillé tout au long de l'année, en profitant des moyens de transport mis à disposition par des réseaux liés à Wagner³³³. Dans une phase ultérieure de l'accord conclu avec l'UPC, les membres du groupe intégrés aux forces nationales de sécurité et de défense devraient officiellement être chargés de sécuriser les routes de transhumance, une fonction susceptible d'offrir de nouvelles opportunités de racket et de taxation parallèle. Le chef de l'UPC, Ali Darassa, qui cherchait à remplacer Hassan Bouba au poste de ministre, a accepté cet arrangement en guise d'alternative³³⁴.

Les flux financiers illicites

La croissance économique de la RCA est faible³³⁵, en partie en raison des flux financiers illicites et des crimes financiers, notamment la fraude, le détournement et l'abus de biens publics, ainsi que des défaillances législatives et structurelles telles que l'opacité des contrats, le manque d'inclusion financière, l'insuffisance des réglementations et la faiblesse des mécanismes de contrôle.

En réponse au partenariat du président Touadéra avec la Russie, la France et l'UE ont suspendu en 2021 leur assistance budgétaire à la RCA³³⁶, ce qui a eu un impact considérable sur les liquidités de l'État et a conduit le gouvernement à se tourner davantage vers l'économie informelle, avec les risques que cela comporte³³⁷. Lors d'un événement consacré à l'initiative nationale de cryptomonnaie en 2022, Touadéra a déclaré : « Pour nous, l'économie formelle n'est plus une option »³³⁸.

Une facilité de crédit élargie accordée par le FMI en 2023 visait à pallier certaines des insuffisances financières du pays tout en exigeant des réformes de gouvernance et de transparence, mais sa mise en œuvre a été limitée³³⁹. Le profil de risque en matière de flux financiers illicites de la RCA demeure considérable, et la compréhension limitée qu'ont les autorités gouvernementales des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme – ainsi que le manque de politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) – ont laissé le pays vulnérable à des infractions récurrentes telles que le détournement de fonds publics, la corruption ainsi que le trafic de minerais, de métaux, de drogues, d'espèces sauvages et d'armes³⁴⁰. S'agissant des industries extractives, vitales pour les recettes de l'État³⁴¹, des préoccupations ont été exprimées quant à l'attribution de permis miniers dans des conditions irrégulières, et les réformes constitutionnelles ont réduit la supervision des contrats miniers, amplifiant ainsi le risque associé³⁴².

Au-delà de la corruption et des détournements potentiels, le trafic de ressources naturelles est historiquement le principal moteur des flux financiers illicites en RCA. Les schémas illicites habituels impliquent le transfert de liquidités à l'intérieur du pays pour financer des achats de minerais, ainsi que la conversion des produits issus du trafic en marchandises importées via de grandes plateformes commerciales telles que Dubaï. Les profits de ces transactions sont souvent réinvestis dans de nouveaux achats de minerais destinés à la contrebande, créant un cycle autoentretenu de commerce et de financement illicites. Dans certains cas, des entités commerciales, dont certains supermarchés à Bangui selon certaines sources, ont été soupçonnés de faciliter certains aspects de ce réseau de blanchiment d'argent fondé sur les échanges commerciaux³⁴³.

Outre la contrebande pure et simple, la sous-facturation des exportations légales de ressources naturelles constitue un autre canal important des flux financiers illicites. En minorant délibérément les valeurs déclarées à l'exportation, les négociants peuvent transférer des fonds à l'étranger, ce qui entraîne des pertes fiscales, des sorties de capitaux non déclarées et, dans certains cas, la réinjection de produits illicites dans l'économie nationale. En 2025, le gouvernement a sous-évalué ses exportations d'or de près de moitié par rapport au prix du marché international, ce qui a permis une sous-facturation massive³⁴⁴. En 2022, la RCA a enregistré un écart cumulé de 62 millions de dollars américains entre les valeurs déclarées des échanges commerciaux, soit 26% du commerce total, témoignant d'importantes pratiques de fausse facturation commerciale³⁴⁵. La même année, les exportations de ressources naturelles, dont l'or, les diamants et le bois, représentaient 76% de la valeur totale des exportations, soulignant la dépendance structurelle de l'économie à des secteurs particulièrement vulnérables aux abus³⁴⁶.

Ces risques sont aggravés par des faiblesses dans le secteur financier formel. L'efficacité limitée des contrôles LBC/FT, conjuguée à des inquiétudes quant à l'intégrité de certains membres du personnel bancaire, crée des opportunités pour que des produits illicites entrent et circulent dans le système bancaire centrafricain³⁴⁷. L'exposition relativement élevée du secteur au secteur public augmente également le risque que des connexions politiques ou des influences informelles puissent affecter indirectement les opérations bancaires³⁴⁸.

Ces faiblesses structurelles peuvent expliquer comment, malgré les sanctions internationales visant le groupe Wagner depuis 2017, plusieurs de ses entités associées – dont Midas Ressources et Diamville – ont maintenu des comptes dans de grandes banques en RCA jusqu'à leur inscription distincte sur la liste des entités sanctionnées des années plus tard, selon des sources du secteur financier³⁴⁹. De tels arrangements suscitent des inquiétudes concernant la gestion éventuelle des produits de ventes illicites d'or et de diamants, ainsi que le risque de transactions en devises étrangères en violation des sanctions.

La controverse autour des cryptomonnaies

L'interaction entre la corruption, les vulnérabilités du secteur extractif, les falsifications des factures commerciales et les faiblesses du secteur financier a créé un environnement propice aux flux financiers illicites. Dans ce contexte, l'émergence d'actifs virtuels tels que le Bitcoin et le Sango Coin ouvre de nouvelles voies aux activités financières illicites et à l'enrichissement indu, en amplifiant potentiellement les risques existants grâce à des transferts transfrontaliers de valeur plus rapides et moins transparents.

En 2022, le président Touadéra a commencé à promouvoir une série d'initiatives liées aux cryptomonnaies. À une époque où le pays traversait de graves difficultés financières et devait s'acquitter de la facture du soutien militaire russe, les cryptomonnaies furent présentées comme une initiative innovante appelée à ouvrir la voie à la prospérité et à la modernisation³⁵⁰. En réalité, les nombreux projets de cryptomonnaies lancés en RCA au cours des trois années suivantes, ont été mis en œuvre de manière défailante, manquaient de garde-fous suffisants et ont ouvert la porte à une exploitation potentielle par des réseaux criminels transnationaux.

Bien que seuls 15,7% de la population de la RCA soient raccordés au réseau électrique³⁵¹, l'État a adopté une nouvelle loi en avril 2022 conférant aux cryptomonnaies le statut de monnaie légale³⁵². Quelques mois plus tard, en juillet 2022, la RCA a commencé à émettre sa propre cryptomonnaie, le Sango Coin³⁵³. Le programme offrait aux étrangers des passeports centrafricains, une e-résidence et des parcelles de terrain en échange de montants variables de Sango Coin détenus sur une période donnée³⁵⁴. Il permettait également aux investisseurs étrangers d'acquérir à moindre coût des parts dans les secteurs minier et forestier³⁵⁵.

Le programme Sango Coin n'a pas atteint ses objectifs et s'est heurté à des obstacles juridiques après que la Cour constitutionnelle a jugé anticonstitutionnelles plusieurs de ses dispositions, notamment celles autorisant l'acquisition de la citoyenneté, de l'e-résidence ou de terrains par le biais des cryptomonnaies³⁵⁶. Le Parlement est également revenu sur sa position initiale, en supprimant, en mars 2023, le statut de monnaie légale accordé aux cryptomonnaies³⁵⁷. Néanmoins, quatre mois plus tard, le Parlement a adopté une nouvelle loi ouvrant la voie à la numérisation et à la commercialisation des ressources naturelles du pays, et notamment les minerais, le carburant, les forêts et les terres agricoles, en permettant aux investisseurs étrangers d'enregistrer des sociétés en ligne et d'acquérir des titres de propriété³⁵⁸.

Avec cette nouvelle législation entrée en vigueur, le président Touadéra a lancé la nouvelle cryptomonnaie volatile \$CAR sur X en février 2025³⁵⁹. Trois mois plus tard, il a signé un décret présidentiel autorisant l'acquisition de concessions foncières d'une durée de 99 ans dans la préfecture de Lobaye au moyen de la cryptomonnaie \$CAR³⁶⁰. Pour acheter des terres en RCA « sans bureaucratie » et « sans délai », les acheteurs ont seulement besoin de \$CAR et d'une adresse électronique³⁶¹. Le président Touadéra a annoncé en octobre 2025 espérer étendre ce programme pour y inclure également des droits miniers³⁶².

Ces projets de cryptomonnaies reflètent un schéma ancien de fragmentation de l'autorité de l'État et de transfert de richesses nationales à des intérêts privés étrangers³⁶³. Dépourvus de supervision étatique et de cadres juridiques solides, conçus et promus par des individus aux parcours controversés, et lancés dans un contexte de violence et d'instabilité extrêmes³⁶⁴, ils exposent également la RCA à des risques majeurs et largement documentés, comme notamment l'extrême volatilité des prix, la criminalité liée aux cryptomonnaies, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'évasion fiscale³⁶⁵. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a mis en garde contre le fait que les cryptomonnaies ouvrent de nouvelles voies aux flux financiers illicites dans les pays en développement³⁶⁶, tandis que le Fonds monétaire international (FMI) a souligné qu'en l'absence de cadres réglementaires et de politiques adaptés, les risques inhérents aux cryptoactifs pourraient s'avérer « désastreux »³⁶⁷.



Conclusion

La RCA est devenue un pôle stratégique de la criminalité organisée, favorisé par la fragilité de l'État, la corruption et les alliances nouées avec des acteurs criminels nationaux et étrangers, notamment le groupe Wagner, désormais de plus en plus institutionnalisé dans le cadre de l'Africa Corps. Ces réseaux exploitent la porosité des frontières et la collusion des autorités étatiques pour contrôler les ressources du pays, tout en renforçant l'influence étrangère et en plaçant l'État dans une relation de dépendance financière pour garantir leur emprise à long terme.

Alors que des partenaires traditionnels comme la France, l'UE et les États-Unis semblent chercher à revitaliser leur engagement auprès du gouvernement centrafricain, y compris dans le secteur de la sécurité, une opportunité se présente d'adopter une approche nouvelle et plus résolue, plaçant la lutte contre la criminalité organisée au cœur des efforts de consolidation de la paix, de gouvernance et de

Un panneau d'affichage représentant le président Touadéra à l'approche de l'élection présidentielle de 2025 en RCA. Le président s'est tourné vers Moscou pour obtenir un appui en matière de sécurité, et tout engagement substantiel visant à lutter contre la criminalité enracinée au sein des structures de l'État doit composer avec la dépendance persistante du pays envers la Russie en tant qu'allié sécuritaire. © Annela Niamolo /AFP via Getty Images



développement, tout en faisant contrepoids aux stratégies qui s'appuient sur la criminalité pour étendre leur influence³⁶⁸. Cependant, tout engagement véritablement significatif doit composer avec l'enracinement profond de la criminalité organisée au sein des structures étatiques et avec la dépendance du pays à l'égard du soutien sécuritaire russe.

Recommandations

Les recommandations suivantes présentent des pistes d'action concrètes permettant aux acteurs régionaux, internationaux et multilatéraux de lutter contre la criminalité organisée intégrée aux structures de l'État et de réduire progressivement la dépendance de la RCA à l'égard des réseaux criminels et mercenaires étrangers.

Lutter contre les répercussions régionales de la criminalité organisée et de la violence

Les réseaux criminels tirent parti de la porosité des frontières, de la corruption, de l'inefficacité de la coopération policière et du manque de partage d'informations sur les réseaux illicites à l'échelle régionale. Afin de promouvoir la paix et la stabilité dans la région, les chefs d'État devraient adopter et entériner, au plus haut niveau politique, une stratégie régionale de lutte contre la criminalité organisée, assortie d'un portage politique clair, de ressources dédiées et d'un mécanisme de mise en œuvre habilité à déployer et à coordonner des instruments d'action transfrontaliers.

La stratégie pourrait prévoir la création de forces opérationnelles conjointes permanentes déployées le long des principaux corridors et opérant dans plusieurs pays sur les grandes routes de trafic – qu'il s'agisse de routes, de voies fluviales, de ports ou d'aéroports – et réunissant les services douaniers, les forces de police et les enquêteurs financiers. Elle pourrait aussi créer une cellule régionale de renseignement sur les marchés illicites, qui travaillerait en collaboration avec des observatoires de la société civile et serait appuyée par le Comité des chefs de police d'Afrique centrale, afin de mettre en place des plateformes de partage de données en temps réel permettant de cartographier les flux, de détecter les anomalies et de déclencher des réponses coordonnées. Les mesures prioritaires devraient comprendre l'harmonisation des législations relatives au trafic illicite, à la criminalité environnementale et aux flux financiers illicites ; le déploiement d'équipes financières transfrontalières chargées de lutter contre le blanchiment de capitaux, la fraude commerciale fondée sur les échanges, la cybercriminalité et les sociétés écrans ; ainsi que la mise en œuvre d'audits fondés sur le principe du « suivi des licences » afin de révoquer les concessions liées à des réseaux criminels. Parmi les autres instruments envisageables figurent un contrôle renforcé des principales plateformes logistiques stratégiques, des mécanismes transfrontaliers protégés de signalement des irrégularités, des tribunaux mobiles spécialisés dans la lutte contre la corruption, ainsi que le conditionnement de l'aide internationale à des progrès mesurables dans le démantèlement des liens entre l'État et les réseaux criminels.

Renforcer la coopération transfrontalière pour endiguer les flux d'armes illicites avec l'appui des acteurs régionaux et des opérations internationales de maintien de la paix

La réduction des flux d'armes illicites exige une action coordonnée entre les forces armées centrafricaines, les acteurs régionaux et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, avec pour objectif de perturber les économies illicites. Si les opérations menées par les FACA et Wagner ont temporairement

limité les activités de trafic des groupes armés, un impact durable dépendra du renforcement de la coopération transfrontalière, notamment par la mise en place de patrouilles conjointes avec le Tchad dans les régions de Moyenne-Sido et de Sarh, avec l'appui de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Le long de la frontière soudanaise, la dégradation de la situation risque d'accroître les flux illicites, ce qui rend indispensable pour la MINUSCA l'établissement de bases temporaires, l'extension des patrouilles conjointes et l'intégration de la lutte contre le trafic d'armes et les autres activités de trafic illicites dans son mandat. À terme, de telles mesures pourraient réduire progressivement le recours aux mercenaires et renforcer les structures de sécurité légitimes.

Promouvoir une gouvernance transparente et équitable des ressources naturelles

Les secteurs des ressources naturelles et de l'énergie en RCA, notamment l'exploitation minière et les importations de carburant, se caractérisent par l'attribution opaque des concessions, des pratiques contractuelles préférentielles, un contrôle limité, la sous-déclaration de la production, ainsi qu'une contrebande généralisée et une évasion fiscale répandue. Ces dynamiques profitent de façon disproportionnée à des acteurs intégrés aux structures de l'État et à des réseaux de criminalité organisée liés au groupe Wagner, ce qui justifie la mise en œuvre de réformes urgentes et ambitieuses, dans lesquelles les bailleurs de fonds devraient jouer un rôle plus actif.

Dans le secteur du carburant, un audit indépendant demandé par le FMI a recommandé l'ouverture du marché à de nouveaux importateurs afin d'améliorer la stabilité de l'approvisionnement et de faire baisser les prix. La mise en œuvre de cette mesure permettrait de limiter considérablement les profits illicites et les rentes injustifiées³⁶⁹. Toutefois, cette recommandation essentielle a jusqu'à présent été ignorée par le gouvernement, soulignant la nécessité d'une pression accrue de la part du FMI, en particulier dans le cadre des futurs décaissements de l'aide budgétaire.

Dans le secteur minier, la transparence reste limitée. Bien que le nouveau code minier impose la publication des contrats – dont un grand nombre sont désormais accessibles par l'intermédiaire de l'ITIE – et exige des titulaires de permis qu'ils déclarent leurs bénéficiaires effectifs³⁷⁰, la RCA manque toujours d'un cadre complet de divulgation publique des bénéficiaires effectifs dans les secteurs minier, pétrolier et forestier³⁷¹. Cette lacune complique les efforts visant à identifier les liens avec des personnes politiquement exposées et des réseaux criminels. De plus, l'obligation d'approbation parlementaire des contrats relatifs aux ressources naturelles n'a toujours pas été rétablie.

Au-delà de ces déficits de transparence, l'un des principaux défis réside dans la protection systématique de certaines sociétés écrans contre les contrôles réglementaires et les régimes fiscaux de droit commun. Les échanges avec les autorités nationales laissent entrevoir une frustration croissante au sein des ministères des Finances et des Mines, même si leur marge de manœuvre reste limitée³⁷².

La mise en œuvre de ces réformes à différents niveaux nécessitera de créer les conditions permettant de mobiliser la société civile, les acteurs de l'opposition et les responsables favorables aux réformes au sein de l'État, afin de constituer une masse critique en faveur du changement. L'UE et les autres bailleurs internationaux peuvent jouer un rôle déterminant grâce à une coopération technique au niveau ministériel et à un engagement durable en faveur de l'ouverture de l'espace civique.

Orienter la réforme du secteur de la sécurité vers la lutte contre la criminalité organisée

Depuis 2021, l'UE et la MINUSCA ont mis fin à leur participation directe à la formation et au contrôle des antécédents des forces de défense nationales de la RCA, tandis que la réforme du secteur de la sécurité s'est orientée vers des processus d'intégration accélérés et opaques placés sous supervision russe³⁷³. Ces processus, caractérisés par le recyclage d'anciens membres des groupes armés au sein des structures étatiques sans procédure transparente de vérification de leurs antécédents, continuent de façonner le paysage sécuritaire, notamment à travers la récente intégration de combattants de l'UPC.

Bien que les missions militaires et civiles de formation de l'UE soient demeurées présentes, leur rôle est passé d'un engagement opérationnel à des fonctions de conseil stratégique et d'appui aux réformes institutionnelles, ce qui soulève des questions quant à leur impact concret³⁷⁴. Réorienter l'engagement de l'UE vers la lutte contre la criminalité organisée constitue une option à la fois réaliste et politiquement pertinente pour approfondir son action dans le pays.

S'attaquer aux économies criminelles liées à la transhumance pourrait constituer un point d'entrée concret. Plutôt que de soutenir des dispositifs de protection du bétail peu encadrés, la mission militaire de formation de l'UE pourrait reprendre et adapter certains éléments des précédentes approches de réforme du secteur de la sécurité à cette fin. Dans le cadre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019, des unités spéciales mixtes de sécurité temporaires avaient rassemblé des forces étatiques préalablement soumises à un contrôle des antécédents et des membres de groupes armés afin de sécuriser les couloirs de transhumance³⁷⁵. S'appuyant sur ce modèle, l'appui de l'UE et de la MINUSCA pourrait se concentrer sur le déploiement d'unités mixtes placées sous l'autorité de l'État, composées de gendarmes et de policiers, opérant dans le cadre de chaînes de commandement clairement définies, avec des procédures rigoureuses de contrôle des antécédents en matière de droits humains et des mandats de protection des civils.

Parallèlement, la sécurisation efficace des corridors doit s'appuyer sur des mécanismes de gouvernance locale, notamment des accords négociés entre éleveurs, agriculteurs et autorités traditionnelles, soutenus par des systèmes d'alerte précoce et de médiation. Des investissements complémentaires dans les infrastructures – tels que des points d'eau, des zones de pâturage et des couloirs de transhumance délimités – contribueraient à réduire la concurrence pour l'accès aux ressources et à consolider les acquis en matière de sécurité.³⁷⁶

Outre la transhumance, une approche de la réforme du secteur de la sécurité centrée sur la lutte contre la criminalité pourrait également prévoir le renforcement des organismes spécialisés chargés de l'application de la loi. La mission civile de l'UE fournit déjà un appui stratégique aux acteurs de la sécurité intérieure et pourrait accorder une priorité accrue à la lutte contre la fraude et à la surveillance des économies illicites. Dans le secteur minier, l'unité spéciale anti-fraude du ministère des Mines constitue déjà une structure susceptible de servir de point d'appui. En revanche, le secteur du carburant manque d'un dispositif comparable et ne compte qu'un comité de lutte contre la fraude faiblement institutionnalisé, ce qui met en évidence un besoin manifeste de renforcement institutionnel soutenu par les bailleurs de fonds³⁷⁷. Par ailleurs, la cellule nationale de traitement des informations financières de la RCA reste sous-dotée en ressources, ce qui limite sa capacité à lutter contre les flux financiers illicites³⁷⁸.

Concentrer l'engagement de l'UE sur ces domaines – la sécurisation des corridors de transhumance et le renforcement des institutions spécialisées dans la lutte contre la fraude – constituerait un moyen concret de s'attaquer à la criminalité organisée. Cette approche permettrait également de démontrer

la pertinence durable de l'engagement européen sur le terrain, tout en proposant une alternative aux dispositifs sécuritaires placés sous l'égide de la Russie.

Renforcer la pression financière internationale sur les réseaux et leurs facilitateurs

Les entreprises liées au groupe Wagner en RCA n'opèrent pas de manière isolée. Ce rapport met en évidence des réseaux d'entreprises implantés dans les pays voisins et dans des places commerciales internationales qui facilitent l'acheminement de ressources, notamment de carburant, vers les forces de Wagner et les sociétés affiliées, tout en permettant la commercialisation et l'exportation de matières premières, en particulier l'or, extraites par ces entités.

L'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis devraient ainsi étendre rapidement leurs sanctions financières à ces entités de soutien. Parallèlement, ils devraient exercer des pressions diplomatiques sur les gouvernements concernés pour mettre en œuvre leurs régimes nationaux de sanctions à l'encontre des entreprises déjà inscrites sur des listes de sanctions internationales.

Outre les acteurs économiques concernés, les autorités chargées des sanctions devraient envisager d'inscrire sur leurs listes de sanctions les aéronefs immatriculés en RCA mais exploités par le groupe Wagner ou pour son compte. De telles mesures interdiraient la fourniture de services à ces appareils et limiteraient leur accès à l'espace aérien des États appliquant ces sanctions. Elles enverraient par ailleurs un signal politique clair au gouvernement centrafricain quant à la nécessité de mettre un terme à l'utilisation abusive de son registre aéronautique comme pavillon de complaisance pour des livraisons illicites de matériel militaire en violation des sanctions, à l'instar des pratiques observées au sein de la « flotte fantôme » russe.

Les autorités nationales pourraient également mobiliser d'avantage les associations professionnelles et les institutions financières de leur pays afin de décourager toute relation commerciale avec les entités sanctionnées. Au Cameroun, par exemple, l'Union des consignataires et armateurs a déjà appelé ses membres à redoubler de vigilance à la suite de l'inscription par les États-Unis, en septembre 2023, de la société Wood International Group sur leur liste de sanctions, en les avertissant des risques juridiques et de l'exposition potentielle à des sanctions³⁷⁹. Enfin, une coordination renforcée des sanctions aux niveaux régional et international reste indispensable pour perturber les réseaux transnationaux de Wagner, qui ont permis à cette entreprise criminelle de perdurer en RCA.

Assurer la responsabilité pénale pour les exactions liées à Wagner

Si les sanctions internationales visant les entreprises liées à Wagner témoignent de la désapprobation de la communauté internationale et perturbent certains flux financiers à court terme, des mesures judiciaires supplémentaires sont nécessaires pour répondre à l'ensemble des exactions commises – des crimes de guerre et violations des droits humains au pillage systématique des ressources naturelles. Ces actes sont imputables aux dirigeants de Wagner, aux responsables des entreprises qui lui sont affiliées ainsi qu'aux facilitateurs politiques qui les soutiennent, et sont réprimés par le droit centrafricain.

Le traitement effectif de ces affaires par la Cour pénale spéciale, une juridiction hybride créée en 2015 en RCA, par la Cour pénale internationale (CPI) et par d'autres juridictions occidentales compétentes en matière de crimes internationaux est essentiel, en particulier pour les crimes présentant une dimension transfrontalière ou bien lorsque l'action de la justice nationale est entravée. Le cas de Hassan Bouba, qui a échappé à l'exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale spéciale³⁸⁰, met en lumière les limites du

système actuel et souligne l'urgence de renforcer les mécanismes d'exécution des décisions judiciaires et de déferer à la CPI les affaires les plus sensibles, d'autant plus que la Cour pénale spéciale risque de fermer ses portes faute de financements suffisants³⁸¹.

Parallèlement, la création d'une commission d'enquête, placée sous l'égide de l'ONU ou soutenue par des États volontaires, pourrait permettre de documenter de manière systématique les violations, de recueillir des éléments de preuve recevables en justice et de soutenir les procédures judiciaires. Une telle commission fournirait une base probatoire solide pour les poursuites et renforcerait l'action des juridictions nationales et internationales.



Notes

- 1 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 2 International Peace Information Services (IPIS), *Mapping artisanal mining sites in the Western Central African Republic*, US Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international, USAID), novembre 2019, https://ipisresearch.be/mapping/webmapping/resources/img_publications/AMPR_IPIS_ASM_Mapping_Western_CAR_English.pdf.
- 3 Agence Fides, Afrique/Afrique centrale – ‘Armed groups control almost 80% of the territory and threaten our future,’ *denounce the bishops*, 7 septembre 2020, http://www.fides.org/en/news/68584-AFRICA_CENTRAL_AFRICA_Armed_groups_control_almost_80_of_the_territory_and_threaten_our_future_denounce_the_Bishops; The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group’s blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>; Rapports du Groupe d’experts des Nations Unies sur la RCA, 2014–2021, <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/central-african-republic>.
- 4 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l’Université des Nations Unies, 2025, https://collections.unu.edu/eserv/UNU:10172/Organized_Crime_and_Conflict_in_CAR.pdf.
- 5 The Sentry, *Fear, Inc.: War profiteering in the Central African Republic and the bloody rise of Abdoulaye Hissène*, Novembre 2018, https://thesentry.org/wp-content/uploads/2018/11/FearInc_TheSentry_Nov2018-web.pdf.
- 6 UN News, *UN sends Gabon peacekeepers home from Central African Republic, following abuse allegations*, 15 septembre 2021, <https://news.un.org/en/story/2021/09/1100032>; UN, *MINUSCA investigates on allegations against peacekeepers*, 15 juillet 2016, <https://minusca.unmissions.org/en/minusca-investigates-allegations-against-peacekeepers>.
- 7 MINUSCA, Fiche d’information sur les opérations de maintien de la paix de l’ONU, <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusca>; Radio Ndeke Luka, Centrafrique : le contingent portugais de la Minusca visé par une enquête de sa hiérarchie, 10 novembre 2021, <https://www.radiondekeluka.org/37717-centrafrique-le-contingent-portugais-de-la-minusca-vise-par-une-enquete-de-sa-hierarchie>; VOA Africa, Enquête de l’ONU sur un Casque bleu soupçonné de trafic de munitions en Centrafrique, 14 avril 2018, <https://www.voaafrica.com/a/enquete-de-l-onu-sur-un-casque-bleu-soupconne-de-traffic-de-munitions-en-centrafrique/4348170.html>; Enrica Picco et Thierry Vircoulon, La MINUSCA en Centrafrique: Les casques bleus impopulaires, mars 2022, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/picco_vircoulon_minusca_centrafrique_2022.pdf.
- 8 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group’s blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 9 Nathalia Dukhan, *State of prey: Proxies, predators, and profiteers in the Central African Republic*, The Sentry, octobre 2020, <https://thesentry.org/reports/state-of-prey>; Atlantic Council, *Central African Republic: Ground zero for Russian influence in Central Africa*, 22 octobre 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/central-african-republic-ground-zero-for-russian-influence-in-central-africa>.

- 10 Atlantic Council, *Central African Republic: Ground zero for Russian influence in Central Africa*, 22 octobre 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/central-african-republic-ground-zero-for-russian-influence-in-central-africa>.
- 11 Jeune Afrique et AFP, Centrafrique : Bangui sous tension après l'offensive des rebelles, 13 janvier 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1104525/politique/centrafrique-bangui-sous-tension-apres-loffensive-des-rebelles>.
- 12 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *CAR: Experts alarmed by government's use of 'Russian trainers', close contacts with UN peacekeepers*, 31 mars 2021, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/03/car-experts-alarmed-governments-use-russian-trainers-close-contacts-un>.
- 13 Nathalia Dukhan, Ruben De Koning et Zobel Behalal, *Captured riches: The message in CAR's disappearing diamond*, GI-TOC, 24 octobre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/central-african-republic-disappearing-diamond>.
- 14 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 15 Département du Trésor des États-Unis, *Treasury sanctions Russian proxy Wagner Group as a transnational criminal organization*, 26 janvier, 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>.
- 16 Entretiens avec plusieurs sources, Bangui, 2025.
- 17 Données du ministère des Mines de la RCA pour la période 2020-2025, examinées par le GI-TOC.
- 18 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2507 (2020)*, S/2020/662, 8 juillet 2020, <https://digitallibrary.un.org/record/3871727?v=pdf>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, <https://digitallibrary.un.org/record/3930373?v=pdf>.
- 19 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 10 mai 2024, <https://unu.edu/publication/organized-crime-and-conflict-central-african-republic>.
- 20 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>.
- 21 RFI, *Rebel groups in CAR lay down their arms as new peace deal begins*, 11 juillet 2025, <https://www.rfi.fr/en/africa/20250711-central-african-republic-armed-groups-3r-and-upc-officially-dissolved-as-peace-agreement-enacted>.
- 22 Albert Amougou, Centrafrique: 36 étrangers expulsés pour exploitation aurifère illégale, Ecomatin, 13 février 2026, <https://ecomatin.net/centrafrique-36-etrangers-expulses-pour-exploitation-aurifere-illegale>; Radio Ndeke Luka, En Centrafrique, la Chine déconseille ses ressortissants de fréquenter les chantiers miniers, 24 novembre 2025, <https://www.radiodekeluka.org/93550-en-centrafrique-la-chine-deconseille-ses-ressortissants-de-frequer-les-chantiers-miniers>.
- 23 Entretiens avec plusieurs sources, 2025.
- 24 Eromo Egbejule, *Rwanda and Russia look to lock in influence as CAR president eyes third term*, The Guardian, 13 juillet 2025, <https://www.theguardian.com/world/2025/jul/13/rwanda-russia-influence-car-central-african-republic-president-election-third-term>.
- 25 Programme des Nations Unies pour le développement, *Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2025*, 17 octobre 2025, <https://hdr.undp.org/content/2025-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>.
- 26 Programme des Nations Unies pour le développement, *Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2025*, 17 octobre 2025, <https://hdr.undp.org/content/2025-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>; Banque mondiale, *Taux de pauvreté au seuil de 3,00 dollars par jour (PPA 2021) (% de la population)* https://data360.worldbank.org/en/indicator/WB_WDI_SI_POV_DDAY.
- 27 ACLED, Informations sur la République centrafricaine, <https://acleddata.com/platform/explorer>.
- 28 Le nombre de victimes civiles signalées en 2025 n'est surpassé que par celui enregistré en 2021, lors de la violente campagne contre-insurrectionnelle menée par le gouvernement. ACLED, *Données sur les victimes signalées, les victimes civiles et les incidents visant des civils, 2016-2026*; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>; Global Centre for the Responsibility to Protect, *Central African Republic*, 14 novembre 2025, <https://www.globalr2p.org/countries/central-african-republic>; ACLED, *Africa overview: March 2025*, 7 mars 2025, <https://acleddata.com/update/africa-overview-march-2025>.
- 29 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>; Global Centre for the Responsibility to Protect, *Central African Republic*, 14 novembre 2025, <https://www.globalr2p.org/countries/central-african-republic>; ACLED, *Africa overview: March 2025*, 7 mars 2025, <https://acleddata.com/update/africa-overview-march-2025>.
- 30 Conseil de sécurité de l'ONU, *Résolution 2127 (2013) adopté par le Conseil de sécurité lors de sa 7072e assemblée*, 5 décembre 2013, [https://docs.un.org/en/S/RES/2127%20\(2013\)](https://docs.un.org/en/S/RES/2127%20(2013)).

- 31 Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, <https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/2745/resolutions>.
- 32 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648* (2022), S/2023/87, 10 février 2023, par. 38 et 39, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 33 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648* (2022), S/2023/360, 18 mai 2023, annexe 26, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536* (2020), S/2021/569, 25 juin 2021, annexe 3.16, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 34 Ladd Serwat, Héni Nsaibia et Nichita Gurcov, *Moving out of the shadows: Shifts in Wagner Group operations around the world*, ACLED, 2 août 2023, <https://acleddata.com/report/moving-out-shadows-shifts-wagner-group-operations-around-world>.
- 35 Ibid.
- 36 ACLED, Données sur les événements en République centrafricaine, <https://acleddata.com/conflict-data/download-data-files>.
- 37 Ladd Serwat, Héni Nsaibia, Vincenzo Carbone et Timothy Lay, *Wagner Group operations in Africa: Civilian targeting trends in the Central African Republic and Mali*, ACLED, 30 août 2022, <https://acleddata.com/report/wagner-group-operations-africa-civilian-targeting-trends-central-african-republic-and-mali>.
- 38 Le Monde, *Video investigation: Documents reveal Wagner's lies in the Central African Republic*, 18 juin 2023, https://www.lemonde.fr/en/international/video/2023/06/18/video-investigation-documents-reveal-wagner-s-lies-in-the-central-african-republic_6033533_4.html.
- 39 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2454* (2019), S/2019/608, 30 juillet 2019, annexe 6.1, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_608.pdf; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536* (2020), S/2021/569, 25 juin 2021, par. 68, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>; Interfax, *Russia sends military instructors to CAR, notifies UN – Foreign Ministry*, 22 décembre 2020, https://www.interfax-russia.ru/military/news_eng/355891; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury sanctions Russian proxy Wagner Group as a transnational criminal organization*, 26 janvier 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>.
- 40 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536* (2020), S/2021/569, 25 juin 2021, par. 65, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 41 Patrick Kenyette, *Russia donates BRDM-2 armoured vehicles to the Central African Republic*, Military Africa, 20 octobre 2020, <https://www.military.africa/2020/10/russia-donates-brdm-2-armoured-vehicles-to-the-central-african-republic>; Defence Web, *Mi-8 and Mi-24 helicopters delivered to Central African Republic*, 26 mai 2021, <https://defenceweb.co.za/aerospace/aerospace-aerospace/mi-8-and-mi-24-helicopters-delivered-to-central-african-republic>; Sprinter Press, *X post*, 31 March 2024, <https://x.com/SprinterObserve/status/1774411759438152165/video/2>; Corbeau News, *RCA : les BRDM2 en Centrafrique, une bonne idée?*, 28 octobre 2020, <https://corbeaunews-centrafrique.org/rca-les-brdm2-en-centrafrique-une-bonne-idee>.
- 42 Images satellites de Google Earth, 27 avril 2023.
- 43 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648* (2022), S/2023/360, 18 mai 2023, par. 103, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 44 Corbeau News, *Centrafrique : quand Wagner transforme ses hélicoptères en taxis du pillage à Bozoum*, 24 février 2025, <https://corbeaunews-centrafrique.org/centrafrique-quand-wagner-transforme-ses-helicopteres-en-taxis-du-pillage-a-bozoum>; TVP World, *Publication sur Facebook*, 15 décembre 2025, <https://www.facebook.com/tvpworldcom/posts/an-unusual-air-service-is-taking-shape-in-central-africa-as-russian-mercenaries-/1481928327269155>.
- 45 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648* (2022), S/2023/87, 10 février 2023, par. 45, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf; Espada & Escudo, *Publication sur Facebook*, 24 mai 2025, <https://www.facebook.com/EspadaEscudoPortugal/posts/c-130-da-força-aérea-portuguesa-em-missão-logística-junto-da-força-destacada-nac/711220508123300>; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury sanctions Russian proxy Wagner Group as a transnational criminal organization*, 26 janvier 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>.
- 46 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648* (2022), S/2023/360, 18 mai 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>; entretien avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 47 Feit of Fake, *The US destroyed a Wagner used Il-18 aircraft in Libya*, 30 avril 2023, <https://feitoffake.wordpress.com>.

- com/2023/04/30/the-us-destroyed-a-wagner-used-il-18-aircraft-in-libya.
- 48 Dada Lyndell, *Wagner chief Prigozhin is dead, but Wagner-linked planes are still flying to Africa*, *The Insider*, 7 février 2024, <https://theins.ru/en/society/268960>; entretiens avec des sources diplomatiques, novembre–décembre 2024.
- 49 Entretien avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 50 Le Monde, *Video investigation: Documents reveal Wagner's lies in the Central African Republic*, 18 juin 2023, https://www.lemonde.fr/en/international/video/2023/06/18/video-investigation-documents-reveal-wagner-s-lies-in-the-central-african-republic_6033533_4.html.
- 51 Sprinter Press, publication sur X, 31 mars 2024, <https://x.com/SprinterObserve/status/1774411759438152165/video/2>; Grey Zone, publication sur Telegram, 5 janvier 2023, https://t.me/grey_zone/16483.
- 52 Entretiens avec des sources locales et diplomatiques, février 2025.
- 53 Publication sur X, 20 novembre 2024, <https://x.com/fabsenbln/status/1859326988218933688>.
- 54 Suivi des avions sur Flightradar24, <https://www.flightradar24.com>.
- 55 L'Africa Corps est l'organisation ayant succédé au groupe Wagner et placée sous l'autorité du ministère russe de la Défense. Contrairement à la situation en Afrique de l'Ouest, Wagner maintient sa présence et poursuit ses opérations traditionnelles en RCA.
- 56 Échanges avec des sources de la société civile et des sources du secteur de la sécurité, novembre 2024.
- 57 Agenzia Nova, Sudan, *US press: Russia has offered heavy weapons to General Dagalo*, 21 avril 2023, <https://www.agenzianova.com/en/news/sudan-stampa-usa-la-russia-ha-offerto-armi-pesanti-al-generale-dagalo>.
- 58 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2454 (2019)*, S/2019/930, 14 décembre 2019, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_930_e.pdf; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2676 (2023)*, S/2024/65, 15 janvier 2024, par. 50–51, <https://docs.un.org/en/S/2024/65>.
- 59 Entretiens avec des sources diplomatiques et des sources locales de la société civile, novembre–décembre 2024.
- 60 Analyse d'images vidéo reçues d'une source confidentielle; Corbeau News, Centrafrique : quand un général soudanais du FSR menace Touadéra et promet d'atteindre Bangui, 24 février 2025, <https://corbeau-news-centrafrique.org/centrafrique-quand-un-general-soudanais-du-fsr-menace-touadera-et-promet-datteindre-bangui>; Darfur 24, *Russian forces penetrate Sudan and expel police and employees*, 4 janvier 2026, <https://www.darfur24.com/2026/01/04/ت-اوق-ل-درطت-و-نادوس-ال-ل-خ-اد-ل-غوت-ت-ة-سي-سور>.
- 61 Les images vidéo sont en possession de la GI-TOC.
- 62 Rencontre avec des sources de la société civile au Darfour, janvier 2026.
- 63 Moïse Banafio, *Création d'une nouvelle base arrière des rebelles soudanais du FSR au nord de la Centrafrique*, Corbeau News, 26 janvier 2026, <https://corbeau-news-centrafrique.org/creation-dune-nouvelle-base-arriere-des-rebelles-soudanais-du-fsr-au-nord-de-la-centrafrique>.
- 64 Chief Bisong Etahoben, *Russian helicopter bombs mining site, kills 2 workers In Central African Republic*, HumAngle Media, 10 janvier 2022, <https://humanglemedia.com/russian-helicopter-bombs-mining-site-kills-2-workers-in-central-african-republic>.
- 65 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques, novembre 2024.
- 66 Africa Press, *Bombardement aérien de Wagner sur les sites miniers de Koki*, 28 octobre 2023, <https://www.africa-press.net/centrafricaine/politique/bombardement-aerien-de-wagner-sur-les-sites-miniers-de-koki-un-general-du-mpc-tue>.
- 67 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques et des sources diplomatiques, octobre 2024.
- 68 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 69 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 70 Ces stocks comprenaient généralement des armes allant des fusils d'assaut modernes, pistolets, RPG et mitrailleuses aux armes artisanales et de chasse de fabrication locale.
- 71 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques, des sources diplomatiques et des représentants de la société civile, 2025.
- 72 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, annexe 25, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>; Africa Defence Forum, *Fears of rebellion rising in southeast CAR*, 10 février 2026, <https://adf-magazine.com/2026/02/fears-of-rebellion-rising-in-southeast-car>.
- 73 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 74 Africa Initiative, *Chad and CAR agree to establish a joint border force*, 24 octobre 2024, <https://afrinz.ru/en/2024/10/chad-i-czar-dogovorilis-o-sozdanii-sovmestnyh-pogranichnyh-sil>.

- 75 GI-TOC, *3R rebel group in the Central African Republic loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry points for state intervention*, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 76 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>.
- 77 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, par. 81, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>.
- 78 Entretiens avec des sources sécuritaires de RCA et des acteurs armés non étatiques, octobre–décembre 2024.
- 79 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 2025, https://collections.unu.edu/eserv/UNU:10172/Organized_Crime_and_Conflict_in_CAR.pdf.
- 80 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2693 (2023)*, S/2024/444, 10 juin 2024, par. 40–41, <https://docs.un.org/en/s/2024/444>.
- 81 Ibid.
- 82 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques, janvier–juin 2025.
- 83 RFI, *Rebel groups in CAR lay down their arms as new peace deal begins*, 11 juillet 2025, <https://www.rfi.fr/en/africa/20250711-central-african-republic-armed-groups-3r-and-upc-officially-dissolved-as-peace-agreement-enacted>.
- 84 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques, janvier–juin 2025.
- 85 Rapport confidentiel. Depuis mi-2024, le MPC renégocie son retour à l'accord de paix de 2019 et a signé un accord distinct avec le gouvernement en novembre 2025.
- 86 Rapport confidentiel; entretien avec un spécialiste des groupes armés, 25 novembre 2025.
- 87 Conseil de sécurité de l'ONU, Haroun Gaye, 17 décembre 2015, <https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/2745/materials/summaries/individual/haroun-gaye>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, par. 31, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 88 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, par. 31, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 89 Corbeau News, Flash info : le général Arda Hakouma, chef militaire du MDRPC, arrêté par les forces tchadiennes, 5 janvier 2025, <https://corbeaunews-centrafrique.org/flash-info-le-general-arda-hakouma-chef-rebelle-centrafricain-arrete-par-les-forces-tchadiennes>;
- Correspondance avec un représentant de la société civile, 7 février 2025.
- 90 Antoine Rolland, *CAR rebel chief Noureddine Adam seeks to rally dissident groups in country's north*, Africa Intelligence, 6 septembre 2022, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2022/09/06/car-rebel-chief-noureddine-adam-seeks-to-rally-dissident-groups-in-country-s-north,109810026-eve>.
- 91 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 11, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 92 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/87, 10 février 2023, par. 37, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 93 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 106, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 94 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/87, 10 février 2023, par. 37, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf; correspondance avec un représentant du groupe 3R, novembre 2024.
- 95 Corbeau News, Centrafrique : à Ndélé, le quartier Sara bouclé par les hommes de Wagner, 24 janvier 2023, <https://corbeaunews-centrafrique.org/centrafrique-a-ndele-le-quartier-sara-boucle-par-les-hommes-de-wagner>.
- 96 Radio Ndeke Luka, Centrafrique : un drone intercepté et détruit dans le ciel de Kaga-Bandoro par les soldats russes, 17 janvier 2024, <https://www.radiondekeluka.org/63067-centrafrique-un-drone-intercepte-et-detruit-dans-le-ciel-de-kaga-bandoro-par-les-soldats-russes>.
- 97 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques, novembre–décembre 2024; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 107–112, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>; entretien avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 98 Entretien avec une source diplomatique, novembre 2024; Afrique Media, Les forces gouvernementales neutralisent un drone français à Moyenne-Sido, 18 mars 2024, <https://afriquemediatv/2024/03/18/les-forces-gouvernementales-neutralisent-un-drone-francais-a-moyenne-sido>.
- 99 Correspondance avec des acteurs armés non étatiques, novembre 2024.

- 100 Entretiens avec des sources diplomatiques et des acteurs armés non étatiques, novembre et décembre 2024.
- 101 Interpol, *Illicit flows of explosives in Central Africa*, mars 2023, <https://www.interpol.int/content/download/19479/file/Illicit%2520flows%2520of%2520explosives%2520in%2520Central%2520Africa.pdf&ved=2ahUKEwjo6qq1osSRAXXbwzIHHYcfAGoQFnoECBYQAQ&usg=AOvVaw0XsN6zz60umP4A9I9-f9Vn>.
- 102 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/87, 10 février 2023, par. 29, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 103 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2693 (2023)*, S/2024/444, 10 juin 2024, par. 94–98, <https://docs.un.org/en/s/2024/444>; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Central African Republic: Overview of incidents affecting humanitarian workers*, 10 janvier 2022, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-overview-incidents-affecting-28>.
- 104 Entretien avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 105 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2693 (2023)*, S/2024/444, 10 juin 2024, par. 94, <https://docs.un.org/en/s/2024/444>.
- 106 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2693 (2023)*, S/2024/444, 10 juin 2024, par. 94, <https://docs.un.org/en/s/2024/444>.
- 107 Entretien avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 108 Entretiens avec des acteurs armés non étatiques et des sources diplomatiques, novembre–décembre 2024.
- 109 OCHA, *Central African Republic: Humanitarian profile, Bocaranga Sub-Prefecture mars 2024*, 3 mai 2024, <https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic/central-african-republic-humanitarian-profile-bocaranga-sub-prefecture-march-2024>.
- 110 236 Magazine, publication Facebook, 3 mai 2021, <https://www.facebook.com/236Magazine/posts/zone-de-la-nana-mambéréune-mine-a-été-retrouvée-entre-les-villes-de-niem-et-kolo/839505010108362>.
- 111 Jack Losh, *Central African Republic war: No-go zones and Russian meddling*, BBC, 23 septembre 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-58641124>.
- 112 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/87, 10 février 2023, annexe 12, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_87.pdf.
- 113 Publication Telegram, 19 juillet 2024, <https://t.me/officersunion/753>.
- 114 Lydia Minich, *From Wagner to the African Corps: Moscow's fundamental shift in the Central African Republic*, Jason Institute, 1er mars 2026, <https://jasoninstitute.com/from-wagner-to-the-african-corps-moscows-fundamental-shift-in-the-central-african-republic>.
- 115 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 116 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/385, 15 juin 2025, <https://docs.un.org/en/S/2025/385>.
- 117 Agence Ecofin, Centrafrique: Rochefort International s'offre Total Centrafrique qui devient TransAfricaMarket Oil, 30 août 2023, <https://www.agenceecofin.com/compagnies/3008-111250-centrafrique-rochefort-international-s-offre-total-centrafrique-qui-devient-transafricamarket-oil>; Cameroun Actuel, Le camerounais Antoine Ndzengue membre du conseil d'administration de Tamoil RCA (exTotal RCA), 31 août 2023, <https://camerounactuel.com/le-camerounais-antoine-ndzengue-membre-du-conseil-dadministration-de-tamoil-rca-ex-total-rca>.
- 118 Oubangui Médias, Centrafrique: Total Energies avait-elle piégé son successeur Tamoil ?, 19 juin 2024, <https://oubanguimedias.com/2024/06/19/centrafrique-total-energies-avait-elle-piege-son-successeur-tamoil>; Prince Wilfried Nzapaoko, Le Groupe Neptune signe une convention pour le ravitaillement en carburant, Ndjono Sango, 1er octobre 2023, <https://ndjonisango.com/2023/10/01/rca-le-groupe-neptune-signe-une-convention-pour-le-ravitaillement-en-carburant/>; Groupe de Travail de la Société Civile sur la Crise Centrafricaine, La mafia dans le secteur pétrolier en République Centrafricaine, septembre 2024, <https://www.scribd.com/document/855789580/GTSC-Lamafia-dans-le-secteur-petrolier-en-RCA>.
- 119 Réunion avec des acteurs du secteur des carburants, Bangui, mai 2025; Samy Gad, Pénurie du carburant en Centrafrique: Antoine Ndzengue au centre de la crise entre le Gouvernement Touadéra et les Français TotalÉnergies/ Tamoil, Ripostes, 11 juin 2024, <https://ripostescm.net/penurie-du-carburant-en-centrafrique-antoine-ndzengue-au-centre-de-la-crise-entre-le-gouvernement-touadere-et-les-francais-totalenergies-tamoil>; Africa News, *Bangui announces temporary requisition of country's fuel distributor Tamoil*, 13 août 2024, <https://www.africanews.com/2024/06/06/bangui-announces-temporary-requisition-of-countrys-fuel-distributor-tamoil>.

- 120 Africa Intelligence, *Tamoil petrol stations taken over as CAR's fuel crisis continues*, 10 juin 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/06/10/tamoil-petrol-stations-taken-over-as-car-s-fuel-crisis-continues,110245834-art>.
- 121 Africa Intelligence, *Touadera picks team of loyalists to run referendum campaign*, 22 juin 2023, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2023/06/22/touadera-picks-team-of-loyalists-to-run-referendum-campaign,109996571-art>; Africa Intelligence, *Sani Yalo, number one financial backer for Touadera's re-election campaign*, 8 avril 2025, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2025/04/08/sani-yalo-number-one-financial-backer-for-touadera-s-re-election-campaign,110410505-art>; Africa Intelligence, *Les opportunes réquisitions des stations de Tamoil sur fond de crise des carburants*, 13 décembre 2024, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/06/10/les-opportunes-requisitions-des-stations-de-tamoil-sur-fond-de-crise-des-carburants,110245228-art>. Deux stations supplémentaires appartenant à la Société Africaine de Recherche Pétrolière et Distribution, un distributeur agréé en République centrafricaine dont le siège social se trouve en République du Congo, ont également été saisies. Voir lettre de réquisition du Ministère de l'Énergie No 0322/MDERH/DIRCAB.24, 5 juin 2025, https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02Fvj2i1XtEZTNCy71TgzDmNeyZws4trc5umj7rWVAisn9HQ6ToDhfQsdQTmtTKFcql&id=100070764372133; Ministère de l'Énergie, *Lettre de réquisition No 0459/MDERH/DIRCAB.24*, 18 juillet 2024, <https://www.facebook.com/photo/?fbid=508485174853624&set=pcb.508485211520287>; Africa Intelligence, *Tamoil petrol stations taken over as CAR's fuel crisis continues*, 10 juin 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/06/10/tamoil-petrol-stationstaken-over-as-car-s-fuel-crisis-continues,110245834-art>.
- 122 Le statut de société non résidente de l'entreprise, qui n'a toujours pas été réglé, a davantage compromis le recouvrement de l'impôt. Voir : GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 123 Entretien avec un responsable du ministère de l'Énergie, juin 2025.
- 124 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 125 CPCS, *Audit des éléments constitutifs de la structure des prix des produits pétroliers en RCA*, 21 octobre 2025, document non publié archivé par la GI-TOC.
- 126 Ibid.
- 127 Export Genius, *données relatives aux expéditions et aux douanes extraites entre avril et novembre 2025*, <https://www.exportgenius.com>.
- 128 Les procédures de dédouanement des marchandises à destination de la RCA peuvent être engagées et menées à bien directement à Douala via le Guichet unique de Douala (GUCE) dans le cadre d'un régime de transit spécial appelé Transit CEMAS (T1 ou T11); entretien avec un opérateur commercial du secteur du carburant et un responsable du ministère de l'Énergie, juin 2025; Africa Intelligence, *Le négociant camerounais Neptune Oil sur la sellette*, 29 mai 2024, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/05/29/le-negociant-camerounais-neptune-oil-sur-la-sellette,110241478-art>.
- 129 Entretien avec un opérateur commercial du secteur du carburant et un responsable du ministère de l'Énergie, juin 2025; Africa Intelligence, *Le négociant camerounais Neptune Oil sur la sellette*, 29 mai 2024, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/05/29/le-negociant-camerounais-neptune-oil-sur-la-sellette,110241478-art>; FMI, *Reforming the Central African Republic's fuel pricing regime for sustainable development*, 2 mai 2023, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/156/article-A003-en.xml>.
- 130 En 2024, le gouvernement a contraint la MINUSCA – dont la consommation représentait un quart de la demande nationale – à s'approvisionner en carburant auprès de Neptune Oil à des prix gonflés. Cette situation a été critiquée par les États-Unis lors d'une séance d'information du Conseil de sécurité en juin 2024, au motif qu'elle compromettrait la capacité opérationnelle de la mission; elle a été qualifiée de violation de l'accord sur le Statut des forces par un représentant de la mission. Mission des États-Unis auprès des Nations Unies, *Déclarations lors d'une réunion d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la République centrafricaine*, 26 juin 2025, <https://usun.usmission.gov/remarks-at-a-un-security-council-briefing-on-the-central-african-republic-5>; Africa Intelligence, *Emirati oil company Tristar gets green light to supply commercial airlines*, 11 octobre 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/10/11/emirati-oil-company-tristar-gets-green-light-to-supply-commercial-airlines,110316182-bre>.
- 131 CPCS, *Audit des éléments constitutifs de la structure des prix des produits pétroliers en RCA*, 21 octobre 2025, document non publié archivé par la GI-TOC.
- 132 Entretiens avec des experts internationaux du commerce des carburants, 2025.

- 133 Données douanières de la RCA pour la période 2018–2024, consultées par la GI-TOC.
- 134 Entretien avec un responsable du ministère de l'Énergie, juin 2025.
- 135 Entretiens avec des opérateurs du secteur des carburants, des opérateurs commerciaux et des responsables gouvernementaux, 2025.
- 136 Ibid; GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 137 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 138 Lou Osborn et Dimitri Zufferey, Wagner: Enquête au cœur du système Prigojine, Faubourg, 2023; entretien avec un expert international, 2025.
- 139 Entretiens avec des experts internationaux du commerce des carburants, 2025; Export Genius, données relatives aux expéditions et aux douanes extraites entre avril et août 2025, <https://www.exportgenius.com>.
- 140 Export Genius, données relatives aux expéditions et aux douanes extraites entre avril et août 2025, <https://www.exportgenius.com>; Groupe de Travail de la Société Civile sur la Crise Centrafricaine, La mafia dans le secteur pétrolier en République Centrafricaine, septembre 2024, <https://www.scribd.com/document/855789580/GTSC-Lamafia-dans-le-secteur-petrolier-en-RCA>; entretiens avec des opérateurs du secteur pétrolier à Bangui, 2025.
- 141 Export Genius, données relatives aux expéditions et aux douanes extraites entre avril et août 2025, <https://www.exportgenius.com>.
- 142 GI-TOC, *Up in smoke: How fuel in the CAR became a weapon of war and a source of criminal wealth*, 6 novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth>.
- 143 Kasper Agger, *Behind the headlines: Drivers of violence in the Central African Republic*, Enough Project, 1er mai 2014, <https://enoughproject.org/reports/behind-headlines-drivers-violence-central-african-republic>.
- 144 Le Tambourin, Beleko n'est pas tombé, mais Bangui risque de payer le lourd tribut dans les jours à venir, 24 janvier 2023, <https://le-tambourin.over-blog.com/2023/01/beleko-n-est-pas-tombe-mais-bangui-risque-de-payer-le-lourd-tribut-dans-les-jours-a-venir.html>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 145 Le Tambourin, Beleko n'est pas tombé, mais Bangui risque de payer le lourd tribut dans les jours à venir, 24 janvier 2023, <https://le-tambourin.over-blog.com/2023/01/beleko-n-est-pas-tombe-mais-bangui-risque-de-payer-le-lourd-tribut-dans-les-jours-a-venir.html>.
- 146 Entretien avec un acteur armé non étatique et des acteurs du commerce de carburant, 2025.
- 147 African Security Analysis, *Security situation in the Central African Republic*, 7 mars 2025, <https://www.africansecurityanalysis.com/updates/security-situation-in-the-central-african-republic>.
- 148 Ministère de l'Énergie, L'Arrêté no 035/MFB/DIRCAB.24 du 14 juin 2024 Fixant les modalités de liquidation des droits et taxes sur les produits pétroliers pour les importateurs non autorisés à la SOCASP; Note Circulaire No 335/2024/MDERH/DIRCAB, 7 juin 2024, consultée par la GI-TOC.
- 149 Entretiens avec des distributeurs de carburant non agréés et un agent chargé de la lutte contre la fraude à Bangui, février–avril 2025.
- 150 Ibid.
- 151 Entretien avec un responsable douanier de RCA, 2025.
- 152 Groupe de Travail de la Société Civile sur la Crise Centrafricaine, La mafia dans le secteur pétrolier en République Centrafricaine, septembre 2024, <https://www.scribd.com/document/855789580/GTSC-Lamafia-dans-le-secteur-petrolier-en-RCA>.
- 153 Entretiens avec un agent chargé de la lutte contre la fraude, 2025.
- 154 Enact, *Africa organised crime index 2025*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1764100937228-2025-11-18-africa-oci-2025-v3.pdf>; Enact, *Africa organised crime index 2023*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1708078753063-2023-11-24-oci-africa-final.pdf>; Enact, *Africa organised crime index 2021*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2021-11-25-oci-final.pdf>.
- 155 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *World drug report 2025: Key findings*, p 40, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR_2025/WDR25_B1_Key_findings.pdf; UNODC, *Drug trafficking in the Sahel*, 2024, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta_sahel/TOCTA_Sahel_drugs.pdf; Organe international de contrôle des stupéfiants, *Report 2023, 2024*, <https://www.drugsandalcohol.ie/40734/1/Report%20of%20the%20International%20Narcotics%20Control%20Board%20for%202023.pdf>.
- 156 Enact, *Africa organised crime index 2021*, https://africa.ocindex.net/2021/country/central_african_republic; une étude de terrain menée par la GI-TOC entre 2025 et 2026 montre que le tramadol fortement dosé est largement disponible auprès des vendeurs de rue à Bangui.

- 157 Organisation mondiale de la santé (OMS), *Expert Committee on Drug Dependence*, 2006, <https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/cf9f89d8-0cd6-4fc5-bc0d-5ee546517ef4/content>.
- 158 ONUDC, *At the crossroads of licit and illicit: Tramadol and other pharmaceutical opioids trafficking in West Africa*, 2021, https://www.unodc.org/conig/uploads/documents/Tramadol_Trafficking_in_West_Africa.pdf.
- 159 Saidou Sabi Boun, Olumuyiwa Omonaiye et Sanni Yaya, *Prevalence and health consequences of nonmedical use of tramadol in Africa: A systematic scoping review*, *PLOS Global Public Health*, 4.1, 18 janvier 2024, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10796000>.
- 160 Entretien avec un vendeur local à Bangui, 2026.
- 161 OMS, *Expert Committee on Drug Dependence information repository: Tramadol*, <https://ecddrepository.org/en/tramadol>.
- 162 Entretiens avec des vendeurs et sources disposant d'informations de première main sur le sujet, 2020–2025.
- 163 Entretiens avec plusieurs éléments armés, 2022–2023; The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>; BBC, *Russian mercenaries behind Central African Republic atrocities* – HRW, 3 mai 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-61311272>.
- 164 Entretien avec un membre d'une milice, 2023.
- 165 Entretien avec un vendeur local à Bangui, 2026; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>; Jeune Afrique, *Centrafrique : qui sont les 'requins' pro-Touadéra ?*, 12 janvier 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1103130/politique/centrafrique-qui-sont-les-requins-pro-touadera>; Joseph Siegle et Hany Wahila, République centrafricaine : La capture des élites se mue en capture de l'État, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 28 janvier 2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/elections-2025/car>.
- 166 Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité, S/2017/1023, 6 décembre 2017, Annexe 7.5, <https://docs.un.org/en/S/2017/1023>.
- 167 The Sentry, *Fear, Inc.: War profiteering in the Central African Republic and the bloody rise of Abdoulaye Hissène*, novembre 2018, https://thesentry.org/wp-content/uploads/2018/11/FearInc_TheSentry_Nov2018-web.pdf.
- 168 Philip Obaji, *'If you take Tramadol away, you make Boko Haram weak'*, African Arguments, 15 mars 2019, <https://africanarguments.org/2019/03/if-you-take-tramadol-away-you-make-boko-haram-weak>; ONUDC, *At the crossroads of licit and illicit: Tramadol and other pharmaceutical opioids trafficking in West Africa*, 2021, https://www.unodc.org/conig/uploads/documents/Tramadol_Trafficking_in_West_Africa.pdf.
- 169 Bob Koigi, *Nigeria IDPs abuse Tramadol drug to heal from horrors of Boko Haram*, Fair Planet, 5 décembre 2019, <https://www.fairplanet.org/story/nigeria-idps-abuse-tramadol-drug-to-heal-from-horrors-of-boko-haram>.
- 170 Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité, S/2017/1023, 6 décembre 2017, Annexe 7.5, <https://docs.un.org/en/S/2017/1023>; WANEP Mali, *Suivi de la situation sur le trafic de drogue et la consommation des stupéfiants*, janvier–mars 2025, https://wanepmali.org/wp-content/uploads/2025/08/Vf-NEWS-Mali_-Situation-tracking-Trafic-de-drogue-et-consommation-des-stupefiants-VSVSQUARE.pdf; Ademola Adepoju, *Onne customs seizes 225 mg of tramadol, 844 rifles, 112,500 rounds of ammo in 2024*, NUJ FCT Council, 24 avril 2025, <https://nujfct.ng/onne-customs-seizes-225mg-of-tramadol-844-rifles-112500-rounds-of-ammo-in-2024>; ONEP Niger, *Bilma: Les FDS saisissent une importante quantité de drogues, d'armes et de munitions*, 17 mars 2024, <https://www.lesahel.org/bilma-les-fds-saisissent-une-importante-quantite-de-drogues-darmes-et-de-munitions>.
- 171 Après la transition politique qui a commencé en janvier 2014, les communautés se sont de plus en plus divisées selon des clivages ethniques et religieux. Les violences se sont intensifiées entre la coalition rebelle Séléka, majoritairement musulmane, et les milices anti-balaka à prédominance chrétienne, avec des conséquences dévastatrices pour les populations civiles, qui ont été les premières victimes des attaques et des représailles des milices.
- 172 Entretiens avec des fournisseurs et des sources disposant d'informations de première main, 2025–2026.
- 173 Trois sources disposant d'informations de première main, dont un vendeur local, ont confirmé que le trafic de tramadol sur la période 2025-2026 était contrôlé par de hauts responsables militaires et sécuritaires centrafricains; Corbeau News, Bangui : la police saisit une cargaison de Tramadol escortée par un policier de l'OCLAD. Le directeur tente de faire libérer son agent pris en flagrant délit, mais en vain, 3 novembre 2025, <https://corbeaunews-centrafrique.org/bangui-la-police-saisit-une-cargaison-de-tramadol-escortee-par-un-policier-de-loclad-le-directeur-tente-de-faire-liberer-son-agent-pris-en-flagrant-delit-mais-en-vain>; Corbeau News, *Dans les coulisses de la mafia du Commandant Yarkokpa: Trafics et règlements de comptes sur les policiers et militaires*, 23 février 2025, <https://corbeaunews-centrafrique.org/dans-les-coulisses-de-la-mafia-du-commandant-yarkokpa>.

- trafics-et-reglements-de-comptes-sur-les-policiers-et-militaires.
- 174 Entretiens avec des sources impliquées dans le commerce illicite, 2025–2026.
- 175 Agnes Ebo'o, *The scourge of tramadol abuse*, ENACT, 21 mai 2018, <https://enactafrica.org/enact-observer/the-scourge-of-tramadol-abuse>.
- 176 Entretiens avec des fournisseurs et des sources disposant d'informations de première main, 2025–2026.
- 177 Shalina Healthcare, *Central African Republic*, <https://shalina.com/en-za/central-african-republic>; données d'exportation consultées par la GI-TOC.
- 178 Données de Sayari, une base de données sur abonnement, issues d'une combinaison de renseignements open source, de registres d'entreprises internationaux et de données commerciales, extraites le 14 juin 2025.
- 179 Lucien Roulet, Victoria Rollason, Jules Desmeules et Valérie Piguët, *Tapentadol versus tramadol: A narrative and comparative review of their pharmacological, efficacy and safety profiles in adult patients*, *Drugs*, 81.11, juillet 2021, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34196947>.
- 180 BBC Eye Investigations, *BBC undercover filming exposes Indian pharma firm fuelling opioid crisis*, BBC, 20 février 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cwyew21yyjzo>.
- 181 Données collectées de la base Export Genius, <https://www.exportgenius.com>.
- 182 GI-TOC, *Behind the blockchain: Cryptocurrency and criminal capture in the Central African Republic*, décembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/behind-the-blockchain-cryptocurrency-and-criminal-capture-in-the-central-african-republic>.
- 183 La RCA dispose également d'un éventail plus large de ressources minérales, notamment des hydrocarbures, de l'uranium, du nickel, du fer, du cuivre et du lithium, pour lesquelles des permis d'exploration ont été délivrés. Si ces ressources peuvent entrer en ligne de compte dans les considérations géostratégiques à long terme des acteurs étrangers, aucune production commerciale n'y est actuellement menée, et leur lien avec la dynamique actuelle du conflit est bien moins établi que dans le cas des diamants et de l'or.
- 184 World Integrated Trade Solution, *Central African Republic trade summaries*, Banque mondiale, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CAF/Year/2012/SummaryText>; Tieguhong Julius Chupezi, Verina Ingram et Jolien Schure, *Impacts of artisanal gold and diamond mining in livelihoods and the environment in the Sangha Tri-National Park landscape*, Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), 2009, https://www.cifor-icraf.org/publications/pdf_files/Books/BChupezi0901.pdf.
- 185 Base de données des Nations Unies sur le commerce mondial, <https://comtradeplus.un.org>.
- 186 International Peace Information Services (IPIS), *Mapping artisanal mining sites in the Western Central African Republic*, Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), novembre 2019, https://ipisresearch.be/mapping/webmapping/resources/img_publications/AMPR_IPIS_ASM_Mapping_Western_CAR_English.pdf.
- 187 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2025, consultées par la GI-TOC.
- 188 Voir l'Observatoire de la complexité économique, *Central African Republic*, <https://oec.world/en/profile/country/caf>.
- 189 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2025, consultées par la GI-TOC.
- 190 Joseph Siegle et Hany Wahila, *Central African Republic: Elite capture becoming state capture*, Africa Center for Strategic Studies, 13 janvier 2025, <https://africacenter.org/spotlight/2025-elections/car>; TV5 Monde Info, *Centrafrique: quel est le contenu de la réforme constitutionnelle ?*, 1er août 2023, <https://information.tv5monde.com/afrique/video/centrafrique-quel-est-le-contenu-de-la-reforme-constitutionnelle-2662275>.
- 191 Alexandre Jaillon et Guillaume de Brier, *Mapping artisanal mining sites in the Western Central African Republic*, IPIS pour l'USAID, novembre 2019, https://ipisresearch.be/mapping/webmapping/resources/img_publications/AMPR_IPIS_ASM_Mapping_Western_CAR_English.pdf.
- 192 Robert Lansing Institute for Global Threats and Democracies Studies, *Minerals, mercenaries, and state power: CAR's choice between Wagner and Africa Corps*, 7 octobre 2025, <https://lansinginstitute.org/2025/10/07/minerals-mercenaries-and-state-power-cars-choice-between-wagner-and-africa-corps>.
- 193 Ministre des Mines et de la Géologie de la République centrafricaine, *Memorandum à l'attention du ministre des Mines concernant la valeur du gisement aurifère de Passendro attribué à la société Midas Ressources*, remis à Touadéra le 10 décembre 2020, consulté par la GI-TOC.
- 194 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>; Africa Intelligence, *Touadéra seeks compromise with Axmin over Ndassima gold mine*, 8 juin 2021, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2021/06/08/touadera-seeks-compromise-with-axmin-over-ndassima-goldmine,109671815-art>.
- 195 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/87, 27 janvier 2021, para 61–64, <https://docs.un.org/en/S/2021/87>.
- 196 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.

- 197 Entretien avec une source de l'administration minière, mars 2025; Conseil de l'Union Européenne, Règlement d'exécution (UE) 2025/2471 du Conseil du 4 décembre 2025 mettant en œuvre le règlement (UE) 2020/1998 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits, 4 décembre 2025, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32025R2471>; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury increases pressure on Russian financier*, 23 septembre 2020, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1133>.
- 198 Entretien avec un employé du ministère des Mines, mars 2025.
- 199 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 131, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>; entretien avec des sources de la société civile, juin 2024.
- 200 Département du Trésor des États-Unis, *2022 Country reports on human rights practices: Central African Republic, 2022*, <https://www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/central-african-republic>.
- 201 Fatma Benhaou, Centrafrique : L'armée reprend le contrôle de la ville de Nzacko, Agence Anadolu, 26 mai 2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-l-armee-reprend-le-contrôle-de-la-ville-de-nzacko/2598211>.
- 202 Entretiens avec des sources diplomatiques, décembre 2024-juin 2025.
- 203 Mathieu Olivier, *How Wagner, Prigozhin teamed up with the CAR's diamond mafia*, The Africa Report, 7 juillet 2023, <https://www.theafricareport.com/313233/how-wagner-prigozhin-teamed-up-with-the-cars-diamond-mafia>.
- 204 *All Eyes on Wagner, CAR: Prigozhin's blood diamonds*, 2 décembre 2022, <https://alleyesonwagner.org/2022/12/02/car-prigozhins-blood-diamonds>; données officielles du ministère centrafricain des mines, 2016–2024, consultées par la GI-TOC; Arte, *Switzerland: Looking for the missing gold*, 26 février 2025, <https://www.arte.tv/en/videos/118582-004-A/data-sources>.
- 205 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2025, consultées par la GI-TOC; IPIS, *Diamonds, conflict and crime in the Central African Republic*, juin 2025, https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2025/06/20250617_Diamonds-conflicts-and-crimes-in-CAR_.pdf.
- 206 Commission européenne, *Diamville*, 25 février 2023, <https://data.europa.eu/apps/eusanctionstracker/subjects/150282>; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury sanctions illicit gold companies funding Wagner forces and Wagner Group facilitator*, 27 juin 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1581>.
- 207 Entretiens avec des sources diplomatiques, décembre 2024-juin 2025; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury targets financier's illicit sanctions evasion activity*, 15 juillet 2020, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1058>; Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis, *Cyber-related designations; foreign interference in US election designations; Ukraine-/Russia-related designations*, 23 septembre 2020, https://ofac.treasury.gov/recent-actions/20200923_33.
- 208 *All Eyes on Wagner, CAR: Prigozhin's blood diamonds*, 2 décembre 2022, <https://alleyesonwagner.org/2022/12/02/car-prigozhins-blood-diamonds>.
- 209 Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley, *Kimberley Process lifts ineffective embargo: End of an era for the Central African Republic and another clear signal that conflict diamond scheme needs serious fixing*, 15 novembre 2024, <https://www.kpcivilsociety.org/activity/kimberley-process-lifts-ineffective-embargo-end-of-an-era-for-the-central-african-republic-and-another-clear-signal-that-conflict-diamond-scheme-needs-serious-fixing>.
- 210 Nathalia Dukhan, Ruben De Koning et Zobel Behalal, *Captured riches: The message in CAR's disappearing diamond*, 24 octobre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/central-african-republic-disappearing-diamond>.
- 211 Entretiens avec des opérateurs économiques, février-juin 2025.
- 212 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, para 7–14, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 213 Corbeau News, *Racket et vol, la gaffe des mercenaires de Wagner à Kouki traumatise la population*, 11 septembre 2022, <https://corbeaunews-centrafrique.org/racket-et-vol-la-gaffe-des-mercenaires-de-wagner-a-kouki-traumatise-la-population>; Africa Defence Forum, *Wagner Group uses mafia-style tactics to dominate CAR's diamond sector*, 1er août 2023, adf-magazine.com/2023/08/wagner-group-uses-mafia-style-tactics-to-dominate-cars-diamond-sector.
- 214 Entretien avec deux victimes, mars 2025; Robert Lansing Institute, *Russians increasingly mixed up in war crimes*, 13 janvier 2022, <https://lansinginstitute.org/2022/01/13/russians-increasingly-mixed-up-in-war-crimes>; Chief Bisong Etahoben, *20 skeletons discovered In Yidere, Central African Republic*, HumAngle, 7 janvier 2022, <https://humanglemedia.com/20-skeletons-discovered-in-yidere-central-african-republic>.
- 215 Entretiens avec des acteurs locaux, février-mars 2025.
- 216 Auparavant, cette société avait importé les aéronefs et le matériel utilisés par Wagner pour le tournage de son film de guerre en RCA, intitulé *The Tourist*. Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central*

- African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 25–26, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>; ImportGenius, <https://www.importgenius.com>; Pjotr Sauer, *New movie depicting heroic Russian instructors in Central African Republic linked to 'Putin's chef'*, The Moscow Times, 21 mai 2021, <https://www.themoscowtimes.com/2021/05/21/new-movie-depicting-heroic-russian-instructors-in-central-african-republic-linked-to-putins-chef-a73973>.
- 217 Entretiens avec une source sécuritaire, des acteurs économiques et des responsables de l'administration minière, 2025; base de données de l'ITIE sur les titres miniers, archivée par la GI-TOC ; All Eyes on Wagner, *Dig dig baby: Russian gold tales in Central Africa*, 1er avril 2025, <https://alleyesonwagner.org/2025/04/25/dig-dig-baby-russian-gold-tales-in-central-africa>.
- 218 All Eyes on Wagner, *Dig dig baby: Russian gold tales in Central Africa*, 1er avril 2025, <https://alleyesonwagner.org/2025/04/25/dig-dig-baby-russian-gold-tales-in-central-africa>.
- 219 Entretiens avec des spécialistes du secteur minier, novembre–décembre 2024; Entretiens avec des responsables du secteur minier de la RCA, février–mars 2025.
- 220 Entretiens avec des responsables du secteur minier de la RCA, février–mars 2025.
- 221 Ibid; Entretiens avec des spécialistes du secteur minier, novembre–décembre 2024.
- 222 Entretiens avec une source sécuritaire et des acteurs économiques, novembre 2024–avril 2025
- 223 Entretiens avec trois sources indépendantes du secteur en RCA et au Mali, février–novembre 2025.
- 224 Entretiens avec des responsables du secteur minier de la RCA, 2024.
- 225 Entretiens avec un responsable du secteur minier de la RCA, 2024.
- 226 Données officielles du ministère des Mines, 2016–2024, analysées par la GI-TOC.
- 227 Certificats d'exportation de minerais de la RCA, 2022–2024, analysés par la GI-TOC.
- 228 Registre du commerce de la RCA, consulté par la GI-TOC.
- 229 Document d'immatriculation de la société, consulté par la GI-TOC.
- 230 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*, S/2024/432, 4 juin 2024, para 218, <https://docs.un.org/en/s/2024/432>.
- 231 Registre du commerce de la RCA, consulté par la GI-TOC.
- 232 Données officielles du ministère des Mines, 2016–2024, analysées par la GI-TOC.
- 233 International Holding Company PJSC, Rapport de gestion, 31 décembre 2024, https://web.archive.org/web/20250514021257/https://www.ihcuae.com/_assets/IHC%20Reports/Financials%20_%20Annual%20Financial%20Statements/2024.pdf.
- 234 Banque mondiale, République centrafricaine (RCA) cahiers économiques : Optimiser la richesse multidimensionnelle de la RCA pour une prospérité durable, juin 2025, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099092425111011419/pdf/P181230-05854f94-9f3c-45bd-8ba0-4592503a6ab4.pdf>.
- 235 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 236 Ibid; correspondance avec une source diplomatique, novembre 2024.
- 237 Entretiens avec des sources sécuritaires et un chercheur, février–mars 2025.
- 238 La compagnie aérienne a été inscrite sur la liste des entités sanctionnées pour avoir « effectué des livraisons d'armes pour le compte de la base industrielle de défense russe et transporté d'autres équipements militaires russes ». Département d'État américain, *Taking additional measures to degrade Russia's wartime economy*, 12 juin 2024, <https://2021-2025.state.gov/taking-additional-measures-to-degrade-russias-wartime-economy>.
- 239 Flightradar24, <https://www.flightradar24.com>.
- 240 Jay Bahdur, *The Somali gold rush: Milxo and the ungoverned mining frontier*, GI-TOC, 2 février 2026, <https://globalinitiative.net/analysis/somali-gold-rush-milxo-mining>; Bashir Mohamed Caato, *UAE removing its military from Bosaso after angry Somalia ends agreement*, Middle East Eye, 12 janvier 2026, <https://www.middleeasteye.net/news/uae-removing-its-military-bosaso-after-angry-somalia-ends-agreement>.
- 241 All Eyes on Wagner, *Al Khadim airbase, an essential Russian outpost in Libya*, 18 mars 2024, <https://alleyesonwagner.org/2024/03/18/al-khadim-airbase-an-essential-russian-outpost-in-libya/#more-704>.
- 242 Registre de l'aéroport de Bangui, consulté par la GI-TOC.
- 243 Corbeau News, Catastrophe environnementale à Bozoum : un rapport d'enquête parlementaire met en lumière une véritable mafia au sommet de l'état, 26 juin 2019, <https://corbeau-news-centrafrique.org/catastrophe-environnementale-a-bozoum-un-rapport-denquete-parlementaire-met-en-lumiere-une-veritable-mafia-au-sommet-de-letat>.
- 244 La GI-TOC a obtenu et authentifié une vidéo montrant des hommes et des femmes être maltraités par les FACA en avril 2025 sur un site minier situé près de Yaloké. Des sources ont indiqué que les FACA recouraient systématiquement à la violence sur ce site et sur d'autres exploitations minières de la région pour dissuader les populations locales de venir exploiter l'or.

- 245 Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/87, 27 janvier 2021, <https://docs.un.org/S/2021/87>; entretiens avec des sources sécuritaires, février–mars 2025; Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, par. 49–54, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 246 Entretiens avec des sources du secteur, novembre 2025.
- 247 Africa Intelligence, *Zhao Baomei, Central African Republic's Chinese mining queen*, 5 juin 2023, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2023/06/05/zhao-baomei-central-african-republic-s-chinese-mining-queen,109980052-ge0>.
- 248 Tass, *Wagner fighters rescue Chinese miners from militants in Central African Republic – paper*, 13 juillet 2023, <https://tass.com/defense/1646319>.
- 249 Africa Defense Forum, *CAR accuses Chinese mining company of colluding with rebel groups*, 2 juillet 2024, <https://adf-magazine.com/2024/07/car-accuses-chinese-mining-company-of-colluding-with-rebel-groups>; Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : le gouvernement suspend les activités d'un exploitant minier chinois*, 10 juin 2024, <https://www.radiondeluka.org/69409-centrafrique-le-gouvernement-suspend-les-activites-dun-exploitant-minier-chinois>; Oubangui Médias, *Centrafrique : suspension des activités minières sur le permis de la société Gold Zhi Zun*, 5 août 2024, <https://oubanguimedias.com/2024/08/05/centrafrique-suspension-des-activites-minieres-sur-le-permis-de-la-societe-gold-zhi-zun>; Conseil de sécurité de l'ONU, *Midterm report of the Panel of Experts pursuant to resolution 2745 (2024)*, S/2025/384, 13 juin 2025, annexe 13, <https://docs.un.org/en/S/2025/384>.
- 250 Entretiens avec des responsables miniers et des sources de la société civile, février–mars 2025.
- 251 Ibid.
- 252 Corbeau News, *RCA : Menaces de sanctions contre l'exploitation chinoise, silence sur Wagner et les Rwandais*, 31 mars 2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/rca-menaces-de-sanctions-contre-lexploitation-chinoise-silence-sur-wagner-et-les-rwandais>.
- 253 GI-TOC, *Observatory of Illicit Economies in West Africa risk bulletin*, mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>; Terah De Jong et al, *Rapport diagnostic sur la contrebande des diamants en République Centrafricaine*, USAID, janvier 2019, <https://landportal.org/library/resources/rapport-diagnostic-sur-la-contrebande-des-diamants-en-r%C3%A9publique-centrafricaine>.
- 254 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, annexe 6.1, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 255 Entretien avec un opérateur économique, juin 2025.
- 256 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020)*, S/2021/569, 25 juin 2021, annexe 6.1, <https://docs.un.org/en/S/2021/569>.
- 257 Ibid.
- 258 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2024, consultées par la GI-TOC.
- 259 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2025, consultées par la GI-TOC.
- 260 Base de données des Nations Unies sur le commerce mondial, <https://comtradeplus.un.org>.
- 261 Ibid.
- 262 Swissaid, *On the trail of African gold*, mai 2024, <https://swissaid.kinsta.cloud/wp-content/uploads/2024/05/swissaid-on-the-trail-of-african-gold-web-ok.pdf>.
- 263 International Crisis Group, *Rwanda's growing role in the Central African Republic*, 7 juillet 2023, https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/2023-07/b191-rwanda-in-the-car_0.pdf.
- 264 Rwanda au Congo Brazzaville, *La Centrafrique souhaite la bienvenue aux investisseurs Rwandais opérant dans l'agriculture et les banques*, février 2021, <https://www.rwandaincongo.gov.rw/actualites/info-details/la-centrafrique-souhaite-la-bienvenue-aux-investisseurs-rwandais-operant-dans-l-agriculture-et-les-banques>.
- 265 Africa Intelligence, *Vogueroc donne le top départ de l'offensive rwandaise dans les mines*, 21 octobre 2022, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2022/10/21/vogueroc-donne-le-top-depart-de-l-offensive-rwandaise-dans-les-mines,109836904-art>; Florent Geel, *Un nouveau « gendarme » Africain ? Rwanda. Le business au prix du sang*, 29 novembre 2023, <https://afriquexxi.info/Rwanda-Le-business-au-prix-du-sang>; entretiens avec une source diplomatique spécialisée dans les questions sécuritaires et des sources sécuritaires, février–mars 2025.
- 266 Entretiens avec des sources sécuritaires de la RCA, février–mars 2025.
- 267 Africa Intelligence, *Wagner covets mining permits granted to Kigali*, 17 septembre 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/09/17/wagner-covets-mining-permits-granted-to-kigali,110306793-art>.
- 268 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2016–2024, consultées par la GI-TOC.
- 269 Entretiens avec des opérateurs économiques et des sources de la société civile, février–mars 2025.
- 270 Ibid.
- 271 Entretiens avec des sources sécuritaires de la RCA, février–mars 2025.

- 272 GI-TOC, *Observatory of Illicit Economies in West Africa risk bulletin*, mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>; entretien avec un responsable minier, avril 2025.
- 273 Cartographie des permis délivrés sur la période 2021–2025.
- 274 Entretien avec un responsable minier, avril 2025.
- 275 Entretiens avec des représentants des forces de sécurité nationale et de défense ainsi que de la société civile, novembre–décembre 2025.
- 276 International Crisis Group, *The security challenges of pastoralism in Central Africa*, 1er avril 2014, <https://www.justice.gov/file/276046/dl>; Ingvild Brox Brodtkorb et al, *Climate, peace and security fact sheet: Central African Republic*, Norsk Utenrikspolitisk Institutt, 17 octobre 2024, <https://www.nupi.no/news/climate-peace-and-security-fact-sheet-central-african-republic2>; International Crisis Group, *Violence and herding in the Central African Republic: Time to act*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 277 International Crisis Group, *Violence and herding in the Central African Republic: Time to act*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 278 GI-TOC, *Global organized crime index: Central African Republic*, 10 novembre 2025, https://ocindex.net/assets/downloads/2025/english/ocindex_profile_central_african_republic_2025.pdf.
- 279 African Parks, *African Parks takes on management of protected area in Central African Republic*, 19 décembre 2014, <https://www.africanparks.org/newsroom/press-releases/african-parks-takes-management-protected-area-central-african-republic>; Science Daily, *Wildlife of northern Central African Republic in danger*, 5 juillet 2017, <https://www.sciencedaily.com/releases/2017/06/170629132001.htm>.
- 280 ONU, *Report of the Panel of Experts on the Central African Republic established pursuant to Security Council resolution 2127 (2013), S/2014/452*, 1er juillet 2014, par. 74, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2014_452.pdf.
- 281 Elephant Crisis Fund, *Racing against extinction: Protecting CAR's last elephants*, 29 avril 2025, <https://elephantcrisisfund.org/an-update-from-the-elephant-crisis-fund-racing-against-extinction>.
- 282 Environmental Investigation Agency, *Global environmental crime tracker*, <https://eia-international.org/global-environmental-crime-tracker>.
- 283 Ruben de Koning, Julius Chupezi Tieguhong et Victor Amougou, *Cross-border trade and conservation in the Sangha River Region (Cameroon, Central African Republic and Republic of Congo)*, Nature & Faune Vol 22, Numéro 2, janvier 2007, https://www.researchgate.net/publication/257925744_Cross-border_trade_and_conservation_in_the_Sangha_River_Region_Cameroon_Central_African_Republic_and_Republic_of_Congo.
- 284 ONU, *Report of the Panel of Experts on the Central African Republic established pursuant to Security Council resolution 2127 (2013), S/2014/452*, 1er juillet 2014, annexe 13, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2014_452.pdf.
- 285 Entretien avec une ancienne source onusienne, novembre 2024.
- 286 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 287 All Eyes on Wagner, *Wood for mercenaries: On the road to international markets*, 16 mai 2023, <https://alleyesonwagner.org/2023/05/16/wood-for-mercenaries-on-the-road-to-international-markets>; Africa Defense Forum, *Illegal logging in the CAR by Wagner Group and criminal syndicates drives insecurity*, 22 août 2023, <https://adf-magazine.com/2023/08/illegal-logging-in-the-car-by-wagner-group-and-criminal-syndicates-drives-insecurity>.
- 288 All Eyes on Wagner, *Wood for mercenaries: On the road to international markets*, 16 mai 2023, <https://alleyesonwagner.org/2023/05/16/wood-for-mercenaries-on-the-road-to-international-markets>.
- 289 Ibid.
- 290 Ibid.
- 291 Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis, *Russia-related designations, designations updates, and designations removals; issuance of Russia-related general licenses*, 14 septembre 2023, <https://ofac.treasury.gov/recent-actions/20230914>; Département du Trésor des États-Unis, *Treasury sanctions companies and individuals advancing Russian malign activities in Africa*, 8 mars 2024, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy2164>.
- 292 Export Genius, <https://www.exportgenius.com>; Julia Stanyard, Eleanor Beevor et Thierry Vircoulon, *Port of call: Regional illicit flows through Douala, Cameroon*, GI-TOC, 8 mai 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/port-of-call>.
- 293 Union des consignataires et armateurs du Cameroun, Communiqué concernant l'inscription de Wood International Group SARLU sur la liste de l'OFAC, X, 1er décembre 2023, <https://x.com/aeowinpack/status/1799081651332669505>.
- 294 All Eyes on Wagner, *Wood for mercenaries: On the road to international markets*, 16 mai 2023, <https://alleyesonwagner.org/2023/05/16/wood-for-mercenaries-on-the-road-to-international-markets>.

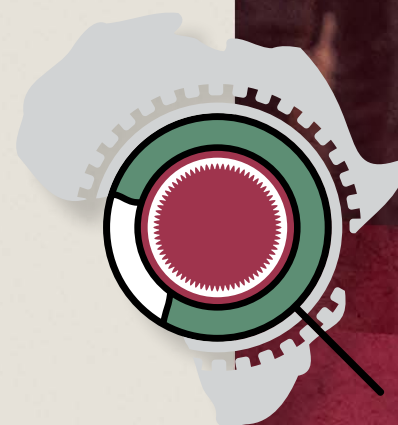
- 295 Export Genius, <https://www.exportgenius.com>.
- 296 La valeur FOB comprend le coût des marchandises ainsi que les frais engagés pour les acheminer jusqu'au port d'exportation.
- 297 Liste des conventions forestières précédemment disponibles sur le site web de l'ITIE-RCA, archivée par la GI-TOC.
- 298 Export Genius, <https://www.exportgenius.com>.
- 299 Ibid.
- 300 Ibid.
- 301 Ibid.
- 302 Ibid.
- 303 Entretien avec un transitaire à Douala, juin 2023.
- 304 Mathieu Olivier, De Bangui à Douala, comment l'ex-groupe Wagner continue d'étendre sa toile, Jeune Afrique, 7 juin 2024, <https://www.jeuneafrique.com/1574689/politique/de-bangui-a-douala-comment-lex-groupe-wagner-continue-detendre-sa-toile>.
- 305 Images satellites de Google Earth, septembre 2024.
- 306 Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche de la RCA, Convention d'aménagement-exploitation entre la République Centrafricaine et la Société Forest Consulting Company, janvier 2023, <https://app.itierca.com/assets/images/secteur/CONVENTION%20FORESTIERE%20FOREST%20CONSULTING%20COMPANY.pdf>.
- 307 Documents analysés par la GI-TOC.
- 308 Données relatives aux abonnements Sayari provenant d'une combinaison de sources ouvertes, de registres d'entreprises internationaux et de données commerciales, données extraites le 14 juin 2025.
- 309 Rachel Chason et Barbara Debout, *In key Wagner outpost, Moscow steps into breach*, The Washington Post, 19 septembre 2023, <https://www.washingtonpost.com/world/2023/09/18/wagner-central-african-republic-touadera>.
- 310 Liste des conventions forestières précédemment disponibles sur le site web de l'ITIE-RCA, archivée par la GI-TOC.
- 311 Images satellites de Google Earth, janvier 2023–décembre 2025.
- 312 Export Genius, <https://www.exportgenius.com>.
- 313 Serge Aubague et Patrice Grimaud, Réflexion sur l'évolution de la mobilité des pasteurs nomades au Tchad: sédentarisation ou transhumance?, *Nomadic Peoples*, 17, 1, pp 126–136, https://www.researchgate.net/publication/270099278_Reflexion_sur_l'evolution_de_la_mobilite_des_pasteurs_nomades_au_Tchad_sedentarisation_ou_transhumance; Matt Luizza, *Urban elites' livestock exacerbate herder-farmer tensions in Africa's Sudano-Sahel*, *New Security Beat*, 10 juin 2019, <https://www.newsecuritybeat.org/2019/06/urban-elites-livestock-exacerbate-herder-farmer-tensions-africas-sudano-sahel>; Curtis Abraham, *How ancient pastoral communities across Africa are facing the new challenges to their way of life*, *The Ecologist*, 11 janvier 2018, <https://theecologist.org/2018/jan/11/how-ancient-pastoral-tribes-across-africa-are-facing-new-challenges-their-way-life>; International Crisis Group, *Violence and herding in the Central African Republic: Time to act*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 314 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2399 (2018)*, S/2018/1119, 14 décembre 2018, par. 121, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2018_1119.pdf.
- 315 GI-TOC, *3R rebel group in the Central African Republic loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry points for state intervention*, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 316 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2399 (2018)*, S/2018/1119, 14 décembre 2018, par. 113, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2018_1119.pdf; GI-TOC, *3R rebel group in the Central African Republic loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry points for state intervention*, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>; USAID, *Key findings of research on the artisanal gold sector in the Central African Republic*, janvier 2019, <https://landportal.org/library/resources/key-findings-research-artisanal-gold-sector-central-african-republic>.
- 317 GI-TOC, *3R rebel group in the Central African Republic loses territory and control over the illicit cattle economy, damaging legitimacy and offering entry points for state intervention*, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 318 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2127 (2014)*, S/2014/762, 29 octobre 2024, par. 144, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2014_762.pdf.
- 319 Réunion avec un expert des groupes armés, novembre 2025.
- 320 Université d'Édimbourg/ Plateforme de données sur la paix et la résolution des conflits, *Political Agreement for Peace*

- and Reconciliation in the Central African Republic, signed in Bangui, 5 février 2019, <https://www.peaceagreements.org/agreements/2147>.
- 321 Africa Intelligence, *Tensions within the Fulani community after the peace accords*, 16 juillet 2025, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2025/07/16/tensions-within-the-fulani-community-after-the-peace-accords,110479061-art>.
- 322 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 323 Lewis Mudge, *The epitome of impunity in Central African Republic*, Human Rights Watch, 31 janvier 2023, <https://www.hrw.org/news/2023/01/31/epitome-impunity-central-african-republic>.
- 324 Conseil de sécurité de l'ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 138, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 325 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 10 mai 2024, <https://unu.edu/publication/organized-crime-and-conflict-central-african-republic>.
- 326 Entretiens avec des représentants peuls, décembre 2024.
- 327 Ibid.
- 328 Ibid.
- 329 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 10 mai 2024, <https://unu.edu/publication/organized-crime-and-conflict-central-african-republic>.
- 330 Fiona Mangan, *Organized crime and conflict in the Central African Republic*, Centre de recherche politique de l'Université des Nations Unies, 10 mai 2024, <https://unu.edu/publication/organized-crime-and-conflict-central-african-republic>.
- 331 Entretien avec un représentant peul, mars 2026.
- 332 RFI, *Centrafrique: rebelles de l'UPC et paramilitaires de Wagner se sont rencontrés à Maloum*, 20 juin 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250620-centrafrique-rebelles-de-l-upc-et-paramilitaires-de-wagner-se-sont-rencontrés-a-maloum>.
- 333 Entretien avec un responsable sécuritaire, décembre 2025; entretien avec un représentant de la société civile, avril 2026.
- 334 Entretien avec un représentant peul, mars 2026.
- 335 Groupe de la Banque mondiale, *Central African Republic (CAR) economic update: Optimizing CAR's multidimensional wealth for sustainable prosperity*, juin 2025, [en/099092425111041579/pdf/P181230-68f10581-77da-42de-95e8-c106e863133b.pdf](https://documents1.worldbank.org/curated/en/099092425111041579/pdf/P181230-68f10581-77da-42de-95e8-c106e863133b.pdf).
- 336 John Lechner et Vianney Ingasso, *Wagner woes and a rebel crackdown: A briefing on the Central African Republic's shifting conflict*, The New Humanitarian, 7 septembre 2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2023/09/07/wagner-woes-and-rebel-crackdown-briefing-central-african-republics-shifting>.
- 337 Enrica Picco, *Ten years after the coup, is the Central African Republic facing another major crisis?*, International Crisis Group, 22 mars 2023, <https://www.crisisgroup.org/qna/africa/central-africa/central-african-republic/dix-ans-apres-le-coup-detat-la-republique>.
- 338 Rachel Savage, *Central African Republic president: Crypto is key to financial inclusion*, Reuters, 3 juillet 2022, <https://www.reuters.com/markets/currencies/central-african-republic-president-crypto-is-key-financial-inclusion-2022-07-03>.
- 339 FMI, *IMF executive board approves a US\$191.4 million extended credit facility arrangement with the Central African Republic*, 27 avril 2023, <https://www.imf.org/en/news/articles/2023/04/28/pr23129-imf-executive-board-approves-ecf-arrangement-central-african-republic>; FMI, *Central African Republic: Third and fourth reviews under the extended credit facility arrangement, requests for waivers of nonobservance of performance criteria, and financing assurances review*, juin 2025, <https://www.imf.org/en/-/media/files/publications/cr/2025/english/1cafea2025001-print.pdf>.
- 340 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent, *Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures: Central African Republic mutual evaluation report*, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>.
- 341 Groupe de la Banque mondiale, *Central African Republic (CAR) economic update: Optimizing CAR's multidimensional wealth for sustainable prosperity*, juin 2025, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099092425111041579/pdf/P181230-68f10581-77da-42de-95e8-c106e863133b.pdf>.
- 342 Corbeau News Centrafrique, *RCA : Évariste Ngamana, 1er vice – président de l'Assemblée nationale, cité dans une gigantesque affaire de mafia*, 20 février 2022, <https://corbeaunews-centrafrique.org/rca-evariste-ngamana-1er-vice-president-de-lassemblee-nationale-cite-dans-une-gigantesque-affaire-de-mafia>; RFI, *Centrafrique: un article du projet de Constitution sur les contrats liés aux ressources naturelles fait débat*, 27 juillet 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230727-centrafrique-un-article-du-projet-de-constitution-sur-les-contrats-liés-aux-ressources-naturelles-fait-débat>.

- 343 Rapport confidentiel d'une organisation internationale, 2022.
- 344 Données officielles du ministère centrafricain des Mines, 2025, consultées par la GI-TOC.
- 345 Global Financial Integrity, *Trade-related illicit financial flows in Africa 2013–2022*, janvier 2026, <https://gfintegrity.org/wp-content/uploads/2026/01/Trade-related-IFFs-Africa-near-final-1.pdf>.
- 346 Observatoire de la complexité économique, *Central African Republic*, <https://oec.world/en/profile/country/caf?selector345id=2022>.
- 347 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent, *Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures: Central African Republic mutual evaluation report*, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-MER.pdf>.
coredownload.inline.pdf.
- 348 Making Finance Work for Africa, *Central African Republic*, <https://www.mfw4a.org/country/central-african-republic>.
- 349 Réunion et correspondance avec des sources confidentielles du secteur financier, avril 2023.
- 350 Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], *#Bitcoin is the blueprint for the new monetary system*, X, 7 juin 2022, https://x.com/fa_touadera/status/1534182247091384320; Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], Communiqué de presse, X, 27 juin 2022, https://x.com/fa_touadera/status/1541402144078716929; Reuters, *Central African Republic adopts bitcoin as an official currency*, 28 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republic-adopts-bitcoin-an-official-currency-2022-04-27>; GI-TOC, *Behind the blockchain: Cryptocurrency and criminal capture in the Central African Republic*, décembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/behind-the-blockchain-cryptocurrency-and-criminal-capture-in-the-central-african-republic>; The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/reports/architects-of-terror>.
- 351 Groupe de la Banque mondiale, *Accès à l'électricité (en % de la population) – République centrafricaine*, <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=CF>.
- 352 Reuters, *Central African Republic adopts bitcoin as an official currency*, 28 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republic-adopts-bitcoin-an-official-currency-2022-04-27>.
- 353 Une blockchain est un registre numérique décentralisé maintenu par un réseau pair-à-pair (peer-to-peer) d'ordinateurs interconnectés, qui enregistrent et vérifient, de manière transparente et sécurisée, la propriété d'actifs et les transactions sans l'intervention d'une autorité centrale.
- 354 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, *Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle*, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf>.
coredownload.inline.pdf.
- 355 Jean-Fernand Koena, *Le fiasco de la cryptomonnaie Sango Coin en Centrafrique*, Deutsche Welle, 2 septembre 2022, <https://www.dw.com/fr/centrafrique-sango-coin-cour-constitutionnelle/a-63007614>.
- 356 GI-TOC, *Behind the blockchain: Cryptocurrency and criminal capture in the Central African Republic*, décembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/behind-the-blockchain-cryptocurrency-and-criminal-capture-in-the-central-african-republic>; Cour constitutionnelle de la République centrafricaine, *Décision N° 008/CC/22*, 29 août 2022, https://www.labase-lextenso.fr/sites/lextenso/files/lextenso_upload/d_c_constit_centre_afrique_29_aout_2022_ndeg_008cc22.pdf; Reuters, *Central African Republic top court blocks purchases with new cryptocurrency*, 29 août 2022, <https://www.reuters.com/technology/central-african-republic-top-court-blocks-purchases-with-new-cryptocurrency-2022-08-29>.
- 357 Ministère centrafricain des Finances et du Budget, *L'Assemblée nationale adopte par acclamation le projet de loi régissant la cryptomonnaie en République centrafricaine*, 12 avril 2023, <https://www.finances.gouv.cf/actualite/739>; Radio Ndeke Luka, *La loi rectificative sur les cryptomonnaies adoptée par l'Assemblée nationale*, 26 mars 2023, <https://www.radiondekeluka.org/40221-la-loi-rectificative-sur-les-cryptomonnaies-adoptee-par-l-assemblee-nationale>; Quentin Velluet et Omer Mbadi, *Bitcoin en Centrafrique : ce que dit le nouveau projet de loi de Touadéra*, 17 mars 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1428334/economie-entreprises/bitcoin-en-centrafrique-ce-que-dit-le-nouveau-projet-de-loi-de-touadera>.
- 358 Gazette officielle de la République centrafricaine – Édition spéciale, *Law governing the tokenization of natural and land resources in the Central African Republic*, 16 octobre 2023; RFI, *La Centrafrique approuve la loi sur la 'tokenisation' de ses ressources*, 30 mai 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230530-la-centrafrique-approuve-la-loi-sur-la-tokenisation-de-ses-ressources>.
- 359 Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], *Today, we are launching \$CAR*, X, 9 février 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1888722674265764017.
- 360 Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], X, 29 mai 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1928148216878420122; Trisha Husada, *Central African Republic to tokenize over 1,700 hectares of land through CAR meme coin*, crypto.news, 30 mai 2025, <https://crypto.news/central-african-republic-to-tokenize-over-1700-hectares-of-land-through-car-meme-coin>.

- 361 Site internet du meme coin \$CAR, *Tokenized land concession backed by presidential decree in Central African Republic*, <https://land.carmemecoin.com>.
- 362 Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], *Mining rights on the blockchain!*, X, 1er octobre 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1973406921026605562.
- 363 Africa Intelligence, Pour régler la facture d’Africa Corps, Faustin-Archange Touadéra se tourne vers Abu Dhabi, 11 novembre 2025, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/11/11/pour-regler-la-facture-d-africa-corps-faustin-archange-touadera-se-tourne-vers-abu-dhabi,110556675-eve>; Stephen W Smith, *The elite’s road to riches in a poor country*, in *Making Sense of the Central African Republic* (eds Tatiana Carayannis et al), Londres, Zed Books, 2015.
- 364 GI-TOC, *Behind the blockchain: Cryptocurrency and criminal capture in the Central African Republic*, décembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/behind-the-blockchain-cryptocurrency-and-criminal-capture-in-the-central-african-republic>.
- 365 Maureen Songne, Bitcoin en Centrafrique : la Cobac monte à son tour au créneau, Jeune Afrique, 18 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1347482/economie-entreprises/bitcoin-en-centrafrique-la-cobac-fixe-a-son-tour-ses-regles>.
- 366 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *All that glitters is not gold: The high cost of leaving cryptocurrencies unregulated*, juin 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d8_en.pdf; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *The cost of doing too little too late: How cryptocurrencies can undermine domestic resource mobilization in developing countries*, juillet 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d10_en.pdf.
- 367 FMI, *IMF policy paper: Elements of effective policies for crypto assets*, février 2023, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/PP/2023/English/PPEA2023004.ashx>; FMI et le Conseil de stabilité financière, *IMF-FSB synthesis paper: Policies for crypto-assets*, 7 septembre 2023, <https://www.fsb.org/uploads/R070923-1.pdf>; Burcu Hacibedel et Hector Perez-Saiz, *Assessing macrofinancial risks from crypto assets*, FMI, septembre 2023, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WP/2023/English/wpia2023214-print.pdf.ashx>.
- 368 Africa Intelligence, *Armed forces training to be the focus when EU arrives for government talks*, 30 janvier 2026, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2026/01/30/armed-forces-training-to-be-the-focus-when-eu-arrives-for-government-talks,110615821-art>; Morgane Le Cam, *France returns to the Central African Republic ‘after a period of cooling off’*, Le Monde, 14 mars 2026, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2026/03/14/france-returns-to-the-central-african-republic-after-a-period-of-cooling-off_6751440_124.html; Africa Intelligence, *Trump’s top African envoy heads to Bangui in show of interest*, 3 février 2026, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2026/02/03/trump-s-top-african-envoy-heads-to-bangui--in-show-of-interest,110618394-eve>.
- 369 RFI, Centrafrique: un audit indépendant pointe les irrégularités du secteur pétrolier, 5 décembre 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251205-centrafrique-un-audit-independant-pointe-les-irrégularités-du-secteur-pétrolier>.
- 370 Atlas des concessions minières en Afrique, Central African Republic, <https://www.a-mla.org/en/country/Central%20African%20Republic>; Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, site internet de la République Centrafricaine, <https://itierca.com>.
- 371 ITIE, RCA, <https://eiti.org/countries/central-african-republic>.
- 372 Entretiens avec des responsables gouvernementaux, février–mai 2025.
- 373 Conseil de sécurité de l’ONU, *Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2648 (2022)*, S/2023/360, 18 mai 2023, par. 116–118, <https://docs.un.org/en/S/2023/360>.
- 374 Africa Intelligence, *EU considers withdrawal of its civilian and military missions*, 19 mars 2026, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2026/03/19/eu-considers-withdrawal-of-its-civilian-and-military-missions,110683575-art>.
- 375 Université d’Édimbourg/ Plateforme de données sur la paix et la résolution des conflits, *Political Agreement for Peace and Reconciliation in the Central African Republic, signed in Bangui*, 5 février 2019, <https://www.peaceagreements.org/agreements/2147>; Ardiouma Hema, Évaluation externe du projet d’appui à la phase de formation des ex-combattants incorporés dans les unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) à la suite de l’accord politique de paix et de réconciliation (APPR) en RCA, Organisation internationale pour les migrations (OIM), https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2025-11/00116886_usms_rapport_evaluation_finale_projet_usms_1.pdf.
- 376 International Crisis Group, *Violence and herding in the Central African Republic: Time to act*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/rpt/afrika/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 377 Radio Ndeke Luka, Centrafrique : le Comité de contrôle et de lutte contre l’importation frauduleuse des produits pétroliers, une vache à lait?, 2 février 2024, <https://www.radiondekeluka.org/63959-centrafrique-le-comite-de-contrôle-et-de-lutte-contre-limportation-frauduleuse-des-produits-petroliers-une-vache-a-lait>.

- 378 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent, *Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures: Central African Republic mutual evaluation report*, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-MER.pdf>.
coredownload.inline.pdf.
- 379 Communiqué, archivé par la GI-TOC.
- 380 Amnesty International, *One step forward, two steps backwards: Justice in the Central African Republic*, décembre 2021, <https://www.amnesty.nl/content/uploads/2021/12/One-step-forward-two-steps-backwards-CAR-briefing-Final.pdf>.
- 381 Amnesty International, *CAR: Special Criminal Court at serious risk of closure in 2026 due to lack of funding*, 11 février 2026, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2026/02/car-special-criminal-court-2>.



L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international rassemblant plus de 800 experts à travers le monde. La GI-TOC fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive de lutte contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net